

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

SOCIOLOGIE POLITIQUE DES LUTTES MÉMORIELLES EN ESPAGNE

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR MICHEL-PHILIPPE ROBITAILLE

MARS 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Frédérick Guillaume Dufour, dont le soutien continu depuis le début de mon baccalauréat a grandement contribué à mon succès académique et à la complétion de ce mémoire. Ses conseils judicieux et ses critiques constructives m'ont aidé à clarifier ma pensée et à orienter mes questionnements dans des directions originales. Ses exigences élevées m'ont obligé à me surpasser et à approfondir mes réflexions. Le remercier uniquement en qualité de professeur, directeur de recherche ou de mentor me ferait manquer l'essentiel : c'est à un ami autant qu'à un guide académique qu'il me faut dire merci. L'aide dont j'ai bénéficié de la part de Guillaume dépasse largement les frontières de l'université, et je lui en serai éternellement reconnaissant.

Je dois aussi exprimer ici ma reconnaissance envers mes parents, sans l'aide desquels mon passage à l'UQAM aurait été impossible. Mes remerciements vont aussi à mes enfants, Alice et Leo, dont l'affection a été la lueur qui a éclairé les périodes sombres de mon cheminement.

Puis, parmi les nombreux collègues dont j'ai pu bénéficier des réflexions, je me dois de souligner Mathieu Forcier et Charles Carrier-Plante. Nos échanges éclairants m'ont permis plus d'une fois de sortir des impasses dans lesquelles semblaient culminer mes réflexions.

Pour terminer, il m'est difficile d'imaginer la complétion de ce mémoire sans la présence de Sandrine. Son soutien moral, et l'incroyable complicité que nous avons développée au fil des ans m'ont été d'une aide inestimable dans un parcours marqué par une grève exténuante et le climat politique hostile qui s'ensuivit.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
TABLE DES MATIÈRES.....	iii
RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LE FASCISME: UNE IDÉOLOGIE MODERNE ET RÉVOLUTIONNAIRE?.....	9
1.1 Le paradigme antifasciste dans l'historiographie du fascisme.....	12
1.2 Vers un « nouveau consensus » sur la nature du fascisme.....	18
1.2.1 Régimes autoritaires et totalitaires.....	21
1.2.2 L'étude du fascisme comme histoire des idées.....	23
1.2.3 Le fascisme comme idéologie révolutionnaire.....	24
1.2.4 Une révolution anticapitaliste au moins partielle.....	27
1.2.5 Les stratégies d'interprétation de la pensée fasciste.....	28
1.3 Qu'est-ce que la sociologie historique peut apporter au débat?.....	30
1.4 Historiciser les catégories d'analyse du fascisme.....	38
1.5 Synthèse .....	44
CHAPITRE II	
VERS UN « NOUVEAU CONSENSUS » SUR LA NATURE DE LA DICTATURE DE FRANCO?.....	46
2.1 Historique: de la République à la monarchie constitutionnelle.....	49
2.2 Juan J. Linz et le « pluralisme limité » de la dictature franquiste.....	60
2.3 Stanley G. Payne et la subordination des fascistes au régime franquiste.....	65
2.4 La débat sur la nature du franquisme et la modernité.....	69
2.5 Le franquisme dans l'historiographie espagnole contemporaine.....	73
2.6 Le franquisme: « un passé qui ne passe pas ».....	80

CHAPITRE III	
LE FRANQUISME: OBJET D'HISTOIRE ET ENJEU POLITIQUE.....	82
3.1 Vocation scientifique, convictions politiques et histoire.....	84
3.2 Questions de mémoire.....	89
3.3 Les polémiques espagnoles sur la mémoire: contexte et perspective comparée.....	92
3.3.1 De l'espoir en l'avenir à l'obsession pour le passé.....	93
3.3.2 Le révisionnisme et les historiens: modes de légitimation.....	102
3.3.3 Les stratégies théoriques et méthodologiques des révisionnistes.....	105
3.4 Scientificité, politique et révisionnisme.....	110
3.5 Synthèse .....	115
CONCLUSION.....	117
BIBLIOGRAPHIE.....	126

## RÉSUMÉ

Notre travail concerne les études socio-historiques du fascisme. Ce mémoire offre un examen des arguments en faveur de l'abandon du qualificatif fasciste pour le régime espagnol de Francisco Franco. Nous nous penchons sur l'imbrication complexe des dimensions ontologique, méthodologique, théorique et normative de l'étude du fascisme. Nous évaluons la prémisse partagée par les historiens culturalistes du fascisme selon laquelle une approche plus restrictive, axée sur l'idéologie, est nécessaire au nom de l'objectivité scientifique. En examinant l'articulation de l'ontologie idéelle du phénomène, de la méthode compréhensive de l'histoire des idées et du contenu théorique moderne, révolutionnaire et anticapitaliste du fascisme, nous proposons une méthode alternative. Celle-ci prend comme point de départ la contextualisation des idées et leur confrontation aux actions des fascistes. Elle culmine sur une historicisation des catégories conceptuelles. À la lumière des alternatives théoriques qui s'offrent aux historiens du fascisme, nous cherchons à identifier les enjeux qui sous-tendent la catégorisation du franquisme hors du fascisme. Un survol de l'historiographie espagnole révèle une division profonde entre les chercheurs qui considèrent le franquisme fasciste et ceux qui refusent de lui attribuer un tel qualificatif. Après une évaluation des arguments théoriques visant à trancher le débat sur la nature du franquisme, nous nous penchons sur les fondements normatifs de l'historiographie culturaliste et révisionniste. La dimension normative oriente, à notre avis, les choix ontologiques, théoriques et méthodologiques des historiens de façon décisive dans le champ des études du fascisme. L'attribution ou non du qualificatif fasciste au régime franquiste relève donc, en partie, de convictions politiques. Celles-ci s'articulent à des positions ontologiques, méthodologiques et théoriques avec lesquelles elles ont des affinités, formant des stratégies argumentatives complexes qu'il importe de soumettre à un examen réflexif.

MOTS CLÉS : fascisme, franquisme, autoritarisme, révolution, modernité.

## INTRODUCTION

Certains intellectuels espagnols se sont interrogés sur les raisons du faible succès électoral, dans leur pays, d'une extrême-droite populiste semblable au Front National français (Casals 2011). Pour le journaliste et philosophe Josep Ramoneda, la réponse est claire : « Elle [l'extrême-droite] est dans le Partido Popular » (Ramoneda 2011)<sup>1</sup>. Plusieurs événements tendent à lui donner raison. Le 12 mai 2013, la déléguée du gouvernement espagnol en Catalogne assista à un hommage aux volontaires phalangistes de la *División Azul*, qui a combattu l'URSS aux côtés des forces allemandes de 1941 à 1943. Cet événement a remis à l'avant-plan la relation complexe du Partido Popular, au pouvoir à Madrid, avec l'extrême-droite (Piñol & Carranco 2013). Ironiquement, en 2012, des instances locales du même parti ont comparé les indépendantistes catalans de l'Assemblea Nacional Catalana aux nazis (ACN Press 2013). C'est pourtant du parti conservateur que viennent, de temps à autres, les débordements d'enthousiasme pour les symboles de l'extrême-droite des années trente. Il suffit de penser au dirigeant local du parti qui est apparu, par erreur, d'après le principal intéressé, sur une photo d'un groupe de jeunes hommes tenant un drapeau espagnol décoré de symboles nazis. Sur la photo en question, on peut voir certains des hommes faisant des saluts hitlériens (Europa Press 2013). Ces exemples attirent l'attention sur la question du rapport au passé des forces politiques de droite et d'extrême-droite en Espagne contemporaine.

Les études historiques sur le fascisme et la recherche en science politique et en sociologie sur l'extrême-droite contemporaine se sont constituées, dans une large mesure, comme des champs distincts. Un dialogue fructueux s'est développé entre une série de chercheurs spécialisés en études comparées du fascisme (Mosse 1964 et 1999;

---

<sup>1</sup> Actuellement au pouvoir, le Partido Popular (PP) est le principal parti conservateur en Espagne.

Payne 1980 et 1995; Griffin 1993 et 1995). À l'exception de Roger Griffin, ces auteurs ont dédié peu d'attention aux mouvements d'extrême-droite contemporains (Griffin 2000 et 2003). L'étude de ces mouvements a été prise en charge par un champ distinct, organisé autour de ses propres spécialistes et utilisant son propre outillage théorique (Camus 1998; Mudde 2000; Bale 2002; Prévost 2004; Casals 2011). Un des objectifs de ce mémoire est de contribuer au dialogue entre ces domaines de recherche. Cette contribution a pour objets deux thèmes qui font le lien entre ces champs, soient les problématiques mémorielles et le révisionnisme historique. Le rôle que jouent les militants d'extrême-droite dans la diffusion de certaines interprétations du passé fasciste témoigne de l'interrelation de ces champs d'étude<sup>2</sup>. Nous nous intéressons au regard que portent sur l'histoire certains intellectuels de la droite nationaliste et conservatrice. Il y a lieu de se demander si certaines interventions de nationalistes conservateurs participent de la relativisation des crimes fascistes et de la légitimation de certaines des thématiques du discours de l'extrême-droite contemporaine<sup>3</sup>.

Nous nous penchons donc dans ce mémoire sur les enjeux mémoriels, donc politiques, de l'interprétation de l'histoire. Une des hypothèses structurantes de l'étude comparée des fascismes nous intéresse particulièrement : il s'agit de la restriction des cas de régimes fascistes à l'Italie de Mussolini et à l'Allemagne nazie (Griffin *et al.* 1998 : 36; Paxton 2004 : 111). La plupart des chercheurs ont choisi d'exclure de la notion de fascisme certains régimes autoritaires des années trente et quarante longtemps considérés fascistes, notamment l'Espagne de Franco<sup>4</sup>. C'est précisément différents enjeux entourant la conceptualisation du fascisme qui orientent notre réflexion. L'historiographie du franquisme a beaucoup évolué depuis les années soixante-dix. De

---

<sup>2</sup> Sur le révisionnisme et l'extrême-droite, voir Vidal-Naquet 1995.

<sup>3</sup> Nous pensons notamment au soutien de Stanley Payne au révisionniste espagnol Pío Moa (Payne 2005b) ou aux thèses d'Ernst Nolte en Allemagne, et en particulier aux écrits qu'il publie dans les journaux grand public. Voir notamment Nolte 1988.

<sup>4</sup> L'ouvrage *The Civic Foundations of Fascism in Europe* de Dylan Riley (2010) est une des rares exceptions dans le monde anglo-saxon.

nombreuses questions qui se débattaient autrefois sur la base d'opinions politiques avouées sont maintenant abordées à la lumière des recherches empiriques des historiens du XX<sup>e</sup> siècle espagnol. Parmi ces questions, la nature du franquisme : autrefois envisagée en premier lieu sur la base de jugements éthiques, elle fait maintenant l'objet d'argumentations axées sur le rôle du parti unique dans la dictature, le rôle de la violence et de la répression dans l'instauration du régime, les déclarations de Franco et des dirigeants du régime, les remaniements ministériels, les pressions internationales et les relations diplomatiques etc. (Tusell & Queipo de Llano 1985; Preston 1990; Saz 2004b; Molinero & Ysàs 2003 et 2008; Rodrigo 2012). Ces avancées scientifiques ont été accompagnées de débats méthodologiques et théoriques en partie nourris par le champ international des études comparées du fascisme (Tusell 1988; Rodrigo 2009). Ces débats n'ont pas tranché la question de la nature fasciste ou non du régime de Franco. Notre investigation a pour objet la nature des enjeux à l'origine de cette polarisation au sein de l'étude du franquisme. *Nous nous demandons : quels sont les enjeux ontologiques, méthodologiques, théoriques, épistémologiques et politiques qu'implique la théorisation du franquisme comme phénomène distinct du fascisme? Quelles relations existe-t-il entre ces différents enjeux?*

Nous posons l'hypothèse que le fossé qui sépare les chercheurs qui classent le franquisme parmi les fascismes et ceux qui l'en excluent est en premier lieu de nature normative<sup>5</sup>. Les positions politiques des chercheurs orientent leurs stratégies interprétatives, plaçant le régime à l'intérieur ou non de la catégorie de fascisme. Un effort de contextualisation est nécessaire afin de mettre en lumière l'aspect politique de ces débats théoriques. Un mouvement pour la contextualisation est observable en histoire des idées politiques depuis quelques années (Skinner 1969 et 1978; Pocock

---

<sup>5</sup> Parmi les chercheurs pour lesquels le franquisme n'était pas fasciste figurent Juan Linz (1964 et 2006); Stanley Payne (1987); Javier Tusell (1988); Ismael Saz (2004b); Pedro Carlos González Cuevas (2008). De leur côté, Josep Fontana (*et al.* 2000); Julián Casanova (*et al.* 2004); Carme Molinero et Père Ysàs (2003 et 2008); et Javier Rodrigo (2009) incluent le régime dans la catégorie des fascismes européens.

1985; N. Wood 1978; E. M. Wood 2008 et 2012). Notre réflexion s'inspire de cette tradition. La contextualisation nous servira à éclairer un objet assez éloigné de la philosophie politique : l'historiographie et les luttes mémorielles dans l'Espagne démocratique.

Certains intellectuels ont vu dans l'appropriation progressive du fascisme, comme objet d'étude historique, un mouvement de dépolitisation ayant pour destination la neutralité axiologique dans l'approche du phénomène (Griffin *et al.* 1998 : 2). Enzo Traverso, spécialiste de l'histoire intellectuelle du XX<sup>e</sup> siècle, propose une interprétation différente de ce mouvement. Pour Traverso,

les années comprises entre la fin de la guerre du Vietnam (1975) et le 11 septembre 2001 dessinent un basculement, une transition au bout de laquelle le paysage intellectuel et politique a connu une modification radicale, notre vocabulaire s'est modifié et les anciens repères ont été remplacés (Traverso 2011 : 6).

Parmi ces notions qui ont connu une transformation radicale, le fascisme et divers concepts servant à l'analyse des régimes autoritaires occupent une place importante (Traverso 2011 : 91-125). Ces modifications du contenu conceptuel de certaines notions clés de la compréhension du monde ont été motivées par l'inadéquation des schémas interprétatifs traditionnels pour répondre aux défis méthodologiques et théoriques de la recherche. La nature de ces modifications comporte toutefois une dimension politique. Pour Traverso:

Les années 1980 ont été le vecteur de ce basculement. Dans le monde occidental, la révolution conservatrice de Reagan et Thatcher a frayé le chemin. En France, la mutation s'est faite à l'ombre du mitterrandisme qui, après avoir suscité de grands espoirs, a accouché d'une décennie marquée par le conformisme politique et la découverte des vertus du capitalisme. En Italie, la fin des années de plomb et la défaite des grèves ouvrières chez FIAT, à l'automne 1980, ont créé les conditions pour une restauration sociale et politique qui fut le berceau du berlusconisme, tandis qu'en

Espagne l'échec du putsch de Tejero achevait une transition tumultueuse vers la démocratie en balayant, avec le franquisme, l'espérance socialiste de ceux qui l'avaient combattu (Traverso 2011 : 7).

Il est inutile de revoir en détail ici l'ensemble des manifestations de ce mouvement vers la droite du spectre politique à l'échelle globale. Nous pouvons nous contenter de l'esquisse théorique de cette transformation telle que conçue par l'historien italien :

Aux deux pôles temporels de ce *Sattelzeit*<sup>6</sup> [...], on trouve l'utopie et la mémoire, la projection dans l'avenir et le regard tourné vers le passé; d'une part, un « horizon d'attente » vers lequel s'orientaient tant les pensées que les agissements; de l'autre, une posture résignée et sceptique découlant du « champ d'expérience » du siècle passé (Traverso 2011 : 7).

La disqualification des utopies, le mouvement de libéralisation des partis socialistes et socio-démocrates, et le rejet du langage analytique associé aux théories anticapitalistes sont au cœur de ce grand basculement intellectuel. Mais cette transition ne se fait pas toujours sans heurt : en témoigne la persistance, en Espagne, des approches historiques qualifiant la dictature franquiste de fasciste. Les intellectuels qui défendent ces approches sont-ils réfractaires à un changement inévitable assimilable à la dépolitisation de leur champ d'étude? Nous ne le croyons pas. Notre argument dans le cadre de ce mémoire se résume comme suit : le champ de l'histoire comparée des fascismes s'est organisé autour d'une conception restreinte du phénomène qui exclut l'État franquiste des régimes fascistes; cette exclusion du franquisme est approuvée par la quasi-totalité du champ dans le monde anglo-saxon, mais rencontre une résistance significative en Espagne même; cette résistance s'explique par le fait que la conceptualisation du franquisme et du fascisme relève en partie d'un choix politique. Cette dimension politique pourrait se résumer ainsi : les chercheurs qui envisagent le

---

<sup>6</sup> La notion de *Sattelzeit* est un emprunt de Traverso à Reinhart Koselleck : « Reinhart Koselleck a qualifié de *Sattelzeit* (une formule que l'on pourrait traduire par "époque-charnière" ou "ère de transition") la période qui va de la crise de l'Ancien Régime à la restauration (Traverso 2011 : 6). »

processus de démocratisation comme un fait accompli tendent à refuser le qualificatif de fasciste au régime franquiste; ils le réservent au mouvement *Falange Española y de las Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista* (FE-JONS) et aux idéologues qui l'ont inspiré. Ils abordent le fascisme espagnol d'abord comme un problème d'histoire des idées (Payne 1961; Ellwood 1987; Saz 2004b). Au contraire, ceux qui attribuent à l'ordre constitutionnel espagnol un déficit démocratique tendent à considérer le franquisme comme une variante du fascisme européen (Fontana *et al.* 2000; Casanova *et al.* 2004; Molinero & Ysàs 2003; Rodrigo 2009).

Notre réflexion se divise en trois chapitres. Nous explorons le développement de l'histoire comparée des fascismes dans le chapitre 1. Nous présentons deux courants au sein du paradigme antifasciste, soient les analyses marxistes et celles adoptant la théorie de la modernisation comme référent. Il est ensuite question des raisons permettant d'expliquer l'effritement de l'unité antifasciste. Nous situons l'émergence d'un nouveau paradigme sur les ruines de l'antifascisme d'après-Guerre. Ce courant aujourd'hui dominant trouve son expression la plus accomplie dans le « nouveau consensus » identifié par Roger Griffin (Griffin *et al.* 1998). Nous mettons en lumière les fondements ontologiques, méthodologiques et théoriques de ce courant. Nous les confrontons aux travaux d'historiens critiques face à ce courant, comme Enzo Traverso et Robert O. Paxton (Traverso 2011 : 91-125; Paxton 1998 et 2004). Sur le plan ontologique, nous questionnons la pertinence d'étudier le fascisme d'abord comme un phénomène culturel relevant de l'histoire des idées. Du point de vue méthodologique, nous critiquons la capacité de l'approche compréhensive d'isoler les causes du phénomène. Puis au niveau théorique, nous remettons en question l'attribution des qualificatifs révolutionnaire, anticapitaliste et moderne, au fascisme. Nous soutenons que ces qualificatifs, empruntés au langage des fascistes, sont mieux compris à travers un contextualisation au sein des discours et des actions de partis fascistes.

Le chapitre 2 aborde l'historiographie de l'Espagne franquiste. Nous y traitons des conséquences pour le traitement du franquisme des préceptes théoriques du courant culturaliste<sup>7</sup> en étude comparée des fascismes. Le chapitre commence par un survol de l'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la consolidation de la monarchie constitutionnelle. Puis, à travers une discussion des travaux du sociologue Juan Linz (1970, 2006), nous présentons un des fondements théoriques des conceptions culturalistes de l'Espagne franquiste : la distinction entre régimes autoritaires et régimes totalitaires. Vient ensuite une section dédiée à l'œuvre de l'hispaniste américain Stanley Payne (1961, 1980, 1987, 1995). Nous y discutons d'une conséquence de la définition ontologique du fascisme comme phénomène idéologique : la hiérarchisation des idées, des mouvements et des régimes sur l'échelle de l'authenticité fasciste. La section suivante traite du débat sur la nature du franquisme survenu dans les publications scientifiques pendant la transition démocratique. Nous y montrons les limites du cadre théorique hérité de Linz et Payne, notamment avec les notions de modernité, d'idéologie et de pluralisme limité. Nous présentons finalement les grands courants de l'historiographie contemporanéiste espagnole, notamment à travers les travaux d'Ismael Saz Campos et le concept de fascisation (2004b : 79-90). À travers ce survol de l'historiographie du franquisme, nous situons l'influence du courant culturaliste sur les débats académiques espagnols. Celle-ci est immense, malgré la résistance des historiens espagnols à abandonner le concept de fascisme comme catégorie d'analyse du régime franquiste.

Nous tentons d'expliquer dans le chapitre 3 le désaccord dans l'historiographie espagnole quant à la catégorisation du franquisme comme une forme de fascisme. Nous nous penchons sur le contexte des controverses mémorielles autour de thèses

---

<sup>7</sup> Par l'expression « historiens culturalistes », nous référons au courant ayant défini le fascisme comme un phénomène culturel relevant de l'histoire des idées. Ce courant naît avec les travaux de George Mosse (1964) et se poursuit notamment dans ceux de Stanley Payne (1980 et 1995) et Roger Griffin (*et al.* 1998).

révisionnistes espagnoles dans une perspective comparée. Nous discutons d'abord deux distinctions épistémologiques implicites au cœur des perspectives révisionnistes et culturalistes : celle entre la vocation scientifique et la vocation politique; et celle entre la mémoire et l'histoire. À partir d'une conception nuancée et dialectique de ces distinctions, nous explorons trois aspects des controverses mémorielles espagnoles en les comparant à des cas semblables en Italie, en France et en Allemagne : le moment où ces polémiques sont survenues; le profil des révisionnistes qui en sont à l'origine; et les stratégies argumentatives que ceux-ci utilisent. L'argument consiste à mettre en lumière l'articulation des aspects ontologiques, méthodologiques, et théoriques du courant culturaliste avec le contexte politique espagnol. Nous soutenons que les thèses culturalistes sont compatibles avec le récit d'autocompréhension du régime franquiste, dont le révisionnisme de Pío Moa, César Vidal et Federico Jiménez Losantos est l'expression contemporaine (Moa 2003a et 2004; Vidal & Jiménez 2010 et 2012). C'est en raison de leur utilité pour l'élaboration de thèses apologétiques que les préceptes culturalistes apparaissent inacceptables à une part considérable des historiens espagnols.

Une remarque s'impose avant de nous lancer dans notre réflexion. Une part considérable de la littérature citée n'est disponible qu'en langues castillane et catalane. Les traductions de ces textes sont de l'auteur, à moins que la référence soit en français ou en anglais. Certaines citations en anglais sont aussi traduites en français afin d'optimiser la fluidité du texte. Dans tous les cas, la mention *traduction libre* en note de bas de page indique les traductions effectuées par l'auteur.

## CHAPITRE I

### LE FASCISME: UNE IDÉOLOGIE MODERNE ET RÉVOLUTIONNAIRE?

En 1998, l'historien Roger Griffin décrivait un virage prenant forme depuis les années soixante dans les études du fascisme duquel aurait émergé un « consensus minimal » sur la nature et les causes du phénomène (Griffin *et al.* 1998). Après plusieurs décennies durant lesquelles le champ d'étude du fascisme a été divisé à la suite de l'abandon par les libéraux du paradigme antifasciste, cette convergence est significative (Traverso 2007: 324-326). Une quinzaine d'années plus tard, le « consensus minimal » proposé par Griffin est encore central dans les études du fascisme (Passmore 2002; Forlin 2013), bien que certains auteurs manifestent des réserves importantes à son égard (Paxton 1998 et 2004; Traverso 2007, et 2011: 91-125).

L'objectif de ce chapitre est de présenter la transition historiographique qui culmina avec la thèse de Griffin. Nous nous interrogeons notamment sur les enjeux théoriques et méthodologiques qui sous-tendent l'émergence du courant culturaliste des études du fascisme. Quelles conséquences entraînent ces choix parmi les diverses théories et méthodes que comportent les sciences sociales? Quelles sont les alternatives à ces choix théoriques et méthodologiques? Dans le chapitre 2, nous nous penchons sur les conséquences de ces révisions historiographiques pour l'analyse du régime de Francisco Franco en Espagne. Le chapitre 3 est dédié aux enjeux mémoriels qui ont rendu la réception de ce paradigme conflictuelle en Espagne. Nous y abordons la problématique mémorielle espagnole à partir d'une approche comparative soulignant les spécificités des contextes nationaux distincts. Les deux premiers chapitres abordent une série d'enjeux ontologiques, méthodologiques et théoriques, alors que le

chapitre 3 est l'occasion d'une réflexion sur les enjeux épistémologiques et politiques qu'implique l'objet à l'étude.

Dans *L'histoire comme champ de bataille*, Enzo Traverso soutient que

les années comprises entre la fin de la guerre du Vietnam (1975) et le 11 septembre 2001 dessinent un basculement, une transition au bout de laquelle le paysage intellectuel et politique a connu une modification radicale, notre vocabulaire s'est modifié et les anciens repères ont été remplacés (Traverso 2011: 6).

Cette transition s'est faite sous le signe d'une révolution conservatrice qui a eu des répercussions à travers l'Occident et même au-delà (Traverso 2011: 7-8). Traverso analyse les contributions à l'étude du fascisme de George Mosse, Zeev Sternhell et Emilio Gentile dans le cadre de cette « ère de transition »<sup>1</sup>. Si ces historiens ne sont pas les idéologues de ce tournant conservateur, certaines catégories et certains contenus conceptuels, notamment le fascisme envisagé comme idéologie révolutionnaire, qu'ils ont participé à définir et à légitimer, lui ont servi de socle intellectuel. Nous soutenons ici que le « nouveau consensus » dans les études du fascisme participe aussi de ce basculement.

Dans ce chapitre, nous exposons d'abord brièvement les développements de la théorisation du fascisme au sein du paradigme antifasciste. Nous présentons ensuite la rupture de cette matrice au cours des années 1960 et l'ascension des interprétations provenant de la discipline historique qui posèrent les jalons du courant actuellement dominant. Nous présentons ensuite l'éventail des principales idées du consensus : de la distinction entre régimes autoritaires et totalitaires de Juan J. Linz (2006) à

---

<sup>1</sup> Traverso emprunte le concept de *Sattelzeit* ou ère de transition à Reinhart Koselleck, qui qualifiait ainsi « la période qui va de la crise de l'Ancien Régime à la Restauration » (Traverso 2011: 6).

l'idéologie révolutionnaire de « renaissance nationale » présentée par Griffin (*et al.* 1998: 14). La troisième section interroge la capacité de certaines contributions de la sociologie historique contemporaine à nuancer les thèses des historiens culturalistes en évaluant l'historicité de leurs catégories conceptuelles. (Goldstone 2001; Mann 2004). Malgré les apports importants de Michael Mann qui éclairent des aspects fondamentaux du phénomène fasciste, l'intégration des principaux éléments de la définition du fascisme du courant culturaliste de Roger Griffin, Stanley Payne et George Mosse donne à sa thèse des limites similaires à celles qu'on trouve chez ces auteurs (Griffin *et al.* 1998; Payne 1980, 1995; Mosse 1999). Nous proposons finalement une esquisse d'une historicisation et d'une contextualisation des principaux éléments que les auteurs du « nouveau consensus » incluent dans leur définition du fascisme. Certains critiques de l'historiographie libérale et conservatrice nous sont d'une aide considérable dans cette entreprise (Paxton 1995, 1998, 2004; Traverso 2011: 91-125).

Notre argument se résume ainsi : envisager le fascisme comme un mouvement ou une idéologie révolutionnaire a quelque chose de trompeur, puisque cela implique de s'appuyer sur une lecture trop littérale de l'autoreprésentation fasciste qui se présente en opposition au capitalisme. S'il y a un intérêt certain à effectuer une analyse du discours fasciste dans ses propres termes, on ne peut s'en tenir à cela pour identifier et reconstruire les intentions des militants fascistes. Afin de passer de la compréhension à l'explication, les déclarations d'intention des acteurs doivent être contrôlées par un examen critique à la lumière de leurs actions. Nous proposons des solutions à ces problèmes théoriques s'inscrivant selon deux axes : d'abord, nous proposons une conception plus stricte du capitalisme, axée sur la contrainte du marché, dans les termes de la théorie des relations sociales de propriété<sup>2</sup>, qui permet d'évaluer rigoureusement les prétentions anticapitalistes des fascistes tant dans leur

---

<sup>2</sup> Sur la théorie des relations sociales de propriétés, voir Rioux & Dufour 2008.

discours qu'à la lumière de leurs actions; deuxièmement, nous plaidons pour l'abandon du concept de modernité, amalgame de phénomènes qui nous apparaissent contingents, afin d'analyser la signification historique du fascisme à travers ceux-ci pris séparément. Le concept de modernité appartient à une théorie de l'histoire marquée par la téléologie de la rationalisation, et il n'est pas clair que nous puissions l'en rescaper. L'opérationnalité et l'heuristique de cette notion n'a pas été démontrée dans l'étude du fascisme; il semble mieux indiqué de la remplacer.

### 1.1 Le paradigme antifasciste dans l'historiographie du fascisme

L'analyse du fascisme a d'abord été politique plutôt qu'historique (Forlin 2013: 31-56). À l'époque de la « Guerre civile européenne », la dialectique de l'autodéfinition et de la théorisation par les opposants du fascisme ne laissait aucune place aux perspectives plus distancées. À l'aube de la catastrophe que fut la Seconde Guerre mondiale, les intellectuels ont été appelés à choisir leur camp. Puis, les années d'après-guerre ont donné lieu à plusieurs travaux en sciences sociales traitant du fascisme. De façon générale, ces travaux s'inscrivent dans la même logique de combat que les analyses antifascistes de l'époque allant de 1933 à 1945. À partir des années 1960, l'historisation du fascisme a coïncidé avec la rupture progressive de l'unité antifasciste et avec la contestation croissante du paradigme qui l'accompagnait. C'est de ce rejet du cadre d'analyse antifasciste qu'a pris forme, non sans difficulté, ce qui est aujourd'hui le paradigme dominant de l'historiographie du fascisme (Kallis 2003: 3).

François Furet a soutenu que l'antifascisme n'était qu'une « ruse par laquelle le totalitarisme communiste aurait étendu son influence en revêtant les habits du défenseur de la démocratie » (Traverso 2007: 319; Furet 1995). Il y a lieu de douter

de cette affirmation, puisque, comme l'affirme Traverso, « loin d'en constituer un sous-produit, l'antifascisme des intellectuels précède l'adoption d'une politique de front populaire par les Partis communistes » (Traverso 2007: 315). Les communistes ont bien sûr joué un rôle important au sein de l'antifascisme, et celui-ci a été central à l'idéologie de légitimation du communisme soviétique. La lutte au fascisme a toutefois été commune à plusieurs traditions de pensée dès les années 1930.

L'analyse du fascisme apparaît dès l'origine du phénomène en tant qu'arme de lutte contre celui-ci. Dès les années 1920, les opposants italiens à Mussolini tentent d'expliquer la montée du fascisme à partir de points de vue marxistes, libéraux, républicains et catholiques (Kallis 2003: 3-5; Traverso 2007: 313-315; de Felice 2000). À partir de 1933, l'unité antifasciste se forme petit à petit alors que « l'avènement du national-socialisme en Allemagne donne au fascisme une dimension européenne » (Traverso 2007: 311).

L'antifascisme européen « trouve son apogée pendant la guerre civile espagnole, où la défense de la république s'identifie à celle de la culture européenne » et constitue ensuite le socle commun des diverses forces de la résistance pendant l'occupation (Traverso 2007: 306). Mais la défaite de l'Axe n'entraîne pas l'abandon de la clé de lecture historique antifasciste. L'ordre européen d'après-guerre « was predicated on the paramount moral need to castigate and eradicate fascism » (Kallis 2003: 6). Cet impératif a pris des teintes différentes en fonction des contextes nationaux<sup>3</sup> : Le mythe italien de la *Resistenza* de 1943-45, la conception de René Rémond d'une France immunisée contre le fascisme et l'interprétation du *Sonderweg* allemand comme rupture nazie d'une tradition occidentale Bismarckienne et Wilhelmiennne étrangère au Reich hitlérien s'inscrivent tous dans cette tradition antifasciste (Kallis

---

<sup>3</sup> Selon Habermas, « À cette époque, toutes les légitimations contraires à l'esprit universalistes des Lumières politiques ont été discréditées (Habermas 2000 : 23). »

2003: 6-7; Traverso 2011: 124-125, 132-133; Aron 1966; Rémond 1982; Angenot 2011).

L'antifascisme d'après-guerre se caractérise par deux dimensions difficiles à distinguer. D'un côté, il comporte une dimension éthique axée sur le rejet d'un projet politique responsable de crimes jusque-là impensables sur le vieux continent. Cette condamnation éthique au nom de l'héritage des Lumières donne un fondement émancipateur à l'historiographie de la période (Traverso 2007: 315). D'un autre côté, les perspectives conservatrices et nationalistes qui tentent de soustraire l'histoire nationale et celle de leur tendance politique à la critique du fascisme constituent un obstacle majeur à l'historisation de la période. Ce « refoulement mémoriel » (Forlin 2013: 57-88; Aguilar 2002), bien qu'évitant que la chasse aux collaborateurs ne devienne une vendetta historiographique, légitime des conceptions qui ont eu leur part de responsabilité quant à l'éclatement d'une guerre civile à l'échelle continentale.

Parmi les diverses contributions dans la tradition antifasciste, au moins deux courants ont fait école. D'un côté, les interprétations marxistes, orthodoxes ou non, ont marqué durablement l'étude du fascisme (Beetham 1983; Kallis 2003: 18-19). Quant aux interprétations libérales, elles se sont situées jusqu'aux années 1960 par rapport à la théorie de la modernisation (Lipset 1960; Parsons 1964; Moore 1966; voir Kallis 2003: 10)<sup>4</sup>.

Les marxistes n'ont pas unanimement tiré l'alarme à l'arrivée de Mussolini au pouvoir. L'optimisme de ceux qui n'y voyaient qu'une « short-term experiment of the elites doomed to collapse through its failure to deliver tangible benefits for its

---

<sup>4</sup> Certains chercheurs, comme Seymour Martin Lipset et Talcott Parsons, ont inscrit leurs analyses au sein de la théorie de la modernisation, alors que Barrington Moore Jr. a adopté une position plus critique à l'égard de celle-ci, tout en en faisant son principal référent théorique (Preston 2012: 100-110).

sponsors » (Kallis 2003: 4) a quelque chose de surréaliste vu d'aujourd'hui<sup>5</sup>. La théorie téléologique de l'histoire en termes de stades de développement rendait pourtant tout à fait normal pour ceux qui y adhéraient de voir l'arrivée de cette forme autoritaire du capitalisme en tant qu'annonce de l'avènement prochain du socialisme. Après l'impérialisme comme « stade suprême du capitalisme » (Lénine 1979), le fascisme était la nouvelle stratégie du capitalisme et de son plan « to destroy the working class's organisation and fighting power » (Kallis 2003: 4). Gramsci considère le fascisme comme « the attempt to resolve the problems of production and exchange with machine guns and pistol-shots »<sup>6</sup>. Cette tentative de retarder la chute du capitalisme en s'attaquant à son fossoyeur ne pouvait triompher à long terme face à l'inéluctabilité du socialisme comme résultat des contradictions internes de la relation capital-travail.

C'est l'arrivée au pouvoir du parti national-socialiste en Allemagne qui place les marxistes devant la nécessité d'une approche théorique et stratégique spécifique à la lutte contre le fascisme. Dès la fin de l'année 1933, le Comintern prend position et définit le fascisme comme la « open, terrorist dictatorship of the most reactionary, most chauvinist and most imperialist elements of finance capital » (Comintern 1998: 59). Les analyses marxistes se sont raffinées au fil des années, mais elles ont toujours associé le fascisme à la dimension financière du capitalisme. Roger Griffin considère avec raison que « The hallmark of all marxist approaches is the axiomatic assumption that fascism is primarily to be understood in relation to the crisis of the capitalist state » (Griffin 1998: 4). Si certains comme Thalheimer et Trotski ont préféré utiliser les préceptes théoriques de Marx par rapport au Bonapartisme (Kallis 2003: 4; Marx

---

<sup>5</sup> Une résolution de l'Internationale Communiste de juin 1923 diagnostiquait par exemple « l'échec idéologique du fascisme ». Celui-ci « se manifeste par la contradiction entre le programme fasciste et la façon dont il est appliqué. Il est possible que la force armée et organisée, ainsi que la terreur dénuée de scrupules, empêchent encore pour quelques temps l'apparition des conflits, et dissimulent l'échec idéologique. Mais à la fin, les oppositions se manifesteront, même au sein des forces armées, et feront voler le fascisme en éclats. » Cité dans de Felice 2000: 90.

<sup>6</sup> Gramsci cité dans Griffin *et al.* 1998: 3.

1963), tous les marxistes ont ancré leur conception du fascisme dans une analyse des relations de classes au sein du capitalisme de l'entre-deux-guerres<sup>7</sup>.

Durant la Seconde Guerre mondiale et dans les années subséquentes, plusieurs explications du fascisme ont été proposées au sein du courant libéral de la théorie de la modernisation. Des chercheurs ont expliqué le fascisme par l'anomie (Parsons 1964), par un « extrémisme du centre » (Lipset 1960) ou par une modernisation alternative basée sur la résistance aux transformations des structures sociales (Moore 1966). Le défi que rencontraient ces chercheurs consistait à articuler une conception de la modernisation culminant normalement avec l'adoption d'une démocratie libérale dans le cadre d'une économie capitaliste avec des exemples historiques divergeant du modèle théorique<sup>8</sup>. Pour certains, il s'agit d'un phénomène de résistance à la modernisation (Moore 1966), alors que d'autres voient le fascisme comme un effet secondaire de celle-ci (Parsons 1964).

En plus du rejet normatif du projet politique à l'étude, les théories marxistes et de la modernisation partagent la conviction que le fascisme doit être envisagé dans un cadre explicatif plutôt que compréhensif. Pour les deux courants, il est vain de tenter de faire sens des idées véhiculées par les fascistes en les envisageant comme une idéologie cohérente. À partir des années soixante, plusieurs études du fascisme rompent avec la tradition antifasciste (Payne 1961; Weber 1964; Nolte 1966; Mosse 1964; Mosse & Laqueur 1966). Les auteurs de ces travaux se réclament d'une neutralité axiologique au nom de laquelle la condamnation du phénomène étudié fait place à une posture compréhensive. Plutôt que d'expliquer le fascisme par des causes exogènes comme le capitalisme et les relations de classes, ils proposent de comprendre les idées des fascistes et l'attrait qu'elles avaient chez une part de la

<sup>7</sup> Sur la conception du fascisme de Thalheimer, voir Kitchen 1973.

<sup>8</sup> Le modèle théorique du développement dans le cadre de la théorie de la modernisation trouve son expression la plus accomplie chez Walt W. Rostow (1971).

population (Mosse 1964; Payne 1961). Ils soulignent le biais imposé par la normativité antifasciste qui consiste, à leur sens, à évacuer les idées fascistes de l'étude du phénomène (Mosse 1964; De Felice & Ledeen 1976).

L'unité antifasciste a survécu à la fin de la guerre en grande partie parce qu'à la dimension éthique de rejet de ce qui pouvait être associé aux horreurs d'hier, s'est ajouté le « refoulement mémoriel » de ceux qui voyaient quelque chose à préserver dans l'ordre libéral qui avait vu émerger le fascisme. Cette unité ne pouvait perdurer bien longtemps, puisque l'antifascisme était « un espace public dans lequel se croisent des options inévitablement destinées à entrer en conflit une fois cette menace dissipée » (Traverso 2007: 317). La menace fasciste ayant disparu, les intellectuels à l'ouest se sont concentrés sur le danger immédiat que constituait l'ancien partenaire soviétique devenu ennemi dans le cadre de la Guerre Froide. Certains ont investi les théories du totalitarisme afin de condamner sur un pied d'égalité communisme et fascisme (Friedrich & Brzezinski 1965; Arendt 1973)<sup>9</sup>. Ceux qui ont continué à utiliser la notion de fascisme ont contesté plusieurs des fondements du cadre antifasciste, s'attardant à comprendre les motivations et les idées des fascistes et contestant les thèses ancrées dans l'analyse des classes sociales (Weber 1964; Nolte 1966; Mosse & Laqueur 1966).

La rupture de l'unité antifasciste a laissé le champ d'étude du fascisme morcelé. Aucun paradigme dominant ne s'est imposé avant les années quatre-vingt-dix. L'éclatement du champ a permis à de nombreux chercheurs d'explorer des avenues autrefois peu pratiquées. Un nombre croissant de travaux comparatifs et de monographies basées sur un seul pays a adopté les préceptes du paradigme aujourd'hui dominant (Payne 1961, 1980, 1995; Mosse 1964, 1999; Sternhell 1983, 1997, 2006; Griffin 1993, 1995; Eatwell 1996). Une distinction faite par Juan J. Linz

---

<sup>9</sup> Sur la notion de totalitarisme, voir Traverso 2001; Losurdo 2004.

entre régimes totalitaires et autoritaires a servi de socle commun à l'émergence d'un nouveau courant (Linz 2006). Les chercheurs qui ont utilisé ses contributions ont minimisé l'importance du fait que les travaux de Linz sur les régimes autoritaires participaient d'abord du « refoulement mémoriel » de la période d'après-guerre et de la légitimation de la dictature (Navarro 2009)<sup>10</sup>. Nous tenterons de mettre en évidence les fondements du nouveau consensus tout en soulignant la dette de ce courant envers Linz. Nous reviendrons sur les implications de son inscription dans un « refoulement mémoriel » propre à l'Espagne franquiste dans le chapitre 2.

## 1.2 Vers un « nouveau consensus » sur la nature du fascisme

Après quelques contributions importantes dans les années soixante (Weber 1964; Nolte 1966; Mosse & Laqueur 1966), les théories du fascisme stagnent au tournant des années soixante-dix et quatre-vingt. La multiplication des études monographiques traitant d'aspects spécifiques d'une variante nationale tend à mettre en lumière les différences entre les divers mouvements et régimes et « semble mettre en doute l'utilité de la comparaison et de la synthèse » (Kallis 2003: 12). Malgré la publication de quelques travaux adoptant le concept de fascisme (Laqueur 1976; Sternhell 1983), c'est dans ce contexte de scepticisme envers la notion de fascisme que Tim Mason rappelle ses collègues à l'ordre en 1991. Malgré ce que pouvaient en penser ceux qui comme Allardyce doutaient de l'heuristique du concept (Allardyce 1979), Mason déplorait « la perte de la dimension comparative de l'étude du nazisme ». Il affirmait alors avec raison que « si nous pouvons nous passer d'une bonne part du contenu original du concept de fascisme, nous ne pouvons nous passer de la comparaison » (Mason 1991: 96)<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Pour une opinion divergente sur la place de Linz dans l'histoire intellectuelle, voir Miley 2011; Hermet 2006.

<sup>11</sup> Traduction libre. Sur l'éclipse du concept de fascisme voir Kallis 2003: 12-15; Griffin *et al.* 1998 :

Pour Roger Griffin, c'est l'absence d'un accord entre les chercheurs quant à la nature du fascisme qui a eu pour résultat

that in Italy and Germany the bulk of historians remained highly suspicious of the value of the whole concept of generic fascism in researching the history of Fascism and Nazism, which were accordingly treated as products of the unique histories of each country (Griffin *et al.* 1998: 12).

Il ne semblait pas acceptable aux historiens de ces pays de considérer leur passé national dictatorial « *both as unique and simultaneously as manifestations of a generic force with supra-national dynamics* » (Griffin *et al.* 1998: 13)<sup>12</sup>. Les travaux de Griffin et de plusieurs chercheurs sont venus s'ajouter à ceux de Mosse, Payne et Sternhell. En moins d'une décennie, ils ont renversé la tendance au particularisme et ont introduit un contenu relativement homogène à la notion comparative de fascisme. Nous explorerons maintenant les grandes lignes de ce contenu théorique.

En 1998, Roger Griffin publie une collection de textes à travers lesquels il présente l'évolution historiographique du fascisme (Griffin *et al.* 1998). Celle-ci culmine selon lui vers un accord précaire quant à la nature du phénomène hors du paradigme antifasciste. Contrairement aux thèses marxistes, les auteurs que Griffin présente comme les tenants d'un « nouveau consensus » attribuent un rôle marginal au capitalisme et aux relations de classes dans leurs modèles théoriques. Les premières thèses de ce courant apparaissent dans les années 1960 avec les travaux de George Mosse (Mosse 1964; Mosse & Laqueur 1966). Ceux-ci sont ensuite rejoints par les publications de Stanley Payne (Payne 1967, 1980, 1995), puis de Zeev Sternhell

---

13; sur le déclin des travaux sur le fascisme en Allemagne, voir Traverso 2005: 94-100.

<sup>12</sup> En italiques dans l'original.

(Sternhell 1983, 1997; Sternhell & Sznajder 1989). Bien que l'accord soit fragile, Griffin affirme que:

*we seem to converge on the following axiomatic assumptions: fascism is a genus of modern, revolutionary, 'mass' politics which, while extremely heterogeneous in its social support and in the specific ideology promoted by its many permutations, draws its internal cohesion and driving force from a core myth that a period of perceived national decline and decadence is giving way to one of rebirth and renewal in a post-liberal new order (Griffin et al. 1998: 14).*<sup>13</sup>

Dans la même veine, Stanley Payne théorise le fascisme comme:

a form of revolutionary ultra-nationalism for national rebirth that is based on a primarily vitalist philosophy, is structured on extreme elitism, mass mobilization, and the *Führerprinzip*, positively values violence as end as well as means and tends to normalize war and/or the military virtues (Payne 1995: 14)<sup>14</sup>.

Le courant culturaliste s'appuie sur une prémisse empruntée aux travaux de Juan J. Linz (Linz 1970, 2006). Pour ce dernier, il y a une démarcation claire entre les régimes totalitaires et les régimes autoritaires. Les fascismes seraient une sous-catégorie des premiers. Les seconds participeraient quant à eux d'un phénomène distinct. Ils pourraient être plus propices à une transition démocratique que les fascismes et les autres régimes totalitaires.

---

<sup>13</sup> En italiques dans l'original.

<sup>14</sup> En italiques dans l'original.

### 1.2.1 Régimes autoritaires et totalitaires

Le concept de régime autoritaire a été développé par Linz en vue de théoriser la dictature de Franco dès les années 1960 (Linz 1970; Hermet 2006; Navarro 2009; Miley 2011). À partir de ce concept, il s'est penché sur la question du totalitarisme afin de distinguer l'Espagne franquiste des régimes totalitaires. Quatre caractéristiques définissent les régimes autoritaires selon lui. Ce sont :

Des systèmes politiques au pluralisme limité, politiquement non responsables, sans idéologie élaborée et directrice mais pourvus de mentalités spécifiques, sans mobilisation politique extensive ou intensive – excepté à certaines étapes de leur développement – et dans lesquels un *leader* ou, occasionnellement, un petit groupe exerce le pouvoir à l'intérieur de limites formellement mal définies mais, en fait, plutôt prévisibles (Linz 2006: 157).

Au contraire,

Dans une société totalitaire, l'engagement dans l'idéologie de « la politique prend les commandes », dans le contrôle et, de préférence, le guidage de la société par un groupe dévoué aux intérêts collectifs et à une vision utopique (Linz 2006: 64).

Au nom de cette vision utopique et de cette dévotion à ce qui est conçu comme l'intérêt collectif, toute idéologie autre que celle du régime est réprimée. Les régimes autoritaires se basent sur des mentalités plus ou moins définies qui constituent le plus petit dénominateur commun aux différentes forces politiques sur lesquelles ils s'appuient<sup>15</sup>. La coexistence de ces différentes forces politiques et le caractère réduit des valeurs partagées par celles-ci fournit la base de ce que Linz appelle le pluralisme

---

<sup>15</sup> « Les mentalités sont des manières de penser et de sentir, plus émotionnelles que rationnelles, qui déterminent des façons non codifiées de réagir aux situations qui se présentent » (Linz 2006 : 161). Sur la distinction entre mentalité et idéologie, voir Linz 2006: 161-165.

limité. Dans ce contexte, des organisations autonomes par rapport au régime peuvent être tolérées et même acceptées dans la mesure où elles partagent les valeurs défendues par celui-ci ou du moins n'entrent pas en contradiction avec ces mentalités. Une telle autonomie organisationnelle, dont l'Église catholique serait la manifestation la plus notable en Espagne franquiste, serait inconcevable dans un régime totalitaire (Linz 2006: 170).

À défaut d'une plus grande cohérence idéologique, les régimes autoritaires ont une faible capacité de mobilisation. Ils cherchent davantage à démobiliser leurs adversaires et à réduire l'opposition à l'apathie qu'à mobiliser les masses en appui à leur projet de société (Linz 2006: 165-167). La mobilisation massive en vue d'une légitimation active est une composante nécessaire des régimes totalitaires tels que conçus par Juan Linz. Au contraire, la légitimation des régimes autoritaires serait passive : elle se baserait sur l'absence de contestation massive.

Pour la nouvelle historiographie du fascisme, cette distinction entre régimes autoritaires et totalitaires héritée de l'analyse de Linz est fondamentale. Le fascisme est alors envisagé en lien avec la mobilisation qu'il requiert, comme une idéologie révolutionnaire. Il est totalitaire parce que l'utopie qu'il poursuit sans compromis le pousse à une conception « idéocratique » du politique. Il importe maintenant de voir les implications de l'adoption de ces conceptions quant à l'approche du fascisme à travers l'histoire des idées. Ces conceptions ontologiques du fascisme forment le socle sur lequel s'érige un contenu théorique dans lequel les notions de révolution et d'anticapitalisme jouent un rôle central.

### 1.2.2 L'étude du fascisme comme histoire des idées

Pour les historiens culturalistes, le fascisme doit être envisagé comme une idéologie, prenant des formes distinctes en fonction des contextes nationaux, mais relevant d'une même matrice et disposant d'une cohérence interne. Dans les années d'après-guerre

the unprecedented scale of calculated destruction and inhumanity associated with the Third Reich probably created a psychological block even to recognizing the possibility that anything as positive as utopian idealism or as rational as an ideology could lie behind them » (Griffin *et al.* 1998: 5).

Faire l'histoire exige un effort de compréhension. Les tenants de la nouvelle histoire comparée des fascismes ont entrepris de comprendre les fascistes en identifiant les grands principes à la base de leur projet politique. Il s'agit de retracer la généalogie des idées fascistes et de distinguer les apports du fascisme dans les régimes italien et allemand des compromis obtenus par leurs alliés conservateurs. Dans le même ordre d'idée, ces auteurs appellent à une étude plus poussée des mouvements, véritables incarnations de l'authentique fascisme et dont les variantes plus nombreuses facilitent la comparaison, au détriment des régimes dont les compromis trahissent dans une certaine mesure l'esprit originel du projet.

Les auteurs du consensus hiérarchisent les manifestations du fascisme en fonction de leur proximité à l'idéal-type qu'ils proposent : le vrai fascisme réside dans les idées, il se matérialise dans des mouvements doctrinaires, mais en lutte pour le pouvoir et par conséquent moins pur que le fascisme textuel; le fascisme-régime, de son côté, constituerait la forme la plus compromise et donc la plus étrangère à l'idéologie.

Finalement, étudier l'histoire du fascisme revient à étudier la manifestation de son objet d'étude, plutôt que l'objet lui-même.

L'interprétation la plus purement textuelle de l'histoire du fascisme est celle de Sternhell (Traverso 2011: 17; voir aussi 106-112 et Traverso 2013). Dans ses travaux, l'étude des régimes est entièrement abandonnée au profit d'une généalogie qui lie les anti-Lumière des XVIIIe et XIXe siècles à la droite révolutionnaire du tournant du XXe siècle pour finalement devenir le fascisme-mouvement consolidé par Mussolini (Sternhell 1983, 1997, 2006; Sternhell & Sznajder 1989). Griffin, Eatwell, Payne et Mosse accordent une certaine importance aux dimensions matérielles de l'histoire du fascisme, mais ils mettent tout de même l'accent sur les idées fascistes.

### 1.2.3 Le fascisme comme idéologie révolutionnaire

L'élément principal qu'une étude du fascisme en tant qu'idéologie dans le cadre d'une approche compréhensive permet de dégager réside dans la différenciation entre le conservatisme ou l'autoritarisme et le fascisme. Cette distinction se justifie par le caractère révolutionnaire et la mobilisation de masse caractéristique du fascisme. Pour Juan Linz, ce ne sont pas seulement les moyens employés par le fascisme qui se distinguent de ceux des conservateurs. La finalité même du fascisme sous la forme d'une « national social integration through a single party » (Linz cité dans Griffin 1998: 8) s'éloigne aussi de la volonté de subordination des classes laborieuses aux élites typique du conservatisme. Linz va jusqu'à inclure dans les « core components » du fascisme un « anti-capitalisme partiel » (Griffin *et al.* 1998: 8).

Zeev Sternhell considère lui aussi que le fascisme est révolutionnaire, puisqu'il utilise la mobilisation de masse comme moyen pour rompre avec l'ordre existant. Ce moyen

est utilisé en vue d'une finalité en rupture avec l'internationalisme marxiste. Le fascisme prétend mobiliser les masses en vue d'une révolution qui aurait pour objet la renaissance nationale et qui permettrait de sortir la nation de son état de décadence. Cette fusion d'éléments de la gauche ouvrière et du nationalisme de droite trouverait sa plus ancienne manifestation dans les écrits du Français Georges Sorel (Sternhell & Sznajder 1989).

George Mosse décèle de son côté un caractère révolutionnaire non seulement dans les moyens adoptés par les fascistes, mais aussi dans leur « style politique » et dans leurs finalités. Bien que le « fascisme condamnait la Révolution Française », il était « au moins à ses débuts, [...] un descendant direct du style politique jacobin » (Mosse 1998: 141)<sup>16</sup>. Pour Mosse, « fascism was itself a revolution, seizing power by using twentieth-century methods of communication and control, and replacing an old with a new elite ». Même s'il reconnaît que dans une large mesure, « le fascisme travaillait main dans la main avec les grandes entreprises industrielles », Mosse voit quelque chose de révolutionnaire dans le fait que la « politique économique était subordonnée aux finalités politiques du fascisme » (Mosse 1998: 141)<sup>17</sup>. Cette subordination des politiques économiques aux finalités politiques témoignent de l'idéalisme du fascisme. Les militants fascistes poursuivaient par leurs politiques des finalités étrangères à l'économie et à ses contraintes matérielles. L'idéal fasciste consistait en une renaissance nationale qui mettrait fin à la décadence dans laquelle les fascistes avaient vu sombrer la nation, et à cette fin, l'économie devrait servir la nation plutôt que l'inverse. La révolution fasciste passerait par la création d'un « homme nouveau », caractérisé par « la vigueur physique, le courage, le mépris du danger et l'éthique guerrière » (Traverso 2011: 97).

---

<sup>16</sup> Traduction libre.

<sup>17</sup> Traduction libre.

Mosse n'est pas le seul chercheur à identifier un lien de filiation entre la Révolution française et le fascisme. Stanley Payne note que:

Though the rationalist and egalitarian aspects of that revolution would later be violently rejected by twentieth-century fascists, for our purposes it is also important to remember that certain key aspects of the fascist form of revolutionary nationalism were themselves pioneered in the French Revolution (Payne 1995: 36).

Ces aspects incluraient, selon Payne, « nationalism itself as a radical new force whose claims superseded other political rights, the invocation of an authoritarian single or “general” will to achieve its ends, and the justification of extreme violence in its name ». Une autre dimension du fascisme qui serait apparue à la fin du XVIIIe siècle serait la prétention à forger un « homme nouveau »: « The French Revolution strove to achieve a new man, a new kind of citizen – an aim paralleled by all revolutionary nationalists in the future (Payne 1995: 36). »

Le type de nationalisme qui émerge en France à l'époque de la Révolution aurait aussi préparé le terrain pour les conceptions nationales qui seraient plus tard au cœur du fascisme. Alors que l'étude du nationalisme donne généralement pour idéaux-types un nationalisme civique français face à un nationalisme ethnique ou ethno-culturel allemand (Brubaker 2004: 132-146), Payne voit plutôt l'Angleterre comme manifestation du premier. Le cas français serait donc un exemple d'intermédiaire, une troisième catégorie :

Whereas classic English nationality was individualistic and civic, emphasizing constitutionality and civic rights, the nationalism that developed in late eighteenth-century France was more collectivist in character, stressing central unity and collective purposes (Payne 1995: 36).

Si au XIXe siècle « its civic qualities were reenforced and it became more liberal », l'idée était lancée, prête à être récupérée notamment par les nationalistes allemands imaginant la nation comme « collectivist and ethnic, emphasizing a romantic Germanism often at the expense of liberal civic development » (Payne 1995: 36).

#### 1.2.4 Une révolution anticapitaliste au moins partielle

Les historiens culturalistes s'accordent sur l'existence d'une composante anticapitaliste au sein du projet politique fasciste, si ce n'est dans ses incarnations sous forme de régimes. Ils constatent néanmoins que les régimes fascistes, bien qu'ils aient pu avoir recours à des politiques sociales, n'ont jamais attaqué le principe de la propriété privée et de l'accumulation capitaliste. On peut donc se demander de quelle façon le fascisme peut intégrer une composante anticapitaliste sans jamais s'attaquer aux fondements du capitalisme (Paxton 2004: 10).

Pour Mosse, l'anticapitalisme fasciste réside dans le fait que

the fascist revolution saw itself as a 'Third Force' rejecting both 'materialistic marxism' and 'finance capitalism' in the name of an idealism intended to transcend the unpalatable capitalist and materialist present (Mosse 1998: 141).

La transcendance serait le résultat de la subordination de l'économie, finalité ultime du capitalisme, à un idéal supérieur, la nation. Pour citer Sternhell, « Preserving the integrity of the nation and solving the social question means destroying the dictatorship of money. » Cela implique que le

Wild capitalism must be replaced by the classic tools of national solidarity: a controlled economy and corporate organization topped by a strong state, a decision-making apparatus that represents the victory of politics over economics (Sternhell 1998: 34).

Nous pouvons accorder aux historiens culturalistes que le fascisme parlait un langage distinct des impératifs du marché capitaliste. Mais la mainmise revendiquée par les fascistes sur les priorités nationales n'était pas incompatible avec une approche conciliante vis-à-vis du capital. Une lecture textuelle des idées fascistes relève en elles une dimension anticapitaliste; mais une confrontation critique de ces idées et des actions des fascistes au pouvoir laisse planer le doute sur l'authenticité de cette prétention.

#### 1.2.5 Les stratégies d'interprétation de la pensée fasciste

Le courant culturaliste dans l'étude du fascisme a grandement contribué à la compréhension de l'autoreprésentation des fascistes. Ces contributions ont constitué un défi pour les marxistes, qui doivent mieux problématiser les liens entre le fascisme, les classes dominantes et le capitalisme. Les interprétations du fascisme des historiens culturalistes comportent toutefois deux faiblesses importantes. Dans un premier temps, la prémisse épistémologique de la possibilité d'une neutralité complète par rapport à l'étude d'un tel objet est problématique. Cette question fera l'objet d'un traitement détaillé dans le chapitre 3. Deuxièmement, il y a une lacune dans ces travaux au niveau de la problématisation des dimensions interprétatives et explicatives de la recherche. La recherche en sciences sociales peut s'intéresser à deux types de questionnements. Dans un premier temps, elle peut se pencher sur le sens que les acteurs attribuent à leurs actions. Puis, elle peut élaborer des explications causales. Les questionnements qui mettent l'accent sur la dimension herméneutique

sont d'une grande utilité pour la recherche des causes, mais cette dernière relève d'une démarche distincte. Celle-ci doit être comparative et s'intéresser aux résultats de l'action au moins autant qu'à l'intention des acteurs.

La lacune des études contemporaines du fascisme s'articule en deux moments. En premier lieu, la dimension interprétative que constitue l'histoire des idées fascistes, en voulant « prendre sérieusement » ces dernières, ne peut faire la distinction entre le discours de propagande visant à convaincre, et le projet politique auquel adhéraient réellement les idéologues et militants fascistes. À défaut d'une confrontation entre les idées exprimées par les fascistes et leurs actions, il n'est pas possible de distinguer la propagande des croyances authentiques des acteurs sociaux. L'absence de confrontation entre les mots et les gestes laisse place à certaines équivoques au niveau du sens distinct des premiers lorsqu'utilisés comme catégories analytiques ou comme catégories de pratique sociale. D'abord, la contextualisation des idées fascistes fait souvent défaut lorsque celles-ci sont envisagées d'un point de vue compréhensif. Ce regard de l'intérieur sur l'objet d'étude doit constamment être mis en perspective au moyen d'une approche explicative. La négligence de ce précepte conduit les historiens culturalistes à attribuer une dimension révolutionnaire ou anticapitaliste au fascisme sans faire toute la lumière sur ce que veulent dire les idéologues qui se réclament de ces principes. Dans le même ordre d'idée, on peut reprocher à ces auteurs de ne pas historiciser suffisamment les catégories de leurs analyses. En attribuant au fascisme une dimension anticapitaliste, ils ne semblent pas envisager le capitalisme comme un phénomène historique concret. Le capitalisme correspond chez ces auteurs à la conception wébérienne de la recherche du profit, et être anticapitaliste revient à s'opposer à l'une ou l'autre des manifestations de cette conception abstraite et historiquement indéfinie. Il peut paraître paradoxal de faire ces critiques à des historiens. L'apport le plus significatif que peuvent faire les sciences sociales à la

discipline historique est pourtant ce regard critique sur l'interaction méthodologique entre conceptualisation théorique et étude empirique.

### 1.3 Qu'est-ce que la sociologie historique peut apporter au débat?

L'apport le plus significatif de la sociologie historique et de l'histoire sociale est de contribuer à l'historicisation des catégories d'analyse<sup>18</sup>. Les études du fascisme ont beaucoup à gagner d'une telle contribution. Mais la sociologie historique n'a pas été exemptée du basculement conservateur de l'histoire intellectuelle analysée par Enzo Traverso. La position prédominante de la tradition néowébérienne au sein de la sociologie historique témoigne du rejet par un grand nombre de chercheurs des analyses adoptant les classes sociales comme principal fondement de leurs explications. La reprise récente d'un dialogue constructif entre les traditions néomarxiste et néowébérienne n'a jusqu'ici pas permis d'arriver à un consensus sur l'historicisation de concepts comme ceux de révolution et de capitalisme. Ceux-ci sont au cœur de l'étude sociohistorique du fascisme. L'usage ahistorique de ces concepts tend à décontextualiser notre compréhension du phénomène étudié. Le champ de l'étude du fascisme ne fait pas exception. La convergence de la sociologie historique néowébérienne et du nouveau consensus quant à la qualification du fascisme comme idéologie révolutionnaire et anticapitaliste appelle les marxistes à l'historicisation de ces notions et à la contextualisation de l'utilisation qu'en ont faits les fascistes.

---

<sup>18</sup> L'historicisation des catégories d'analyse trouve des acceptions distinctes et complémentaires chez les wébériens et les marxistes. Pour une critique wébérienne de deux types d'ahistoricisme, voir Hobson 2002; pour une position marxiste sur l'historicisation, voir l'étude de l'histoire de la « séparation » des sphères d'activité économique et politique de Wood (Wood 1995 : 19-48)

La sociologie historique contemporaine a produit peu d'analyses portant spécifiquement sur le fascisme. L'ouvrage *Fascists* de Michael Mann (Mann 2004) est une exception<sup>19</sup>. Certains travaux rédigés par d'autres figures importantes de la discipline se penchent sur des dimensions périphériques à l'étude du fascisme. C'est notamment le cas des travaux théoriques de Jack A. Goldstone sur les révolutions (2001). Nous aborderons rapidement les contributions de Goldstone et de Mann. Sans minimiser l'importance des avenues ouvertes par ces travaux, nous soulignons leurs insuffisances quant à l'historicisation des catégories de révolution, d'anticapitalisme, ainsi que plus largement de la notion de politique.

L'étude sociohistorique des révolutions a connu d'importantes transformations au cours des dernières décennies (voir Traverso 2011: 59-89). Les théories matérialistes axées sur les classes sociales ont dans une large mesure été discréditées au profit de théories culturalistes reposant sur l'idéologie. Autrefois vues comme un moteur d'émancipation, les révolutions sont souvent perçues aujourd'hui comme le germe du totalitarisme (Traverso 2011: 61-71). Depuis les années soixante, le concept de révolution a fait son entrée dans l'étude du fascisme (Mosse 1964: 280-311; Mosse 1999). L'utilisation par les chercheurs s'intéressant au fascisme du concept de révolution nous oblige à nous pencher sur la signification qu'ils lui attribuent, ainsi que sur les forces et faiblesses de ce contenu conceptuel lorsqu'il s'agit d'éclairer certains phénomènes socio-historiques.

Dans un article publié en 2001, le sociologue Jack A. Goldstone survole l'évolution des théories des révolutions depuis les années 1960 afin d'identifier les orientations que prend le champ pendant cette période et de lancer des pistes pour les avancées à venir. Il prend note de l'abandon des téléologies historiques marxiste et des théories

---

<sup>19</sup> L'étude comparative de Dylan Riley sur les *Civic Foundations of Fascism in Europe* (Riley 2010) est une autre exception à laquelle nous ne pourrions rendre justice ici. Son originalité et son caractère novateur justifierait un traitement particulier qui sort du cadre de notre problématique.

de la modernisation par la majeure partie du champ. Cet abandon résulterait du constat empirique de l'incapacité des théories attribuant un sens à l'histoire d'expliquer les révolutions plus récentes (Goldstone 2001: 141). Cette remise en question empirique du caractère de classe des révolutions obligerait les chercheurs à intégrer des facteurs auparavant considérés marginaux dans le processus révolutionnaire, tels que l'idéologie, les alliances et les coalitions.

L'intégration de ces dimensions nouvelles au phénomène révolutionnaire ne se fait toutefois pas sans coût. En retirant aux classes sociales l'agentivité au cœur des révolutions, Goldstone subsume des phénomènes extrêmement différents et même contradictoires dans une même catégorie. La portée explicative de celle-ci s'en trouve réduite. Le concept marxiste de révolution joue à la fois le rôle d'*explanans* et d'*explenandum*. Goldstone définit les révolutions comme

an effort to transform the political institutions and the justifications for political authority in a society, accompanied by formal or informal mass mobilization and noninstitutionalized actions that undermine the existing authorities (Goldstone 2001: 142).

Le phénomène révolutionnaire appelle ici à une explication. On voit mal comment cette définition des révolutions peut servir d'*explanans* du processus historique. La double fonction du concept de révolution dans la pensée marxiste, comme phénomène à expliquer et comme notion explicative, permet un usage exclusif aux luttes d'émancipation. Cette restriction du concept n'est pas strictement normative. Elle découle du principe d'explication historique central au marxisme que sont les luttes de classes. Les révolutions s'expliquent par les intérêts antagoniques des producteurs directs et des exploités, dont la lutte permanente atteint son paroxysme sous certaines circonstances qui varient selon les auteurs. Elles permettent d'expliquer les changements de configuration dans les relations de propriété et dans

les rapports de forces entre les classes et au sein de celles-ci<sup>20</sup>. Dépouillé de son caractère de classe, il n'est pas clair que le concept permette de distinguer les luttes d'émancipation des classes opprimées des luttes entre factions de la classe dominante s'appuyant sur une mobilisation populaire. Goldstone doit recourir à des sous-catégories telles qu'une distinction entre révolutions politiques et révolutions sociales pour en expliquer les mécanismes. Dans une large mesure, c'est le contenu d'une révolution qui explique son avènement et ses conséquences plutôt que le concept lui-même. Le concept de révolution lui-même est réduit à une notion descriptive, à laquelle un contenu explicatif se greffe par l'ajout d'une qualification, et surtout, par l'étude empirique.

Selon Goldstone,

A huge range of events now claim our attention as examples of revolution, ranging from the fascist, Nazi, and communist transformations of nations in the first part of this century to the collapses of communist regimes at its end; from the idealistic revolutions of America and France at the end of the eighteenth century to the chaotic revolutionary wars in Africa at the end of the twentieth (Goldstone 2001: 142).

En y incluant le fascisme, on fait du concept de révolution ce que les « liberal academics » desquels se réclame Griffin (Griffin *et al.* 1998: 2) reprochent aux marxistes de faire de celui de fascisme: l'usage extensif de la notion de révolution tend à lui faire perdre en précision.

---

<sup>20</sup> Cette interprétation du concept marxiste de révolution ne correspond pas à l'usage qu'en font certains auteurs, notamment Alex Callinicos (Callinicos 1989). Pour Callinicos, c'est la contradiction entre le développement des forces productives et les relations de production, lorsque celles-ci entravent ce développement, qui engendre les révolutions. Nous préférons nous en tenir avec Comminel (Comminel 1989) à la théorie de l'histoire spécifique à la pensée de Marx selon laquelle les révolutions sont le résultat des luttes entre les classes d'exploiteurs et d'exploités. Nous ne basons donc pas notre évaluation du concept marxiste de révolution sur l'usage qui en a été fait jusqu'ici, mais plutôt sur le potentiel heuristique qu'un retour critique sur l'usage qu'en a fait Marx nous semble contenir.

De son côté, Michael Mann traite en profondeur de l'émergence du fascisme dans l'ouvrage *Fascists* (Mann 2004). Il inscrit par ailleurs cette analyse au sein de son étude comparative du pouvoir contemporain dans le troisième volume de son impressionnant *The Sources of Social Power* (Mann 2012<sup>21</sup>). Sa théorie du fascisme emprunte plusieurs idées du courant culturaliste, notamment les dimensions révolutionnaire et anticapitaliste (Mann 2004: 15) Sa perspective sociologique ajoute toutefois une analyse des relations de pouvoir qui permet davantage la contextualisation du phénomène que l'histoire des idées de Sternhell ou Griffin.

L'ouvrage de Mann constitue une étude comparative de six cas de fascismes nationaux. Il effectue ces comparaisons à partir du modèle théorique élaboré dans *The Sources of Social Power* et basé sur la distinction entre quatre sources de pouvoir, soit idéologique, économique, militaire et politique. Il privilégie une approche compréhensive axée sur les mouvements fascistes dont l'« idéologie doit être prise sérieusement, selon ses propres termes » (Mann 2004: 1-2). Les fascistes, loin de supposer une rupture avec le processus historique de la modernité, « only embraced more fervently than anyone else the central political icon of our time, the nation-state, together with its ideologies and pathologies » (Mann 2004: 1). Mann propose de définir le fascisme comme « pursuit of a transcendent and cleansing nation-statism through paramilitarism » (Mann 2004: 13).

La période d'après-guerre est marquée par une série de crises affectant les quatre sources du pouvoir social :

the consequences of a devastating « world, » but in fact largely European, war between mass citizen armies, severe class conflict exacerbated by the Great Depression, a political crisis arising from an attempted rapid

---

<sup>21</sup> Pour le chapitre sur le fascisme, voir Mann 2012 : 315-346

transition by many countries toward a democratic nation-state, and a cultural sense of civilizational contradiction and decay (Mann 2004: 23).

La stratégie adoptée par les élites en vue de faire face à ces crises a séparé l'Europe en deux blocs : le nord-ouest a maintenu la démocratie libérale, alors que dans l'Europe centrale et orientale, ainsi que dans les pays méditerranéens, la classe dominante a opté pour un virage autoritaire. Pourquoi la moitié de l'Europe a fait face à ces crises par un renforcement de l'exécutif et un accroissement de la répression? Mann observe que là où il y avait un État mixte (*dual state*) combinant une assemblée législative élue et un exécutif non-élu, les élites ont pris la voie de l'autoritarisme. Au contraire, les démocraties libérales déjà bien installées avant la guerre ont donné lieu à une compétitivité accrue entre les partis sans qu'il y ait de véritable menace aux institutions parlementaires (Riley 2004: 136). Pour Mann, les fascistes furent donc

generated in large numbers by postwar crises in ideological, economic, military, and political power relations to which a transcendent nation-statist ideology spearheaded by « popular » paramilitaries offered a plausible solution. Fascism occurred only where rule was by dual states containing weakening « old regime » executives and vibrant but only half-institutionalized democratic parliaments. Dual states with more stable old regimes produced more conservative forms of authoritarianism. Fascism resulted from the process of *democratization* amid profound war-induced crises. Fascism provided a distinctly statist and militarist version of « rule by the people, » the dominant political ideal of our times. Fully parliamentary regimes (in the northwest) survived all four crises with their institutions intact and fascists as small minorities (Mann 2004: 365)<sup>22</sup>.

La contribution de Mann à l'étude du fascisme est impressionnante. Sa capacité à intégrer six études de cas dans un modèle comparatif en fait une œuvre incontournable du champ. Nous sommes pourtant en droit de nous demander si le

---

<sup>22</sup> En italique dans l'original.

modèle de Mann offre des solutions satisfaisantes aux lacunes du « nouveau consensus ». Cette question requiert une réponse nuancée. D'abord, Mann offre une explication sociologique de l'émergence du fascisme. Bien qu'il comprenne celui-ci comme un phénomène relevant de l'histoire des idées, l'explication de son succès s'appuie sur une contextualisation des luttes idéologiques au sein de forces sociales caractérisées par diverses formes de pouvoir (Riley 2004: 136). Il ajoute donc une dimension qui faisait défaut aux écrits de Griffin et cie. L'approche de Mann offre une valeur ajoutée par rapport aux travaux de ces auteurs, mais ne modifie pas les préceptes fondamentaux de l'étude du fascisme en tant qu'idéologie.

La conséquence de l'adoption de l'ontologie culturaliste est que l'ouvrage de Mann « coupe court au seuil du pouvoir » (Riley 2004: 136). Puisque le fascisme authentique réside dans les idées, l'étude des régimes ne saurait révéler la véritable nature du projet fasciste. Mann s'intéresse au projet de société fasciste, et il prétend « prendre les fascistes au sérieux » en étudiant leur idéologie. La focalisation sur l'idéologie fasciste se justifie par la nécessité d'expliquer sa capacité à s'imposer face aux autres forces politiques autoritaires. Elle ne permet toutefois pas de distinguer entre la part de conviction et la part de propagande au sein du discours fasciste. Cette distinction nécessite une confrontation entre les prétentions des fascistes et leurs actions une fois au pouvoir (Riley 2004: 139; voir aussi Paxton 2004). L'idée même d'une étude des idées fascistes préalables à la prise du pouvoir est problématique. L'idéologie fasciste était mouvante et s'adaptait aux opportunités qu'offraient les luttes politiques jusqu'à la prise du pouvoir, comme en témoigne l'origine socialiste et syndicaliste révolutionnaire du fascisme italien (Riley 2004: 139).

En tournant son attention d'abord sur les idées des fascistes, sans les mettre à l'épreuve avec une étude de leurs actions une fois au pouvoir, Mann reproduit la hiérarchie de l'authenticité fasciste qui sous-tend les analyses des auteurs associés au

nouveau consensus<sup>23</sup>. Ses apports originaux et éclairants sur les conditions du succès du fascisme au sein de la constellation autoritaire ne permettent pas d'échapper au paradoxe des études comparées des fascismes : les outils théoriques développés dans ce champ permettent de comprendre l'action de certains groupes sociaux, mais offrent peu d'outils pour comprendre l'institutionnalisation des régimes fascistes.

Finalement, la volonté affirmée par Mann de « prendre l'idéologie fasciste sérieusement » ne l'amène pas à questionner la signification attribuée à certaines notions dans le discours fasciste. Comme Linz, Payne et Griffin, il considère que l'idéologie fasciste est révolutionnaire et anticapitaliste parce que ses porte-paroles revendiquent ces concepts. Un examen critique du sens attribué par les fascistes aux concepts de révolution et de capitalisme permettrait de contextualiser davantage les discours fascistes.

En somme, les contributions de Goldstone et Mann dessinent les contours du basculement du paysage intellectuel dont traite Enzo Traverso. Ces travaux témoignent d'un travail minutieux et d'une articulation conceptuelle d'une grande subtilité. Ils s'inscrivent toutefois dans une transition intellectuelle dont le fondement est le rejet du marxisme et de ses principaux concepts comme cadre d'analyse du monde social. Comme nous le verrons dans le chapitre 3, ce changement de paradigme qui s'opère depuis la fin des années 1970 s'est fait, parfois plus subtilement, d'autres fois de façon plus évidente, sous le signe du libéralisme conservateur. Au niveau du fascisme, les conséquences de cette révolution paradigmatique sont la réhabilitation du type de nationalisme qui a vu naître le phénomène et des groupes sociaux et politiques qui lui ont donné leur appui.

---

<sup>23</sup> Nous reviendrons sur la hiérarchie de l'authenticité du fascisme dans le chapitre 2 en insistant sur le rôle de Stanley Payne (Payne 1980) dans l'importation de cette prémisse dans les études espagnoles du fascisme et du franquisme.

#### 1.4 Historiciser les catégories d'analyse du fascisme

Les chercheurs en études du fascisme gagneraient à historiciser et contextualiser certaines catégories conceptuelles centrales à leurs analyses. Nous proposons ici quelques pistes en ce sens sur les concepts de révolution, d'anticapitalisme, d'autonomie du politique et de modernité. Pour ce faire, nous avons notamment recours aux travaux de Robert Paxton (Paxton 1995, 1998, 2004).

La conceptualisation du fascisme en tant qu'idéologie révolutionnaire mérite d'être historicisée et contextualisée. Paxton souligne que la description du fascisme comme phénomène révolutionnaire relève d'une lecture décontextualisée des idées de ses militants (Paxton 1998: 7). De son côté, Enzo Traverso estime que « La révolution fasciste ne pouvait se définir autrement que par une opposition radicale à la révolution communiste. » En fait, « c'est cette dimension contre-révolutionnaire qui constitue le socle commun des fascismes en Europe » (Traverso 2011: 113) et la subordonner à une façade idéologique et esthétique révolutionnaire comme fondement du fascisme empêcherait de saisir la signification historique du phénomène.

Certains auteurs définissent le fascisme par la négative (Payne 1980; Linz 1998). Celui-ci serait anticomunisme, antilibéral, anticonservateur, etc. Ces conceptions ont contribué à diffuser l'idée du fascisme comme idéologie révolutionnaire. En mettant sur un pied d'égalité l'anticommunisme, l'antilibéralisme, l'anticonservatisme et l'anticapitalisme fasciste, il devient difficile de saisir le rôle du fascisme au sein des luttes de l'époque entre forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires. La solution prônée par les historiens culturalistes consiste à concevoir le fascisme comme une révolution alternative, empruntant les moyens des mouvements ouvriers socialistes, mais visant une finalité autre. Cette révolution serait anthropologique plutôt que

sociale. Une analyse mieux contextualisée montre pourtant que les fascistes ont participé aux luttes de classes en s'attaquant aux mouvements ouvriers organisés, et ce dès les premiers temps (Paxton 1996, 2004: 58-64). Le patronat n'a pour sa part jamais subi d'attaques systématiques de la part des fascistes. Expliquer cette inégalité de traitement implique que l'on se penche sur les raisons pour lesquelles les fascistes s'opposaient au communisme, au libéralisme, et au conservatisme. Pour Traverso, « l'anticommunisme est bien plus fort que l'antilibéralisme dans le fascisme », et cela s'illustre par la « convergence entre le fascisme et les élites traditionnelles, de souche libérale et conservatrice, [qui] fut à l'origine de la "révolution légale" permettant l'arrivée au pouvoir de Mussolini et Hitler » (Traverso 2011: 113). Paxton souligne que « Fascists hated liberals as much as they hated socialists, but for different reasons. » Aux yeux des fascistes,

the internationalist, socialist Left was the enemy and the liberals were the enemies' accomplices. [...] liberals were [...] culpably incompetent guardians of the nation against the class warfare waged by the socialists (Paxton 2004: 19).

Plusieurs auteurs invoquent l'existence d'une composante anticapitaliste dans leur définition du fascisme. La contextualisation de ce prétendu anticapitalisme et l'historicisation du capitalisme nous amène à nuancer cette idée. D'abord, si les régimes fascistes se sont attaqués à certains secteurs d'activité économique, notamment avec l'expropriation des entreprises juives par l'Allemagne nazie, on ne peut pas dire qu'ils ont transformé les relations sociales capitalistes. Tout au plus, ils ont orienté l'économie afin de renforcer les capacités militaires de l'État et ils ont renforcé la dimension raciale des conflits de classes. C'est un des plus importants problèmes des thèses postulant le caractère révolutionnaire du fascisme :

À la différence des révolutions communistes, qui ont radicalement modifié les formes de la propriété, les fascismes ont toujours intégré dans leur système de pouvoir les anciennes élites économiques, administratives et militaires (Traverso 2011: 114).

La confusion autour de l'anticapitalisme fasciste est le résultat d'une conception anhistorique du capitalisme. Les historiens du fascisme se basent implicitement sur une conception quantitative du capitalisme, compris comme une forme d'accumulation axée sur le marché et non comme une relation d'appropriation<sup>24</sup>. Ce type d'acception du capitalisme est commun à l'ensemble de la tradition libérale et à une part considérable du marxisme. Elle ne rend toutefois pas compte du développement d'un type de relation d'appropriation où le marché joue le rôle de contrainte. Cette dimension est pourtant essentielle lorsque vient le temps de distinguer l'anticapitalisme socialiste de celui des fascistes. Les premiers s'opposent à la relation d'appropriation capitaliste et proposent que les travailleurs soient leurs propres maîtres. Les fascistes contestent le caractère cosmopolite de certains secteurs d'activité et questionnent la loyauté des entrepreneurs qu'ils ne considèrent pas nationaux. Ils s'opposent aussi au secteur de la finance dont le caractère abstrait, fluide et transnational leur semble miner l'unité nationale. En somme, les fascistes s'opposent à ce qui ne participe pas de la communauté nationale telle qu'ils la conçoivent. Ils montrent une volonté de subordonner les pratiques économiques à leurs finalités politiques, ce qui implique de s'opposer à certains secteurs de la classe dominante tout en s'alliant à la majeure partie de celle-ci.

La révolution que prêchaient les militants fascistes ne visait donc pas à renverser le pouvoir social à l'œuvre, mais bien à l'instrumentaliser. Paxton affirme avec raison que « most fascists – above all after they were in power – considered economic policy as only a means to achieving the more important fascist ends of unifying, energizing,

---

<sup>24</sup> Sur la distinction entre les approches quantitatives et qualitatives du capitalisme, voir Dufour 2008.

and expanding the community » (Paxton 2004: 145). Les moyens qu'utilisaient les fascistes étaient certes « révolutionnaires », par exemple en ce qui a trait aux « radically new conceptions of citizenship, of the way individuals participated in the life of the community » (Paxton 2004: 147), mais leurs finalités n'étaient pas complètement étrangères au conservatisme traditionnel. C'est pour consolider le pouvoir de leur État ou de leur nation sur la scène internationale que ces conceptions ont été adoptées par les fascistes. Cela fait dire à Paxton que les fascistes « believe in change in the sense used by Tancredi, scion of the decaying noble Sicilian family in Giuseppe di Lampedusa's great novel, *The Leopard* : "If we want things to stay as they are, things will have to change." (Paxton 1998: 8) »

Le fait de qualifier le fascisme de contre-révolutionnaire impliquait au sein des analyses antifascistes qu'il soit aussi réactionnaire. L'émergence du courant culturaliste en études du fascisme a amené une rupture avec ces conceptions. Le nouveau consensus a fait de l'idée de modernité alternative un des fondements de la théorie du fascisme. Qualifier le fascisme de moderne a pour conséquence la cohabitation au sein de la notion de modernité de diverses conceptions antagoniques. Il est difficile de voir un contenu commun à ces diverses manifestations de la modernité, à moins de ne garder de celle-ci qu'une acception descriptive correspondant à une époque. Il y a alors lieu de se demander quels processus sociaux sont à l'œuvre lorsqu'on parle de modernisation et de modernité. Si le fascisme est moderne, qu'est-ce que cela veut dire, et en quoi cette modernité converge-t-elle et en quoi diffère-t-elle des conceptions paradigmatiques de la modernité? Cela a-t-il même un sens de parler des conflits sociaux et politiques de la première moitié du XXe siècle en termes de modernité?

Plusieurs recherches dans divers champs ont remis en question la notion de modernité comme notion explicative<sup>25</sup>. Les tenants de la théorie des relations sociales de propriété proposent des interprétations de certaines composantes consacrées de la modernité en les présentant comme contingentes tout en historicisant leur interrelation<sup>26</sup>. En fait, à la lumière des contributions des marxistes politiques (Wood 2000, 2002: 182-193; Teschke 2003; Lacher 2006), il apparaît que les différentes composantes du processus de rationalisation étudié par Weber relèvent de causes contingentes et parfois contradictoires qui témoignent de la spécificité des luttes sociales dans un contexte donné. Cela ne signifie pas qu'il faille abandonner toute théorisation de ces contextes spécifiques dans un cadre commun. Nos outils théoriques doivent toutefois être en mesure de rendre compte de ces différences. Le concept de modernité tend à obscurcir les différences dans le développement historique des différentes sociétés européennes. Nous croyons qu'il vaut mieux abandonner la matrice de la modernisation afin de se pencher plutôt sur les différents processus sociaux concrets que cette notion recouvre. Loin de conduire à une perte du sens historique, cela ouvre au contraire une avenue vers des conceptions beaucoup plus opérationnelles des axes conflictuels à l'origine des dynamiques historiques.

Le remplacement de la modernité permet de sortir de la dichotomie modernité/tradition, qui s'est avérée sans issue dans l'étude du fascisme, au profit de l'histoire en tant que processus dynamique. Ce remplacement implique nous donnions à un autre concept le statut de matrice structurant le processus historique. C'est à nos yeux la notion de capitalisme qui permet le mieux d'éclairer le

---

<sup>25</sup> Voir notamment Dufour 2005: 430-436.

<sup>26</sup> Benno Teschke et Hannes Lacher montrent par exemple que la territorialité de la prétendue modernité westphalienne n'a rien à voir avec l'émergence du capitalisme ni avec la souveraineté moderne (Teschke 2003; Lacher 2006). Ellen M. Wood, quant à elle, explique que la revendication d'une limitation des pouvoirs de la couronne était compatible avec les finalités pré-modernes d'aristocrates français comme Montesquieu, complexifiant ainsi tout recours à l'idée de la tradition des Lumières comme fondement de la modernité (Wood 2012: 147-209). Sur la théorie des relations sociales de propriété, voir Rioux & Dufour 2008.

développement historique des 400 ans dernières années. Cela ne signifie pas que tout ce qui s'est passé depuis l'émergence des relations sociales capitalistes dans les campagnes anglaises ait été le résultat du capitalisme ou ait participé au développement de celui-ci. Mais des phénomènes aussi variés que les conflits géopolitiques (Teschke 2003), l'impérialisme (Wood 2005), la démocratie (Wood 1995: 181-203) et le développement des traditions de pensée comme les Lumières (Wood 2000) ou le nationalisme (Dufour 2005, 2007) peuvent être éclairés en contextualisant les stratégies de reproduction sociale des divers acteurs historiques au sein de la matrice de développement des impératifs de productivité du capitalisme en Angleterre et leur imposition dans le reste de l'Europe via les pressions géopolitiques exercées par ce pays (Teschke 2003).

Affirmer que le fascisme est moderne puisqu'il est apparu à l'époque moderne ne nous avance guère si l'on ne reconnaît pas qu'il est en lutte contre une partie de ce qu'on envisage comme la modernité. Il est plus utile de se questionner sur la relation entre le fascisme et les divers éléments associés à la modernité, notamment la démocratie. Le fascisme est-il antidémocratique? En raison de la mobilisation de masse qui a accompagné certaines étapes de l'histoire du fascisme et que certains ont qualifié de « religion politique » (Gentile 1990), il a été proposé que le fascisme relevait d'une légitimation alternative à la démocratie libérale, tout de même ancrée dans la notion de souveraineté populaire (Bendix 1978; Riley 2010). Mais la réalité politique des régimes fascistes est tout autre : la participation au processus décisionnel et les droits politiques y sont réduits à néant. Le fascisme est par définition opposé à la démocratie, mais ses moyens sont adaptés spécifiquement à la réalité démocratique dans laquelle il émerge. La domestication de la démocratie par les élites a été un long processus. Celui-ci n'a été possible qu'avec la marchandisation des principales dimensions de la vie humaine et par la création d'une économie « purement économique », une sphère « où il n'existe aucune redevabilité

démocratique » (Wood 1998: 23)<sup>27</sup>. Les formes politiques antidémocratiques parmi lesquelles figure le fascisme ont été des options intéressantes pour les groupes sociaux dont la reproduction sociale dépendait d'une forme d'appropriation reposant sur la contrainte extra-économique. L'existence du fascisme repose donc sur des conditions qui n'ont été réunies qu'à l'époque moderne; mais en utilisant les moyens à leur disposition, les fascistes se sont révoltés contre l'essentiel du contenu généralement associé à la modernité.

### 1.5 Synthèse

Nous avons exploré les principales composantes qui caractérisent le fascisme selon les auteurs associés au « nouveau consensus ». Après ce survol d'une littérature complexe, nous pouvons identifier une série de choix méthodologiques et théoriques faits par ces auteurs en réponse aux défis de la théorisation du phénomène. En ce qui a trait à la méthode, les chercheurs se doivent de privilégier certains angles. Certains opteront pour une histoire des idées, d'autres pour une histoire politique ou encore des analyses socio-historiques. Griffin et Payne penchent davantage pour l'histoire des idées quant à la définition du fascisme, mais ce dernier inclut une forte dose d'histoire politique quand vient le temps d'écrire l'histoire du phénomène (1995). Au niveau théorique, les chercheurs qui s'intéressent au fascisme doivent se demander : est-ce un phénomène moderne, réactionnaire, un « modernisme réactionnaire » (Herf 1984), ou alors le fascisme échappe-t-il à la catégorisation sur cet axe? Les historiens culturalistes y voient une idéologie moderne et même moderniste (Griffin 2007). Puisque le regard des fascistes est selon eux tourné vers un avenir en rupture avec le présent, ces auteurs considèrent qu'il s'agit d'une idéologie révolutionnaire. Finalement, en raison de leurs objectifs distincts de ceux des capitalistes, ils qualifient les fascistes d'anticapitalistes.

---

<sup>27</sup> Traduction libre.

Ces choix méthodologiques et théoriques permettent de mettre certains aspects du phénomène fasciste en lumière. Ils comportent aussi leurs angles morts. Nous avons soutenu dans ce chapitre que la problématisation du fascisme à travers l'histoire des idées ne permet pas une confrontation critique des idées fascistes à la lumière des actions de ceux qui les ont défendues. Puis, nous avons argué que les principaux choix théoriques du « nouveau consensus », que nous avons résumés ici, relèvent d'un usage décontextualisé et anhistorique de concepts clé : révolution, capitalisme, modernité. Ce dernier nous semble avoir épuisé son heuristique et nous plaidons pour son remplacement par une matrice héritée du matérialisme historique ayant pour fondement la notion de capitalisme. Dans le chapitre 2, nous nous pencherons sur une des conséquences des choix méthodologiques des historiens culturalistes sur leurs stratégies comparatives : la théorisation du régime espagnol de Francisco Franco hors de la catégorie de fascisme. Cette exclusion du franquisme des études du fascisme est toutefois contestée par certains chercheurs en Espagne. Nous aborderons les aspects théoriques et méthodologiques de ces débats dans le chapitre 2, puis nous nous pencherons sur sa dimension politique dans le chapitre 3.

## CHAPITRE II

### VERS UN « NOUVEAU CONSENSUS » SUR LA NATURE DE LA DICTATURE DE FRANCO?

La constitution du champ des études comparées du fascisme depuis les années soixante a eu des conséquences importantes sur le traitement scientifique du régime espagnol de Francisco Franco. Au contraire d'une tradition de pensée largement acceptée jusque-là, les principaux intervenants du champ ne considèrent pas que l'Espagne franquiste fut un cas de régime fasciste<sup>1</sup>. Les cas à l'étude dans le cadre des recherches sur les régimes fascistes se limitent généralement à l'Italie de Mussolini et à l'Allemagne nazie (Paxton 2004: 111; Payne 1980; Linz 1970; Mann 2004). Cette limitation des cas étudiés résulte d'un glissement du sens attribué au concept et d'un recadrage de ce qui constitue l'objet d'étude du fascisme. Autrefois conçu comme une force réactionnaire au service des capitalistes, le fascisme est défini par les principales figures du champ comme une idéologie révolutionnaire et anticapitaliste visant une renaissance nationale (Griffin *et al.* 1998: 14; Mosse 1999: 1-44). Au niveau ontologique, concevoir le fascisme comme une idéologie plutôt que comme une force structurelle du capitalisme a pour conséquence de privilégier l'étude des idées et de ceux qui les défendent plutôt que leur matérialisation dans des politiques d'État. Pour l'étude de l'Espagne, ce recadrage n'est pas sans conséquence : il signifie que les fascistes n'ont jamais pris le pouvoir seuls. Les groupes qui correspondent aux définitions culturalistes du fascisme, comme *Falange Española*,

---

<sup>1</sup> Selon Carme Molinero et Père Ysàs, « le qualificatif fasciste [est] appliqué dès le début de la Guerre Civile aux insurgés, puis aux gouvernants franquistes, par l'antifascisme combattant ainsi que par les vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, et même dans les résolutions des organisations internationales. La qualification de fasciste – tout comme le caractère totalitaire du Nouvel État – a été acceptée et utilisée par certains secteurs franquistes durant les premières années du régime, bien qu'ensuite il fût nié continuellement et avec véhémence (Molinero & Ysàs 2003: 37). » Traduction libre.

sont restés subordonnés à Franco. Le portrait idéologique de celui-ci correspond davantage au pragmatisme conservateur qu'à la révolution nationale des fascistes<sup>2</sup>. Mais contrairement au champ anglo-saxon des études comparées du fascisme où ce paradigme est aujourd'hui accepté par une majorité de chercheurs, cette conception est davantage contestée au sein de l'historiographie du franquisme (Casanova 1992; Fontana 2000; Casanova *et al.* 2004; Molinero & Ysàs 2003; De Riquer 2010)<sup>3</sup>.

Ce chapitre a pour objet certaines des principales contributions à l'historiographie du franquisme. Nous nous penchons sur les conséquences méthodologiques et théoriques de l'importation des préceptes culturalistes des études du fascisme dans l'historiographie espagnole. Nous évaluons les similitudes entre ces conceptions et les travaux sur le régime de Franco. Nous nous interrogeons sur les causes du refus de considérer le régime comme non fasciste par une part des historiens espagnols. Nous posons l'hypothèse que la conflictualité autour des préceptes du paradigme culturaliste a pour objet certaines conceptions ontologiques, méthodologiques et théoriques. Nous soutenons que celles-ci trouvent leurs racines dans les positions normatives des chercheurs : les jugements de valeurs portant sur la Seconde République, le franquisme et la transition démocratique sont constitutifs des dynamiques que l'on prête à ces périodes et aux processus qui les lient. La dimension normative de l'interprétation du franquisme fera l'objet d'un traitement plus approfondi dans le chapitre 3. Nous mettons l'accent ici sur l'opérationnalisation d'une série de préceptes ontologiques, méthodologiques et théoriques appliqués à l'Espagne franquiste. Le franquisme comporte-t-elle une dimension idéologique ou le régime repose-t-il sur des mentalités mal définies (Linz 1970; 2006: 161-165)? La transformation du régime au fil des ans résulte-t-elle de dynamiques créées par le

---

<sup>2</sup> Sur Francisco Franco, voir Preston 1994.

<sup>3</sup> Certains chercheurs espagnols font le pari d'appliquer les outils théoriques des historiens culturalistes au régime franquiste (Navarro 2001; Rodrigo 2009). Ils acceptent a priori le contenu théorique de ce courant tout en refusant ses conclusions sur l'Espagne.

régime (Tusell 1994; Moa 2010a), par l'opposition (Juliá 1994), ou par des forces exogènes comme l'ordre politique et économique international (Molinero & Ysàs 2003)? Nous explorons le type de réponse à ces questions vers lequel tend le courant culturaliste.

Nous faisons d'abord un court historique de l'Espagne, de la période républicaine à la transition démocratique afin de rappeler les enjeux de la périodisation du XX<sup>e</sup> siècle espagnol. Nous traitons ensuite de la théorie des régimes autoritaires de Juan Linz construite à partir de recherches sur la dictature franquiste (Linz 1970, 2006). Une troisième partie aborde le parcours intellectuel de l'historien hispaniste Stanley Payne (Payne 1961, 1987, 2006a). La quatrième section porte sur le débat académique sur la nature du franquisme qui a eu cours à l'époque de la transition démocratique (Tusell 1988: 86-106; Molinero & Ysàs 2003: 37-43). Nous terminons en faisant le portrait de l'historiographie contemporaine. Au sein de cette dernière, nous explorons en particulier la tentative d'Ismael Saz Campos de saisir la nature du régime avec la notion de fascisation (Saz 2004b: 79-90).

À travers ce survol historiographique, notre intention est de montrer la portée et les limites de l'influence du courant culturaliste de l'étude du fascisme en Espagne. La réception de ce courant a engendré d'importants débats théoriques d'abord autour des outils théoriques développés par Juan Linz, et par la suite par rapport à l'approche défendue par Stanley Payne et axée sur les idées fascistes. En présentant l'approche nuancée d'Ismael Saz et en en soulignant l'héritage culturaliste, nous tentons de démontrer que la nature du franquisme ne peut être tranchée à partir d'une discussion ontologique, méthodologique et théorique: le débat comporte une dimension normative qui oriente l'ensemble de la démarche de recherche. Il y a donc lieu d'aborder celle-ci dans une perspective critique et réflexive.

## 2.1 Historique : de la République à la monarchie constitutionnelle

La genèse du soulèvement militaire du 18 juillet 1936 remonte à l'avènement du régime démocratique auquel il met fin en 1939<sup>4</sup>. Si l'origine des « deux Espagnes » qui s'affrontent dans les années trente peut être reconstruite depuis les *Cortes* de Cadix en 1808 (Juliá 2004; Abellán 2011), la lutte prend des proportions inégales avec la proclamation de la République le 14 avril 1931. La période de paix de la République, qui se termine avec le coup d'État manqué entraînant la guerre civile, a connu un total de dix-neuf gouvernements distincts (Revenga 1989: 211). Ceux-ci ont cherché les appuis de trois majorités parlementaires, elles-mêmes le produit de trois élections législatives générales qui marquent la périodisation généralement acceptée de l'époque républicaine. Une première phase constituante débouche sur une majorité réformatrice autour des républicains de gauche de Manuel Azaña (1931-1933)<sup>5</sup>. La fragile coalition se maintient difficilement au pouvoir en cédant progressivement face aux républicains de droite sous les gouvernements d'Alejandro Lerroux et de Martínez Barrio. Les élections de novembre 1933 donnent les plus importants groupes parlementaires aux Radicaux et à la CEDA (*Confederación Española de Derechas Autónomas* – Confédération Espagnole des Droites Autonomes)<sup>6</sup>.

Pendant les deux années suivantes, la droite s'affaire à démanteler une part importante des réformes accomplies lors de la première étape de la République<sup>7</sup>. La

---

<sup>4</sup> Sur l'histoire de la Deuxième République espagnole, voir Jackson 1965; Carr 1971; Preston 1983; Gil Pecharromán 2002; Payne 2006a.

<sup>5</sup> Sur Azaña, voir Juliá 1990.

<sup>6</sup> Lerroux, à la tête des premiers, prend la charge du gouvernement. Il mène une politique de « rectification et pacification. Il croyait que les Cortes constituantes étaient allées trop loin vers la gauche, en particulier pour la législation du travail et les lois anti-cléricales » (Jackson 1965: 122; traduction libre). Républicain de longue date, Lerroux s'affaire « à gagner les masses catholiques et monarchistes à sa cause en montrant que la République [peut] protéger l'Église et les droits de propriété » (Jackson 1965: 122; traduction libre).

<sup>7</sup> Sous le gouvernement Lerroux, plusieurs mesures importantes prises par la gauche sont suspendues : « la Loi des Congrégations fut ignorée, et les écoles de l'Église opéraient normalement. La réforme

gauche adopte la tactique de front populaire défendue par l'Internationale Communiste en vue des élections de février 1936<sup>8</sup>. La tactique porte fruit et la coalition des républicains de gauche, socialistes, communistes et régionalistes est portée au pouvoir<sup>9</sup>. Elle y reste jusqu'à la défaite de la République en 1939, tout en voyant le centre du pouvoir pencher vers les socialistes et les communistes durant la Guerre Civile.

L'instabilité des institutions républicaines coïncide avec les conflits sociaux qui animent la société espagnole des années trente. La période réformiste est perturbée par la tentative de coup d'État du général Sanjurjo le 10 août 1932 (Payne 2006a: 23). L'échec du soulèvement oblige les monarchistes à institutionnaliser leur lutte et à participer plus activement à la politique parlementaire, en formant en 1933 la CEDA<sup>10</sup>. La paix sociale est alors perturbée par la mobilisation ouvrière et par les nationalistes catalans. En octobre 1934, la grève générale révolutionnaire s'accompagne d'une insurrection armée des mineurs asturiens. Au même moment, le président de la *Generalitat* de Catalogne, Lluís Companys, proclame l'État catalan au sein de la fédération espagnole, contestant ainsi la légitimité de l'invalidation judiciaire et parlementaire de la réforme agraire catalane (Payne 2006a: 66-69). L'ordre est rétabli au prix d'une violente répression au cours de laquelle un nombre important des leaders de la gauche sont incarcérés. La répression sanglante est menée aux Asturies par le général Franco<sup>11</sup>.

---

agraire, toujours lente, fut arrêtée; Largo Caballero, au Ministère du Travail, avait usé de son pouvoir pour faire des nominations favorables aux travailleurs sur des jurys mixtes, et le nouveau ministre, José Estadella, usait du même pouvoir pour des nominations favorable aux propriétaires. Les salaires des travailleurs agricoles, qui avaient monté à une moyenne de dix à douze pesetas par jour durant le mandat de Largo Caballero, furent rabaisés à la moyenne de quatre à six pesetas de 1930 » (Jackson 1965: 123; traduction libre). À cela s'ajoute la suspension de l'autonomie régionale catalane suite aux soulèvements d'octobre 1934.

<sup>8</sup> Sur l'avènement du Front Populaire espagnol, voir Jackson 1965 : 184-195

<sup>9</sup> Sur les élections de février 1936, voir Jackson 1965: 184-195; Payne 2006a: 170-184; 2010: 71-84

<sup>10</sup> Sur la « voie légale vers l'État corporatiste » empruntée par la CEDA, voir Preston 1983: 151-176

<sup>11</sup> Sur la totalité du territoire espagnol, 1300 insurgés perdent la vie, contre environ 450 pour les

Les révoltes paysannes s'additionnent aux grèves ouvrières alors que la polarisation des forces politiques rend extrêmement difficile le règlement de la question agraire. Un nombre croissant de voix dans la société espagnole réclament une réforme agraire. Les tensions croissantes liées à la précarité des nombreux travailleurs agricoles sans terre cause des violences (Payne 2006a: 19)<sup>12</sup>. Mais la réforme adoptée « était un compromis particulièrement compliqué qui déplaisait à la majorité des groupes politiques et sociaux » (Payne 2006a: 19)<sup>13</sup>.

Dans ce climat social de plus en plus polarisé, il semble y avoir bien peu de place pour un parti authentiquement fasciste, comparable à ceux de Mussolini et d'Hitler. Les résultats électoraux médiocres de la *Falange Española*<sup>14</sup> dirigée par José Antonio Primo de Rivera font dire en 1937 au président de la République, Manuel Azaña :

il y a ou il peut y avoir en Espagne tous les fascistes que vous voudrez. Mais un régime fasciste, il n'y en aura pas. Si venait à triompher un mouvement de force contre la République, nous retomberions dans une dictature militaire ou ecclésiastique de type traditionnel (cité dans Chueca & Montero 1992: 219)<sup>15</sup>.

---

militaires et policiers. Plus de 15 000 personnes sont arrêtées (Payne 2006a: 92; voir aussi Payne 2010: 59-70). Les insurrections d'octobre sont centrales aux débats politiques, si ce n'est à ceux de la discipline historique, sur l'interprétation et la responsabilité de la dictature. La plus importante thèse révisionniste en Espagne, élaborée par Pío Moa (2004), propose de changer la périodisation de la guerre civile afin de la faire commencer en octobre 1934. Cela a pour conséquence d'en attribuer la responsabilité à la gauche plutôt qu'aux militaires qui se sont soulevés contre la République le 18 juillet 1936. Sur les événements d'octobre 1934 en Catalogne, voir López 2012.

<sup>12</sup> Traduction libre.

<sup>13</sup> Traduction libre. Sur la question agraire et les luttes paysannes, voir Cobo 2013.

<sup>14</sup> *Falange* n'était pas le seul parti fasciste de l'Espagne des années trente, mais certainement le plus important. Les autres groupements s'y sont progressivement ralliés jusqu'à l'unification décrétée par Franco en 1937 (sur les différents courants de pensée au sein du fascisme espagnol, voir Saz 2004b: 31-64; sur l'histoire de la *Falange*, voir Payne 1961; Ellwood 1987).

<sup>15</sup> Traduction libre.

La présence de plusieurs forces conservatrices et autoritaires qui occupent la partie du spectre politique visée par les fascistes rend la tâche difficile à ces derniers. Pour les antifascistes, cette incapacité de la *Falange* démontre plutôt le succès du fascisme. La CEDA de José María Gil Robles serait pour eux une version embryonnaire du fascisme en Espagne et sa participation au gouvernement annoncerait le déclin entamé des institutions démocratiques (Heywood 2002: 130)<sup>16</sup>.

Pendant la période qui va des élections de février 1936 au début de la guerre civile, et en particulier au printemps, l'Espagne est le théâtre d'un regain d'agitation sociale et de violence. Les grèves se multiplient, les assassinats politiques sont nombreux à gauche comme à droite (Payne 2006a: 253-265).

La conspiration militaire s'organise. De nombreux « monarchistes d'extrême-droite » envisageaient déjà le recours aux armes « contre le nouveau régime dès la chute de la monarchie » (Payne 2006a: 308)<sup>17</sup>. Février 1936 donne un regain de popularité à cette option alors que « La victoire électorale du Front Populaire donne lieu à une large variété de réponses de la droite en faveur d'une réaction armée » (Payne 2006a: 310)<sup>18</sup>. L'assassinat du leader monarchiste José Calvo Sotelo le 13 juillet 1936 sert de prétexte aux militaires opposés à la République<sup>19</sup>. Quand des généraux mènent leurs troupes à retourner leurs armes contre le gouvernement élu, les militants de gauche réclament déjà depuis plusieurs jours au gouvernement d'armer les travailleurs pour défendre la République contre un coup d'État militaire (Payne 2006a: 334).

---

<sup>16</sup> Sur *Falange Española*, voir Payne 1961; Ellwood 1987; Saz 2004b: 65-77; sur CEDA, voir Montero 1977.

<sup>17</sup> Traduction libre.

<sup>18</sup> Traduction libre.

<sup>19</sup> Pour Stanley Payne, l'événement « a eu un effet électrifant sur toute opposition potentielle, et sera le catalyseur nécessaire pour transformer une conspiration rampante en une puissante révolte pouvant déclencher une guerre civile massive » (Payne 2006a: 332; traduction libre).

L'échec des militaires insurgés dans les centres urbains les plus importants laisse le territoire espagnol scindé entre d'un côté ceux qui prétendent sauver la nation contre la menace d'une révolution imminente (Molinero & Ysàs 2003: 14), et de l'autre ceux qui soutiennent qu'ils défendent la démocratie ou la révolution contre le fascisme<sup>20</sup>. La résistance spontanée des organisations ouvrières est rapidement structurée en milices déployées vers le front dès la fin juillet. L'aide internationale aux deux factions transforme dès l'automne la guerre en conflit d'envergure internationale. L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste fournissent troupes et aviation aux nationalistes, alors que la France et le Royaume-Uni mettent de l'avant un pacte de non-intervention. Pour la République espagnole, l'aide internationale se limite à la contribution de la Russie soviétique et aux achats d'armement en provenance du Mexique, en plus de la mobilisation de solidarité qui se fait à travers les brigades internationales<sup>21</sup>.

Francisco Franco se hisse au sommet de la hiérarchie de l'État mis en place par les généraux insurgés dès septembre 1936<sup>22</sup>. Sa capacité à jouer les uns contre les autres les différentes forces sociales sur lesquelles s'appuie la coalition nationaliste, et la nécessité stratégique pour son camp de ne montrer aucun signe de division lui permettent d'y rester jusqu'à sa mort, le 20 novembre 1975. Les nationalistes soutiennent que la patrie est menacée face à la conflictualité d'une société libérale donnant libre cours à la lutte des classes dans l'arène politique (Molinero & Ysàs 2003: 14); la crédibilité d'une telle prétention serait mise à mal par l'expression ouverte d'une dissension aussi fondamentale que l'identité du chef d'État.

---

<sup>20</sup> Les écrits de plusieurs protagonistes républicains montrent l'utilisation répandue du qualificatif fasciste pour parler du camp nationaliste (Ibárruri 1966; Abad de Santillán 1975; Peirats 2006). Ce qu'il était question de défendre faisait moins l'unanimité.

<sup>21</sup> Sur l'aide et l'influence soviétique sur la République, voir Payne 2004; sur l'aide internationale aux nationalistes, voir Coverdale 1975; Whealey 1989; Preston & Mackenzie 1996.

<sup>22</sup> Sur l'ascension de Franco à la tête de l'Espagne nationaliste, voir Jackson 1965: 293-296.

Au bout de près de trois ans de combats, les troupes de Franco défilent le 1<sup>er</sup> avril 1939 dans Madrid pour célébrer la « paix » revenue. Dans les mois précédents, environ 500 000 personnes ont quitté le pays. Entre 150 000 et 300 000 ne reviendrait plus (Molinero & Ysàs 2003: 87).

La République vaincue, les franquistes s'affairent à éradiquer le fondement social de ce qu'ils décrivent comme une maladie nationale (Richards 1998: 7-66)<sup>23</sup>. Celle-ci se serait manifestée avec la République et l'insubordination des classes populaires qui l'a accompagnée, mais elle aurait une origine beaucoup plus ancienne. Les premières années suivant la guerre civile donnent lieu à une véritable hécatombe dans le camp des vaincus. Les exécutions sommaires ou après procès militaire sont nombreuses<sup>24</sup>. La Seconde Guerre mondiale fournit un contexte propice à une telle violence. L'absence d'un ordre géopolitique encadré par un droit international effectif et le climat de violence à l'échelle du continent tendent à favoriser le sentiment d'impunité des militaires qui exécutent les vaincus que ceux-ci aient eu un procès ou non.

En plus de la répression des vaincus, le régime franquiste utilise la politique socioéconomique d'autarcie en prétendant guérir l'Espagne du mal qui, aux yeux de ses dirigeants, l'accable. Les idées subversives qui animaient le camp des vaincus seraient importées en Espagne de l'extérieur. Par un contrôle strict des allées et venues aux frontières, le régime vise à conserver la pureté idéologique de ce qu'il juge être l'authentique Espagne. L'autarcie doit aussi favoriser la sécurité espagnole dans l'ordre géopolitique, en réduisant la dépendance du pays vis-à-vis de ses voisins<sup>25</sup>.

---

<sup>23</sup> Ce langage médical est bien illustré par le film de propagande *Franco, ese hombre*, analysé de façon éloquente par Nancy Berthier (Berthier 1991: 204).

<sup>24</sup> Sur l'évaluation quantitative par l'historiographie de l'impact de la répression, voir Molinero & Ysàs 2003: 87-95.

<sup>25</sup> Sur la politique d'autarcie, voir Molinero & Ysàs 2003 : 55-67.

L'après-guerre espagnol est aussi marqué au niveau diplomatique par la Seconde Guerre mondiale. Les prétentions impériales de l'élite franquiste, nostalgique des colonies perdues avec les guerres d'indépendance et avec la guerre contre les États-Unis en 1898, motive Franco à entrer en guerre du côté de l'Axe. La faiblesse économique et militaire du pays l'invite au contraire à la prudence. Jusqu'en 1943, la diplomatie franquiste vise à négocier l'entrée en guerre du pays en échange de la garantie de l'obtention de territoires coloniaux<sup>26</sup>. À partir de cette date, la certitude d'une victoire de l'Axe s'effrite chez les dirigeants espagnols. Le régime s'efforce dès lors d'établir des liens avec les démocraties britannique et américaine<sup>27</sup>.

La fin de la Seconde Guerre mondiale à la faveur des Alliés plonge le régime de Franco dans l'incertitude quant à son avenir. Franco et ses plus proches collaborateurs s'affairent alors à minimiser les liens entre le régime et ceux d'Hitler et de Mussolini. Un nouveau discours de légitimation est adopté. Celui-ci définit l'Espagne comme une « démocratie organique<sup>28</sup> ». La dimension catholique est mise en évidence, alors que des *falangistas* comme Ramón Serrano Súñer, ministre des Affaires étrangères, sont mis de côté<sup>29</sup>.

Une fois la survie du régime assurée, l'enjeu le plus préoccupant pour ses dirigeants est la stagnation économique. La politique d'autarcie chère à Franco ayant donné des résultats catastrophiques dans les années quarante et cinquante, le tournant des années

---

<sup>26</sup> En fait, une division de volontaires, la División Azul, combat du côté allemand sur le front de l'Est de 1941 à 1943.

<sup>27</sup> Sur la politique étrangère espagnole durant la Seconde Guerre mondiale, voir Tusell & García 1985; Moradiellos 2005; Payne 2008b.

<sup>28</sup> Sur le discours franquiste de la « démocratie organique » et les institutions dans lesquelles celle-ci se matérialise, voir Molinero & Ysàs 2003 : 27-37.

<sup>29</sup> Les différentes dimensions de cette « traversée du désert » marquée par l'incertitude face à la continuité du régime sont explorées dans Molinero & Ysàs 2008 : 9-45.

soixante est caractérisé par un virage européen dans la politique économique espagnole. Les changements successifs de gouvernement, en 1951, 1956, 1957 et 1962, transforment l'apparence du régime<sup>30</sup>. Les catholiques et les monarchistes remplacent progressivement les *falangistas*. Les technocrates issus de l'Opus Dei qui investissent les sphères de pouvoir du régime travaillent à rationaliser, voire à libéraliser l'économie espagnole. Une telle libéralisation est évidemment exclue au niveau politique<sup>31</sup>. La collaboration avec les États-Unis sur le front de la lutte anticomuniste stabilise les relations diplomatiques entre les deux pays en plus d'aider au financement de l'appareil militaire espagnol<sup>32</sup>.

La consolidation des relations diplomatiques du régime franquiste s'accompagne d'une transformation importante de la nature de la contestation sur son territoire. Bien que la dictature n'ait jamais joui d'une véritable légitimité aux yeux des dirigeants des démocraties occidentales, la perspective d'une intervention étrangère en Espagne est écartée dès la fin des années quarante<sup>33</sup>. Cette tolérance envers Franco et la réhabilitation progressive de son pays comme partenaire économique sonne le glas des espoirs républicains d'une restauration rapide des institutions démocratiques. La

---

<sup>30</sup> Cette transformation fait l'objet de plusieurs débats. Certains chercheurs y voient une transformation de la nature du régime (Payne 1987), alors que d'autres considèrent que le changement est superficiel (Molinero & Ysàs 2003, 2008). D'un autre côté, ces développements, et particulièrement la croissance économique des années soixante, sont expliqués de façon contradictoire. Pour les uns, ils sont le résultat d'une politique réfléchie d'une partie des élites franquistes ayant progressivement supplanté les éléments fascistes du régime; pour d'autres, ils sont provoqués par des causes exogènes, notamment le développement économique européen, qui affectent l'Espagne malgré plus que grâce au régime.

<sup>31</sup> Cherchant à convaincre les Européens de cesser de bouder l'Espagne en raison de son régime politique, une importante campagne de promotion du tourisme au pays présente celui-ci avec le slogan « España es diferente ». Implicitement, cette campagne menée par Manuel Fraga justifie la dictature qui correspondrait mieux à la réalité « différente » de l'Espagne que la démocratie libérale des puissances occidentales.

<sup>32</sup> Sur les relations extérieures du régime franquiste pendant la Guerre Froide, voir Jarque 1992 et 1994; Moradiellos 2001; Trouvé 2010/11.

<sup>33</sup> Dès 1946, « les Américains, les Britanniques et les Français ont fait une déclaration de condamnation de la dictature franquiste, dans laquelle ils déclaraient explicitement, en contre-partie, qu'ils ne pensaient pas intervenir dans les affaires de l'Espagne » (Molinero & Ysàs 2003: 28).

lutte armée du maquis antifranquiste qui s'était poursuivie durant la Seconde Guerre mondiale s'épuise<sup>34</sup>. C'est dans ce contexte de déclin de la lutte armée à l'échelle nationale qu'apparaît Euskadi Ta Askatasuna (ETA) en 1959<sup>35</sup>.

Les transformations sociales des années soixante coïncident avec des mouvements culturels qui se distinguent de ceux du premier franquisme. Une opposition plus ou moins tolérée émerge dans les universités, au sein de nouvelles organisations syndicales comme Comisiones Obreras et au sein du clergé (Álvarez 2004; Sellés 2005; Valdevira 2006)<sup>36</sup>. Au tournant des années soixante-dix, il est clair pour une partie importante de la société espagnole que le régime ne doit pas survivre à la mort du dictateur.

Francisco Franco décède le 20 novembre 1975. Conformément à la *Ley de Sucesión en la Jefatura del Estado* de 1947 et à sa nomination ultérieure comme prince d'Espagne en 1969, Juan Carlos de Bourbon est proclamé roi le 22 novembre 1975<sup>37</sup>. Le nouveau monarque nomme le secrétaire général du *Movimiento* Adolfo Suárez à la tête du gouvernement. C'est sous la direction de celui-ci, élu sous la bannière de l'*Unión de Centro Democrático* en juin 1977 que se déroulent les étapes clés de la transition démocratique. Ces premières élections libres depuis 1936 sont suivies de

---

<sup>34</sup> Sur la guérilla antifranquiste, voir Serrano 2002; Aróstegui & Marco 2008.

<sup>35</sup> Ce groupe paramilitaire défendant l'indépendance basque survit longtemps à la chute de la dictature pour finalement abandonner définitivement la lutte armée en 2011.

<sup>36</sup> L'origine des transformations sociales et du développement économique de cette phase est matière à débat. Certains y voient l'œuvre de réformateurs dans le régime (Tusell 1994; Fernández-Miranda 2002), alors que d'autres considèrent que l'Espagne profite du développement économique européen malgré les politiques franquistes (Molinero & Ysàs 2003: 53-85). L'émergence de la nouvelle opposition fait l'objet d'un débat similaire. Est-elle le résultat d'une plus grande tolérance du régime (Tusell 1988: 229-234), ou force-t-elle celui-ci à relâcher son contrôle sur la population (Molinero & Ysàs 2003: 139-142)?

<sup>37</sup> Sur le rôle du roi dans la transition démocratique, voir Preston 2004.

l'approbation par référendum de la constitution espagnole le 6 décembre 1978. Suárez démissionne en janvier 1981<sup>38</sup>.

Le mois suivant la démission de Suárez, les franquistes du « bunker »<sup>39</sup> déploient la plus importante tentative de mettre un terme à l'ordre démocratique durant la transition. Le 23 février 1981, le lieutenant-colonel Antonio Tejero de Guardia Civil et un contingent de 200 hommes sont entrés au Congrès des Députés en pleine cérémonie d'investiture du nouveau chef du gouvernement, Leopoldo Calvo Sotelo. L'échec des insurgés à rassembler les appuis d'un nombre suffisant de militaires, et un message du roi diffusé à l'échelle nationale dans lequel il appelait les rebelles à rendre les armes, ont eu raison du projet de restauration de la dictature militaire (Pinilla 2007).

L'adoption en juillet 1981 des premiers *Pactos Autonómicos* amorçant la décentralisation de l'État à la faveur des communautés nationales minoritaires basques et catalanes achève la forme institutionnelle de l'Espagne démocratique. Le dernier clou dans le cercueil du projet franquiste survient finalement avec l'élection à majorité absolue des socialistes de Felipe González le 28 octobre 1982<sup>40</sup>.

Le parcours historique mouvementé de l'Espagne du XXe siècle suscite plusieurs controverses historiographiques. Celles-ci sont liées à l'explication causale de la Guerre Civile, du franquisme et de la transition démocratique; à l'attribution de responsabilités du conflit et de la dictature; et à la périodisation de la période allant de 1931 à 1982. En ce qui a trait aux causes structurelles de la Guerre Civile à l'origine

---

<sup>38</sup> Sur le mandat de Suárez, voir Preston 2005 : 68-140.

<sup>39</sup> Le « bunker » désigne « un secteur ultrafranquiste [...] partisan d'une action répressive plus sévère et opposé à quelque "ouverture" ou réforme, aussi limitée soit-elle » (Ysàs 2012: 714).

<sup>40</sup> Sur la signification de l'accession du PSOE au pouvoir en 1982, voir Quirosa-Cheyrouze 2002.

de la dictature, le débat s'est orienté vers ce que certains ont qualifié de retard du développement de l'Espagne (Saz 2001). Il s'agit dans ce cas de questionner la nature moderne ou traditionnelle du régime. En ce qui a trait à la périodisation historique du franquisme, certains soulignent la continuité du projet politique antidémocratique pendant la totalité du régime (Molinero & Ysàs 2003; Yeste 2011), alors que d'autres mettent l'accent sur la rupture de la politique économique espagnole vers la fin des années cinquante et le début des années soixante (Payne 1987; Juliá 1994; Tusell 1994; Campuzano 1997). Finalement, ces explications causales et ces périodisations distinctes s'articulent avec différentes formes d'attribution des responsabilités pour le passé non démocratique du pays. Certains attribuent à la gauche et à son attitude maximaliste la responsabilité d'avoir engendré le conflit fratricide de 1936-39 (Moa 2004; Payne 2006a). Pour d'autres, l'intransigeance des élites face à la volonté démocratique aurait motivé le coup d'État du 18 juillet (Molinero & Ysàs 2003). De même, les chercheurs qui prétendent que le changement de politique économique de la fin des années cinquante a transformé qualitativement le régime considèrent que les technocrates à l'origine de ces changements sont aussi les instigateurs de la transition démocratique (Tusell 1994; Fernández-Miranda 2002). Pour leur part, les historiens optant pour une analyse du franquisme axée sur la continuité attribuent la transition à l'opposition démocratique et aux pressions internationales (Navarro 2001; Molinero & Ysàs 2003). Il s'agit maintenant de parcourir l'évolution des travaux scientifiques sur le régime de Franco afin de voir les stratégies argumentatives adoptées en vue de défendre ces différentes positions. Nous débutons par les travaux de Juan Linz, généralement considéré comme le premier chercheur à avoir offert une analyse scientifique du régime.

## 2.2 Juan J. Linz et le « pluralisme limité » de la dictature franquiste

De nombreux ouvrages ont traité de la Guerre civile espagnole, certains dans une perspective globale, d'autres par rapport à des aspects spécifiques. Ces travaux ont commencé à paraître à peine les armes républicaines tues (Jackson 1965; Carr 1971; Brenan 1976; Thomas 1977). Peu d'écrits académiques ont porté plus spécifiquement sur le franquisme comme régime à cette époque. Juan J. Linz est un des premiers à en offrir une analyse systématique. Il publie en 1964 un article intitulé « An Authoritarian Regime : the Case of Spain » (Linz 1970). Les antifascistes avaient jusque-là classé le franquisme comme un régime fasciste (Molinero & Ysàs 2003: 37). Linz élabore pour sa part un appareil conceptuel afin de procéder à une typologie comparative par divergence entre les régimes totalitaires et les régimes autoritaires. Ses travaux des décennies subséquentes lui ont permis de clarifier la typologie des régimes politiques contemporains proposée dans cet article polémique en plus de théoriser les transitions entre les différents types de régimes. Vivement critiqué par les intellectuels de gauche pendant les années de transition démocratique en Espagne (Tusell 1988: 90; Miley 2011), Linz n'a jamais renoncé à son approche. Certains ont vu dans celle-ci un caractère apologétique et ont attribué à Linz le statut d'intellectuel du régime. D'autres pensent plutôt que la tolérance du régime envers lui confirme la distinction qu'il opère entre les régimes totalitaires fascistes et l'autoritarisme de Franco (Tusell 1988: 88)<sup>41</sup>. La question de la relation entre Juan Linz et le régime de Franco mériterait une réponse plus nuancée. Nous nous contenterons d'esquisser sa conception du régime autoritaire espagnol afin d'évaluer son influence sur les interventions théoriques d'autres chercheurs par rapport au franquisme.

Né en 1926 à Bonn d'un père allemand et d'une mère espagnole, Juan José Linz poursuit ses études universitaires en Espagne et aux États-Unis où il travaille

---

<sup>41</sup> Pour un survol des arguments sur le statut de Linz par rapport à l'État franquiste, voir Miley 2011.

notamment avec Seymour Martin Lipset<sup>42</sup>. Ses travaux en sociologie politique sur la nature des régimes constituent le fondement de sa pensée. C'est à cette partie de son œuvre que nous nous intéressons ici. Il est par ailleurs spécialiste des questions de démocratisation. Ses interventions dans ce champ sont moins pertinentes pour la problématique abordée ici. Il importe toutefois de situer les catégories de régimes politiques de Linz au sein de la dynamique de démocratisation.

Linz définit les régimes autoritaires comme:

des systèmes politiques au pluralisme limité, politiquement non responsables, sans idéologie élaborée et directrice mais pourvus de mentalités spécifiques, sans mobilisation politique extensive ou intensive – excepté à certaines étapes de leur développement – et dans lesquels un *leader* ou, occasionnellement, un petit groupe exerce le pouvoir à l'intérieur de limites formellement mal définies mais, en fait, plutôt prévisibles (Linz 2006: 157).

Cette définition s'inscrit dans une typologie où figurent aussi les « démocraties pluralistes » et les « systèmes totalitaires » (Linz 2002). Ces types idéaux se différencient qualitativement. Ils ne sont pas inscrits dans un continuum et séparés simplement par des différences de degré (Miley 2011: 42). Linz considère les régimes autoritaires plus propices à la démocratisation en raison du pluralisme limité qui les caractérise.

La distinction opérée par Linz entre les régimes autoritaires et totalitaires est au fondement du renouveau de l'étude du fascisme dans les années soixante et culminant avec le « nouveau consensus » (Griffin *et al.* 1998). Elle s'articule à la révolution anthropologique théorisée par George Mosse. Celle-ci, ayant pour objectif la création

---

<sup>42</sup> Sur le parcours académique de Linz, voir Miley 2011: 28-29; Hermet 2006: 83-86.

d'un « homme nouveau », implique l'appropriation totale du politique par le projet fasciste, et la politisation de l'ensemble des sphères de la vie (Mosse 1998)<sup>43</sup>. Le pluralisme, même limité, est incompatible avec le projet totalitaire des fascistes qui réclame une implication totale de l'individu et ne laisse donc pas de place au compromis. En Espagne, l'équilibre des forces politiques formant la coalition nationaliste impliquait une certaine autonomie de chacune d'entre elles (ex.: l'Église). Pour les fascistes, la limitation du pouvoir de l'État qu'impliquent l'autonomie organisationnelle et l'existence d'une sphère privée témoignait de sa faiblesse. Le repli de l'individu vers l'apathie, que Linz place au centre de sa définition des régimes autoritaires, est incompatible avec la mobilisation totale qu'exige le projet totalitaire du fascisme.

L'idée de Linz selon laquelle le régime franquiste se serait appuyé sur des mentalités plutôt que sur une idéologie définie est reprise par des historiens comme Stanley Payne (1987) et Javier Tusell (1988). Cette distinction entre mentalité et idéologie est au cœur de leur stratégie de comparaison par divergence. Puisque ces historiens considèrent que le fascisme est une idéologie, son absence au sein de certaines dictatures de droite permet de distinguer les régimes qui relèvent d'une étude du fascisme de ceux qui n'en font pas partie. Stanley Payne reprend l'idée de Linz en soutenant que le pouvoir sans précédent détenu par Franco à la fin de la guerre civile lui donnait :

a remarkable opportunity to forge a new national consensus, but to him it meant the opportunity to impose absolute political control and a series of unilateral policies developed on an individual and ad hoc basis rather than according to any fully conceived grand design or plan (Payne 1987: 231).

---

<sup>43</sup> Sur Mosse, voir Traverso 2011: 91-125.

Cette conception des régimes autoritaires dont la légitimation repose sur des mentalités plutôt que sur une idéologie a aussi mérité à Linz son lot de critiques. Le sociologue Amando de Miguel, pourtant peu susceptible d'être associé au paradigme antifasciste<sup>44</sup>, conteste la réduction par le sociologue de Yale de la pensée politique des franquistes à un plus petit dénominateur commun des idées des différentes « familles » politiques du régime (de Miguel 1975; Oltra & de Miguel 1978; Miley 2011: 33-34). Sa *Sociología del franquismo* vise au contraire à démontrer la cohérence et la complexité de la pensée politique des dirigeants du régime (de Miguel 1975).

Ce n'est pas le seul précepte théorique de Linz à avoir suscité une opposition. Plusieurs autres critiques ont été adressées à son modèle. Certains ont soutenu avec raison que celui-ci fait abstraction des classes sociales, en particulier en ce qui a trait au pluralisme limité (Sevilla-Gúzman *et al.* 1978)<sup>45</sup>. On lui reproche notamment d'évacuer la question du rejet pur et simple de l'expression des forces politiques représentant la classe ouvrière en invoquant un pluralisme qui ne vaut que pour des catégories assez précises de la population: les forces politiques qui ont appuyé le coup d'État de 1936 (Martínez 1978: 32).

Certains ont souligné que les notions de démobilisation et d'apathie tendent à occulter la violente répression à l'origine de la faiblesse de l'opposition au régime (Martínez 1978; Miley 2011: 35). Évidemment, Linz n'ignore pas davantage qu'il ne nie l'existence d'une violente répression en Espagne franquiste (Miley 2011: 35-36). Il ne théorise pourtant pas celle-ci comme une caractéristique fondamentale du régime.

---

<sup>44</sup> Le débat sur la *Sociología del franquismo* d'Amando de Miguel donne lieu à des suspicions de complicité avec le régime alors que certains l'accusent de faire carrément du « franquisme en sociologie » (Sotelo 1977). Si une telle accusation semble démesurée, il est bon de souligner que de Miguel a été un collaborateur régulier de la presse conservatrice espagnole.

<sup>45</sup> Voir Tusell 1988 : 91.

Et il ne cherche pas davantage à expliquer le choix par le régime des populations qui font l'objet de cette répression. L'approche de Linz ne peut rendre compte des raisons pour lesquelles certains acteurs peuvent participer au pluralisme limité alors que d'autres sont simplement tolérés et que certains sont emprisonnés, réduits au travail forcé ou assassinés<sup>46</sup>.

Une autre critique met en cause la portée heuristique de la théorie de Linz. Elle met en relief le caractère statique découlant de l'abstraction des forces sociales, qui est le corollaire de l'approche étroitement institutionnaliste de Linz. Sans une prise en compte des facteurs sociaux et économiques, seuls les arrangements institutionnels permettent de décrire, mais non d'expliquer, l'origine des régimes, les transformations en leur sein, et les transitions entre régimes dans l'histoire. Même certains défenseurs de Linz comme Javier Tusell admettent « qu'une telle définition, peut-être parce qu'élaborée par un sociologue, est statique et se réfère fondamentalement au moment où elle fut énoncée et non à d'autres, antérieurs ou ultérieurs » (Tusell 1988: 88).

Contrairement à ce qu'affirme Javier Tusell, les problèmes que comporte l'adaptation de la théorie des régimes autoritaires de Linz aux dynamiques historiques ne relèvent pas d'un défaut caractéristique et inévitable de la discipline sociologique<sup>47</sup>. En fait, le modèle comporte des insuffisances du point de vue des sciences sociales: son analyse étroitement institutionnelle n'explique pas les fondements sociaux des régimes autoritaires. Il nous semble plutôt que ce soit l'absence de problématisation des forces sociales qui limite la capacité du modèle de Linz d'expliquer le changement social.

---

<sup>46</sup> La littérature sur la répression franquiste est abondante; voir notamment Lafuente 2002; Casanova 2004.

<sup>47</sup> Des alternatives aux conceptions rigides de la division disciplinaire existaient déjà au début de la carrière de Linz. C. Wright Mills invitait notamment ses collègues à inclure la dimension historique de la vie sociale et à faire preuve d'« imagination sociologique » (Mills 1959).

L'approche de Linz sur les régimes autoritaires est essentiellement descriptive. Prudent, Linz laisse entrevoir la possibilité que le pluralisme limité des régimes autoritaires puisse favoriser leur transition vers une démocratie pluraliste, tout en soumettant cette hypothèse au débat (Miley 2011: 43).

Bien que l'héritage intellectuel de Linz soit l'objet de controverses, il a marqué profondément les débats sociohistoriques espagnols et internationaux. Les diverses critiques dont ses contributions sont l'objet témoignent de la centralité de sa théorie aux débats sur la nature du franquisme. Les notions de pluralisme limité, d'apathie et de démobilisation sont encore aujourd'hui utilisées comme point d'entrée vers l'étude empirique du régime. Stanley Payne est un des historiens ayant le plus contribué à l'étude de l'histoire du franquisme. Nous tenterons de situer sa contribution à la compréhension du phénomène. Celle-ci s'inscrit dans la continuité des travaux de Juan Linz.

### 2.3 Stanley G. Payne et la subordination des fascistes au régime franquiste

Historien américain, Stanley G. Payne est un des hispanistes les plus réputés. Son œuvre s'étale sur plus de cinq décennies, des années soixante à nos jours, et il est toujours très actif dans les débats historiques et politiques. Son œuvre comprend essentiellement deux types de travaux académiques, en plus de ses interventions politiques. Il gagne d'abord sa notoriété grâce à des écrits portant spécifiquement sur l'Espagne du XXe siècle et en particulier sur le fascisme espagnol, le régime de Franco, et la relation complexe entre les deux (Payne 1961, 1964, 1978). Puis, il entreprend des recherches théoriques et empiriques sur l'histoire comparée des fascismes européens (Payne 1980, 1995). Il publie aussi certains ouvrages d'histoire

générale espagnole, mais ses principaux travaux concernent encore l'Espagne contemporaine (Payne 2004, 2006a, 2010).

Payne est un des principaux adhérents du « nouveau consensus » décrit par Roger Griffin, et il se réclame comme lui de la neutralité axiologique. Payne ne cache toutefois pas ses positions politiques conservatrices. Son soutien à l'ancien président espagnol José María Aznar (Payne 2008a) et à l'historien révisionniste Pío Moa (Payne 2005b) témoigne d'un penchant idéologique que l'historien texan ne soumet pas à une démarche réflexive dans ses écrits historiques. Ses thèses offrent une critique morale de la gauche qui leur confère d'importantes affinités avec la lutte anticommuniste menée par les conservateurs américains pendant la Guerre Froide et avec le virage néoconservateur de la droite espagnole depuis les années quatre-vingt-dix.

Dès son premier ouvrage en 1961 (Payne 1961), Payne entreprend de démontrer une thèse qui serait au cœur de son œuvre pour les décennies suivantes, c'est-à-dire que l'Espagne de Franco se distingue qualitativement des régimes fascistes italien et allemand. Sa stratégie argumentative consiste à faire l'histoire du plus important groupe authentiquement fasciste en Espagne, *Falange Española*, afin de montrer que son ascension comme parti unique de la dictature s'est faite au coût de son autonomie. Payne stipule d'entrée de jeu son intention: « to describe as accurately as possible just how he [Francisco Franco] has used a fascist party, and how it in turn has lived off his regime » (Payne 1961: vii). Le parti unique de la dictature « had only one vital political function – to serve as checkmate to the royalists » (Payne 1961: 246). La subordination des fascistes espagnols au pouvoir militaire aurait ainsi miné la capacité de l'organisation de fasciser l'État et la société. Tout au plus, le régime aurait été « semi-fasciste » durant ses toutes premières années (Payne 1987: 231-265; Mateos 2004: 205-206).

Ses thèses en histoire comparée des fascismes européens lui permettent de clarifier la distinction entre le fascisme et le franquisme (Payne 1980 et 1995). D'abord, le fascisme est révolutionnaire. Au contraire, le coup d'État des généraux espagnols vise à prévenir une révolution communiste imminente. Dans *The Collapse of the Spanish Republic*, il soutient que la guerre civile a éclaté puisque « few sectors of Spanish politics were unreservedly loyal to the Republic as a democratic procedure; these existed only in the ever-narrowing center of the spectrum » (2006a: 346). Dans le même ouvrage, et dans plusieurs de ses travaux historiques, il met en doute le bien-fondé de la lecture des militaires rebelles. Une révolution réussie lui semble peu probable (2006a: 352); mais la polarisation que des insurrections comme celle d'octobre 1934 engendrent fait fondre chaque jour davantage les appuis à la République démocratique. En somme, la République espagnole a beau ne pas être sur le point de connaître une révolution communiste ou anarchiste; l'intention des militaires insurgés est, pour Payne, contre-révolutionnaire.

Contrairement à Linz, Payne n'inclut pas la notion de totalitarisme dans les caractéristiques définissant le fascisme. À ses yeux, « The structural totalitarianism could only describe something like the Soviet state » et « possibly the final phase of Nazi Germany » (Payne 1987: 626-627). Cette distinction entre le totalitarisme soviétique et le fascisme repose notamment sur le contrôle de l'économie. Mis à part dans la phase finale de la Seconde Guerre mondiale pour le régime d'Hitler, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste n'ont pas tenté de contrôler l'ensemble de l'économie. Du côté de l'Espagne franquiste, la différence serait plus marquée, et le régime de Franco serait « obviously authoritarian, not totalitarian, [...] for it did not attempt to control the entire economy and all social, cultural, and religious institutions » (Payne 1987: 626). Payne nous épargne les détails en ce qui a trait à la relation différente entre les régimes fascistes allemand et italien d'un côté, et le

régime autoritaire espagnol avec le totalitarisme. Était-ce la prétention fasciste à l'État totalitaire qui les différencie? La réponse à cette question n'est pas claire. Ce qui l'est cependant, c'est que Payne place l'Espagne franquiste clairement dans le camp des régimes autoritaires, en opposition au totalitarisme et au fascisme.

Bien que le régime de Franco

never was nor was intended to be structurally totalitarian, it at first absorbed a good deal of fascistic doctrine through the incorporation of the Falange and the latter's program (Payne 1987: 627).

Le support de la Falange faisait du régime franquiste, à certains égards, un État semi-fasciste :

From 1937 to 1945 the Franco regime was doctrinally at least a semifascist state, the categorical fascism of the FET as state party being mitigated above all by the confessional nature of the regime (Payne 1987: 627-628).

Certains éléments fascistes ont donc été intégrés au régime dans les premières années. Des traces de cette première étape ont perduré plus de trente ans après l'accession de Franco au pouvoir dans le camp nationaliste au cours de la guerre civile. Pour Payne,

The defascistization of the Franco regime began as early as 1942 and proceeded in several stages. The first was that of the 1940s, more precisely from 1942 to 1947, when the FET was deemphasized, the system of monarchy established, and gestures made toward representation and civil rights through the introduction of a corporate and controlled Cortes and the Fuero de los Españoles. The second phase was that of 1956-58, when any form of Falangist restoration or major new institutionalization was ruled out, the regime moved from nationalist autarchy in economic policy to an internationalist semiliberalism,

technocratic bureaucracy became the order of the day, and the fascistic program of the FET was thrown out in favor of the bland Principles of the Movement. The final phase began with the reforms of the 1967-68 which redefined the Movement as a vague national "communion", after which it was deprived of most of the remaining vestiges of its continuity and ultimately faced with total political reorganization if it intended to survive (Payne 1987: 629).

Payne n'a offert aucune théorisation systématique du régime de Franco, bien qu'il en ait fait l'histoire (Payne 1987). Sa contribution théorique à l'étude du franquisme constitue pour l'essentiel une comparaison par divergence entre l'idéal-type du fascisme et le régime de Franco. Des travaux de Payne, les historiens de l'Espagne héritent d'une conception du fascisme hiérarchisant l'authenticité des mouvements et des régimes. Selon cette conception, les régimes fascistes ne sont jamais aussi fascistes que les mouvements sur lesquels ils s'appuient. La distinction qu'opère Payne entre les mouvements fascistes qui se constituent en milices et tentent de susciter la mobilisation des masses et le pouvoir militaire par définition plus conservateur et hostile à la politisation des classes populaires a durablement marqué les travaux académiques sur l'Espagne franquiste<sup>48</sup>. L'Espagne de Franco a intégré plusieurs fascistes, mais est restée entre les mains d'un général militaire. Pour Payne, elle n'a donc jamais été authentiquement fasciste.

#### 2.4 Le débat sur la nature du franquisme et la modernité

L'article original de Juan Linz sur le régime autoritaire de Franco est publié en Espagne l'année précédant la mort du dictateur. Pour certains, la publication tardive du texte de Linz démontre que ce n'est qu'une fois agonisant que le régime a toléré

---

<sup>48</sup> Les travaux d'Ismael Saz Campos dont nous traiterons plus loin sont un bon exemple de la marque laissée par Payne à cet égard (Saz 2004b).

une telle entreprise académique à son sujet de la part d'un chercheur indépendant. Cela confirmerait l'autonomie de l'auteur par rapport au régime (Tusell 1988: 88). Peu importe le bien-fondé de cette hypothèse, un authentique débat autour de l'article aurait été impensable sans un certain relâchement de la censure.

Nous avons déjà présenté les grandes lignes des critiques adressées à la théorie de Linz. Il est ici question d'explicitier les liens entre ces critiques et les alternatives théoriques proposées par les intellectuels espagnols lors du débat sur la nature du franquisme au cours de la transition démocratique<sup>49</sup>. Certaines de ces alternatives empruntent une partie de l'appareil théorique de Linz tout en nuancant certains préceptes (de Miguel 1975, 1977; Sevilla-Gúzman *et al.* 1978). Le débat porte en particulier sur le caractère moderne ou non du régime franquiste. Linz considère que la dictature espagnole est un régime autoritaire traditionnel, contrairement aux fascismes résolument modernes. Certains font le pari qu'une démonstration de la contribution du régime à la modernisation de l'Espagne permettrait de nuancer la distinction qualitative entre fascisme et franquisme.

En s'appuyant sur la notion de pluralisme limité développée par Linz, Amando de Miguel propose d'explorer la nature des « familles » politiques constituante du régime franquiste<sup>50</sup>. Cette investigation approfondie du contenu du pluralisme franquiste repose sur un examen des orientations idéologiques des ministres de Franco (de Miguel 1975). Cette approche a valu à l'auteur de sévères critiques. Toutes convergent sur la prétention démesurée qu'invoque le titre de *Sociología del franquismo* et que les recherches présentées dans l'ouvrage n'honorent que bien mal

---

<sup>49</sup> Le débat en question s'est déroulé dans les pages de la revue sociologique catalane *Papers* ainsi que dans plusieurs ouvrages publiés au cours de la transition démocratique. Il n'existe pas de synthèse exhaustive des contributions à ce débat. Pour un compte-rendu de ces débats, voir Tusell 1988: 86-106; Molinero & Ysàs 2003: 37-52.

<sup>50</sup> Sur Amando de Miguel, voir Tusell 1988 : 97-99

(Giner 1977: 151; Hernández 1977: 157; Tusell 1988: 97). De Miguel reconnaît par ailleurs la validité de cette critique. Pour certains, tel Ignacio Sotelo, l'investigation du franquisme « de l'intérieur » menée par un sociologue formé et ayant travaillé dans les limites tolérées par le régime revenait à pratiquer une sorte de « franquisme en sociologie » (Sotelo 1977).

Certains chercheurs ont proposé des interprétations du franquisme à partir d'études comparatives en incluant notamment certaines dictatures latino-américaines (Martínez 1978; Sevilla-Gúzman *et al.* 1978). Ces recherches ont donné peu de résultats à long terme. L'adaptation à une série de cas aussi différents demandait une malléabilité aux concepts, qui ne fut obtenue qu'avec la création d'une multitude de sous-catégories. Par exemple, les « despotismes modernes » de Sevilla-Gúzman, Pérez & Giner se divisent entre les « despotismes réactionnaires » dont le franquisme serait un exemple, les « despotismes sociaux-nationalistes » et les « despotismes de caractère autocratique » (Sevilla-Gúzman *et al.* 1978: 108-109; Tusell 1988: 93-94; Molinero & Ysàs 2003: 39-41)<sup>51</sup>. Chaque régime serait la forme paradigmatique d'une sous-catégorie incluse dans un ensemble plus large au sein duquel il partage bien peu avec les autres cas. Outre une classification complexe des dictatures, les apports de ces efforts théoriques semblent limités<sup>52</sup>.

Une autre stratégie argumentative consiste à catégoriser le franquisme comme une forme de fascisme et à expliquer les différences entre le régime espagnol et les cas classiques de fascisme par le retard développemental. Par exemple, Ignacio Sotelo explique la faiblesse du parti fasciste en Espagne par le concept de « fascisme de

---

<sup>51</sup> En italiques dans l'original.

<sup>52</sup> Bien qu'il ne croit pas que le franquisme constitue une forme de fascisme, Stanley Payne critique les approches qui privilégient la comparaison entre le franquisme et les dictatures d'Amérique latine en insistant sur la valeur heuristique des comparaisons par dissemblance entre la dictature espagnole et les régimes fascistes (Payne 1977).

sous-développement » (Sotelo 1977; Tusell 1988: 92). La fonction sociale remplie par le régime fasciste espagnol serait à cet égard la même que les nazis et les fascistes italiens auraient accomplie dans leurs États respectifs. Le niveau de développement de l'Espagne des années trente n'aurait par contre pas permis une mobilisation importante en faveur du projet fasciste<sup>53</sup>. Ismael Saz Campos a soulevé certaines limites des approches basées sur l'idée du retard de l'Espagne (Saz 2001). Il considère notamment que le franquisme est le résultat de la politique de masse et qu'il est « une synthèse particulière des deux grands courants du nationalisme anti-libéral européen du XXe siècle : le nationalisme réactionnaire, idéologiquement prééminent, et le fascisme » (Saz 2001: 143)<sup>54</sup>.

Les débats théoriques sur le franquisme pendant la transition démocratique ont eu deux principales limites. D'abord, en raison de la rareté des recherches monographiques, ils ont été informés par une connaissance empirique limitée dans une large mesure à l'expérience personnelle que les chercheurs avaient eue de la dictature. Puis les débats sont restés prisonniers d'une dichotomie modernité-tradition dont la portée explicative est discutable. En concédant à la révision de l'étude du fascisme l'idée que celui-ci est moderne, les intellectuels espagnols ont balisé le débat sur la nature du franquisme en en faisant une histoire linéaire où le rôle des relations sociales de classes est subordonné au processus de développement de la modernité. L'articulation causale des diverses composantes qui constituent cette dernière est pourtant fort problématique. À partir des années quatre-vingt, le débat théorique sur la nature du franquisme a été relégué au second plan par la multiplication des travaux empiriques sur l'histoire du régime<sup>55</sup>.

---

<sup>53</sup> Voir Saz 2001: 148.

<sup>54</sup> Traduction libre.

<sup>55</sup> Sur les nombreuses avenues empruntées par l'historiographie espagnole, voir Sánchez 2005; Aróstegui 1992.

## 2.5 Le franquisme dans l'historiographie espagnole contemporaine

Après l'effervescence du débat sur la nature du franquisme pendant la transition démocratique, les contributions à cette réflexion se sont raréfiées à la suite du coup d'État d'Antonio Tejero. La menace à la nouvelle démocratie qui se dissipe après le 23 février 1981 tourne la page sur le franquisme. Les historiens s'approprient la dictature comme objet d'étude alors que les sociologues s'en désintéressent quelque peu. Ce passage du flambeau des sociologues vers les historiens amène un changement important dans le traitement académique du régime de Franco. Alors que pendant la transition, les recherches théoriques s'appuyaient sur un contenu empirique largement hérité de l'expérience vécue de la dictature par les chercheurs, l'historisation passe davantage par la recherche empirique et l'examen des archives. La plus grande prudence quant aux conclusions théoriques à tirer de l'étude du franquisme s'accompagne dans une certaine mesure de la conviction néopositiviste que l'examen extensif et intensif des faits engendrera leur organisation théorique de lui-même. Les monographies se sont donc multipliées depuis les années quatre-vingt alors que les synthèses théoriques traitant du régime sont rares (Tusell 1988; Molinero & Ysàs 2003 & 2008).

Trois tendances théoriques principales dominent les études contemporaines du franquisme. Une première, dont Javier Tusell est un des principaux représentants, emprunte les préceptes de Linz et de Payne et aborde le franquisme à partir d'une catégorie distincte de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, tout en acceptant les apports de la comparaison avec ces régimes (Tusell 1988; González Cuevas 2008)<sup>56</sup>. Un deuxième courant soutient que la dictature était fasciste. Un de ses arguments

---

<sup>56</sup> Pour Javier Tusell, c'est la Guerre Civile et non une essence fasciste qui donne au franquisme sa matrice meurtrière, bien que le régime ait eu une certaine proximité idéologique et surtout stratégique avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste (Tusell 1988: 354-361; Molinero & Ysàs 2003: 43-45).

principaux consiste à identifier la véritable nature du régime dans ses premières années d'existence. Pour cette approche, à laquelle souscrivent des figures comme Josep Fontana et Julián Casanova, la défaite de l'Axe dans la Seconde Guerre mondiale et l'hégémonie américaine qui en résulte obligent Franco à « déguiser » son régime afin de se dissocier de ses anciens alliés. Cette épuration exogène d'éléments fascistes de la dictature justifierait la recherche d'une essence originelle dans les années de violente répression suivant la victoire nationaliste de la guerre civile (Fontana 2000; Molinero & Ysàs 2003; Casanova 2004; Moradiellos 2009).

La troisième posture est rejetée par l'ensemble des historiens académiques (à l'exception de Stanley Payne), mais a suscité des réactions de plusieurs d'entre eux en raison de son succès commercial. Il s'agit du courant révisionniste, qui reprend les thèses du régime lui-même quant à ses origines et sa nature. Les tenants de cette approche sont des figures médiatiques défilant sur les plateaux de télévision, les émissions de radio et les journaux grand public. Ils n'œuvrent pas dans les institutions académiques, et ne publient pas dans les périodiques procédant par évaluation par les pairs. Pío Moa est le plus connu de ce groupe restreint mais prolifique (Moa 2003a, 2004; Vidal & Jiménez 2010, 2012). Leur méthode consiste essentiellement à diaboliser l'histoire de la Deuxième République et en particulier les agissements de la gauche de l'époque afin de démontrer que le coup d'État du 18 juillet 1936 n'a pas mis fin à une période démocratique. La Seconde République espagnole aurait été le théâtre d'une révolution communiste avec la complicité des républicains de gauche et des libéraux. Cette usurpation totalitaire des institutions de la République aurait obligé les militaires à intervenir pour préserver la société contre un ordre constitutionnel qui n'était pas démocratique (Moa 2003, 2004)<sup>57</sup>. Les révisionnistes n'apportent aucune contribution théorique ou méthodologique; il n'est donc pas pertinent de développer davantage sur le sujet ici.

---

<sup>57</sup> Voir aussi Tusell 2004; Payne 2005b; Reig 2006 & 2008; Moradiellos 2007.

En marge de ces trois approches, l'historien Ismael Saz propose une conception plus nuancée de la dictature. Professeur d'histoire contemporaine à l'Universitat de València, Ismael Saz Campos travaille depuis le début des années quatre-vingt sur les relations entre l'Italie fasciste, le régime franquiste et *Falange Española*. Il tire de ces études une conception particulière de l'Espagne de Franco axée sur le concept de fascisation (*fascistización*, en espagnol; Saz 2004b: 84-90, 151-170; Molinero & Ysàs 2003: 46-47)<sup>58</sup>.

Nicos Poulantzas avait déjà utilisé la notion de fascisation (Saz 2004b: 85; Poulantzas 1974). Ismael Saz préfère pourtant se baser sur Benito Mussolini lui-même pour arriver à sa définition du concept. Pour Saz, la fascisation est

ce processus qui conduit certains secteurs de la droite classique [...] face au défi de la démocratie [...] à adopter une série d'éléments dont la nouveauté et la fonctionnalité sont clairement imputables au fascisme, au point que le résultat ne sera ni le fascisme au sens strict ni une droite identique à ce qu'elle était avant sa confrontation – dialectique, dirions-nous – avec le fascisme en tant que tel (Saz 2004b: 86)<sup>59</sup>.

Alors que plusieurs chercheurs proposent des comparaisons entre le franquisme et les dictatures latino-américaines en raison d'un prétendu caractère développementaliste, Saz soutient qu'une étude historique du régime doit prendre pour cadre de comparaison le vieux continent. L'historien de Valence justifie cette posture en ce que

toute approche du franquisme devra partir de sa confrontation avec des expériences politiques similaires, inscrites dans le même processus général – celui de l'Europe de l'entre-deux-guerres – et de l'étude de la

---

<sup>58</sup> Plusieurs historiens espagnols ont, à la suite d'Ismael Saz, adopté le concept de fascisation. Voir notamment González Calleja 2008; Rodrigo 2011.

<sup>59</sup> Traduction libre.

dynamique spécifique – étudiée dans une perspective comparative – de la société espagnole de l'époque (Saz 2004b: 87)<sup>60</sup>.

Bien qu'il plaide pour une comparaison du franquisme avec le fascisme, Saz ne prône pas l'assimilation du premier au second : « c'est avec le fascisme, précisément, que la dictature franquiste *doit se mesurer*, bien que pas nécessairement être identifiée (Saz 2004b: 87-88 »<sup>61</sup>.

À ceux qui plaident pour la qualification du franquisme comme fascisme, Saz sert des arguments en parfaite symbiose avec le « nouveau consensus » et en particulier avec les travaux de Payne et de Linz sur l'Espagne. Le rôle d'un mouvement « révolutionnaire » fasciste, sa subordination au pouvoir militaire et la faiblesse de la mobilisation visant à légitimer le pouvoir politique sont montrés du doigt. Dans l'Espagne de Franco,

la distribution du rapport de force au sein de l'alliance contre-révolutionnaire ne fut jamais favorable au secteur fasciste; sa politique répressive et d'annihilation de l'opposition ouvrière et démocratique ne fut que partiellement accompagnée d'un effort de remobilisation ou d'articulation d'un consensus actif; il y eut une part de politique de place publique mais beaucoup plus de prison, d'église et de caserne; le parti unique fut réellement un parti unifié par en haut et de l'extérieur; le *caudillo* n'était pas l'expression, la création ou la concrétisation, de quelque forme supposée de volonté populaire, mais plutôt de la volonté divine – *par la grâce de Dieu* – et militaire; l'idéologie officielle pouvait être ou ne pas être une idéologie mais elle n'était évidemment pas une idéologie fasciste; et l'État franquiste était moins interventionniste et plus *respectueux* de la société civile que l'État fasciste, mais il était aussi mieux structuré, c'est-à-dire qu'il n'incluait pas les connotations anarchiques et darwinistes, propres, à un degré plus ou moins important, aux régimes fascistes; personne ne crut jamais au Syndicalisme Vertical,

---

<sup>60</sup> Traduction libre.

<sup>61</sup> En italique dans l'original; traduction libre.

et l'autarcie, plus qu'obéir à la logique interne des régimes fascistes, jusqu'à aller contre les intérêts des secteurs fondamentaux du *grand capital*, était parfaitement en phase avec les tendances autarciques, défensives, d'un capitalisme qui cherchait davantage la protection face à l'étranger que l'expansion vers l'extérieur (Saz 2004b: 88-89)<sup>62</sup>.

Cette incapacité des fascistes à dominer l'appareil institutionnel espagnol est révélatrice de leur faiblesse sociale. Les fascistes espagnols ont été incapables d'obtenir l'appui « de ces secteurs fondamentaux des classes moyennes susceptibles d'être attirés par le fascisme, les plus modernes et radicaux, [parce qu'] ils étaient politiquement occupés par les républicains – comme en France – ou par les nationalismes basque et catalan » (Saz 2001: 165)<sup>63</sup>.

Ces différences notables ne devraient pourtant pas réduire la comparaison entre l'Espagne franquiste et le fascisme à l'objectif de contraster des réalités distinctes. Saz voit aussi dans les processus historiques espagnol, italien et allemand des similitudes qu'il ne faudrait pas sous-estimer en les attribuant à une image de façade. Le concept de fascisation doit permettre d'expliquer la proximité du fascisme et du franquisme à plusieurs niveaux. Ces dimensions communes incluent le fait que

la dictature franquiste se basait sur la même alliance antidémocratique et contre-révolutionnaire que les régimes italien et allemand, elle était aussi répressive – et dans un certain sens, même plus – que ceux-là; elle se structurait sur la base d'un parti unique et sur le *caudillaje*<sup>64</sup>; elle avait la même conception centralisée et uniformisante de l'État; elle copia en grande partie les institutions essentielles du régime fasciste italien; elle adopta quelque chose qui s'apparente à une idéologie officielle; elle instaura des structures prétendument supra-classistes ou corporatives et se

---

<sup>62</sup> En italique dans l'original; traduction libre.

<sup>63</sup> Traduction libre.

<sup>64</sup> Le *caudillaje* est le principe définissant l'autorité à toute fin pratique illimité de Franco; c'est une notion qui s'apparente à celle de *führerprinzip* en allemand.

réfugia dans l'autarcie économique; elle annonça, comme les dictatures fascistes, son intention de *durer* (Saz 2004b: 88)<sup>65</sup>.

Le concept de fascisation vient résoudre l'impasse de la similarité trop importante pour être négligée et de la différence trop profonde empêchant l'assimilation à un même concept. Il introduit la dynamique processuelle à la conceptualisation rigide et dichotomique des mouvements fascistes et des élites conservatrices. Le processus de fascisation du régime s'appuie sur la fascisation d'une partie de ces élites. Parmi ces secteurs fascisés figuraient « ceux qui finiraient par s'imposer, le général Franco en tête ». Ces forces politiques dominantes dans le régime « avaient développé toute une pensée, une idéologie ou une mentalité, qui ne se laisse pas réduire à la simple dichotomie fascisme-conservatisme » (Saz 2004b: 89)<sup>66</sup>.

Cette fascisation d'une partie de la droite espagnole durant les années trente est pour Ismael Saz le résultat d'une volonté explicite de la part de Mussolini de placer l'Italie sous sa gouverne au sommet d'un ordre international fascisé. La mise en place de cet ordre fut évidemment un échec, mais la conversion de certaines forces sociales dans différents pays à cette idée eut des résultats plus mitigés. Saz pense que, dans le cas de l'Espagne, le fascisme italien a été « capable de s'imposer par soi-même [...] ou de conditionner de façon décisive l'évolution de certaines forces politiques [...] qui, sans être spécifiquement fascistes, répondraient, au moins pour ce qui est de certaines formes extérieures et institutionnelles, à l'influence du fascisme » (Saz 2004b: 85). L'objectif idéaliste de Mussolini consisterait à croire que « à partir du contenant – les prêts – il était possible d'arriver au contenu – le fascisme » (Saz 2004b: 85)<sup>67</sup>.

---

<sup>65</sup> En italique dans l'original; traduction libre.

<sup>66</sup> Traduction libre.

<sup>67</sup> Traduction libre.

La défascisation du régime commence pour Ismael Saz avec la subordination des éléments phalangistes aux éléments catholiques de la coalition franquiste, alors qu'« Entre mai 1941 et août 1942, les phalangistes radicaux et même Serrano Suñer ont perdu le contrôle des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, de la presse et la propagande, des syndicats et du parti lui-même » (Saz 2001: 172). Le parti unique lui-même participe en fin de compte de cette épuration des éléments fascistes et fascisés du régime, en entrant « dans une ligne de défascisation, à la fois réelle et rétrospective, qui au prétexte d'éviter les influences *étrangérisantes*, c'est-à-dire, fascistes, accentua ses traits catholiques et traditionalistes. C'était la fin de la Falange fasciste » (Saz 2001: 172)<sup>68</sup>. La suite du processus de défascisation du régime franquiste est plus obscur dans les travaux d'Ismael Saz. L'unique parti fasciste espagnol de l'époque aurait dès les années quarante cessé d'être fasciste; le régime aurait de son côté porté la marque de la fascisation pour de nombreuses années encore, et dans le cas du dictateur, jusqu'à son ultime discours (Saz 2001: 174).

Le concept de fascisation utilisé par Ismael Saz a un certain potentiel heuristique pour l'étude du franquisme, dans la mesure où il permet de saisir les régimes fascistes comme des processus dynamiques. La conception restrictive du fascisme héritée du courant culturaliste s'appuie toutefois sur une hiérarchie de l'authenticité du phénomène qui met l'accent sur les mouvements en tant que porteurs sociaux au détriment des institutions. Elle tend aussi à exagérer les différences entre les secteurs fascistes et conservateurs de la société espagnole (Molinero & Ysàs 2003: 46-47).

---

<sup>68</sup> Traduction libre.

## 2.6 Le franquisme: « un passé qui ne passe pas »<sup>69</sup>

Dans un article publié en 2008, l'historien Pedro Carlos González Cuevas déplore l'absence d'un révisionnisme authentiquement scientifique dans l'historiographie contemporaine espagnole. Les historiens de son pays devraient selon lui s'inspirer de grandes figures comme Renzo de Felice, George Mosse, François Furet et Ernst Nolte, dont les travaux seraient exemplaires au niveau de la distanciation et de la neutralité. Une révision historique serait nécessaire afin de se défaire de l'héritage marxiste-léniniste qui domine à ses yeux l'historiographie du franquisme (González Cuevas 2008). Un survol des travaux spécialisés sur l'Espagne de Franco laisse voir un portrait plus nuancé. L'influence des auteurs évoqués par González Cuevas dans la péninsule ibérique est moins marginale qu'il ne le laisse croire. Juan Linz, Stanley Payne, Javier Tusell, et même des historiens plus sympathiques à la tradition républicaine espagnole comme Ismael Saz Campos tendent à adopter les grandes lignes de la révision souhaitée par l'historien de l'UNED<sup>70</sup>. Une part significative des intellectuels espagnols contestent les termes selon lesquels le régime de Franco est exclu de la catégorie du fascisme (Fontana 2000; Molinero & Ysàs 2003, 2008; Casanova 2004; Rodrigo 2009, 2012). Leurs approches sont inspirées à certains égards d'une tradition historiographique marxisante. Leur refus du révisionnisme n'est pas le résultat d'une idéologisation de l'histoire. Il se base sur les limites théoriques et méthodologiques du courant culturaliste en études comparées des fascismes; et sur le refus des valeurs normatives qui sous-tendent le révisionnisme. L'objectivisme peu réflexif du courant culturaliste ne lui permet pas d'identifier ces présupposés normatifs.

---

<sup>69</sup> Nous devons l'expression « un passé qui ne passe pas » à Éric Conan et Henri Rousso (1996), qui eux-mêmes l'empruntent à Ernst Nolte (1988).

<sup>70</sup> Universidad Nacional de Educación a Distancia.

Le chapitre 1 a présenté l'émergence du courant culturaliste en étude du fascisme. Nous y avons montré comment ce paradigme s'est développé en opposition aux interprétations antifascistes. Ce deuxième chapitre nous a permis de montrer les limites théoriques de l'approche culturaliste quand vient le temps de conceptualiser la dictature de Franco. Les outils théoriques proposés par Juan Linz, Stanley Payne, Javier Tusell et Ismael Saz n'ont pas permis de trancher le débat sur la nature fasciste ou non de la dictature. Le chapitre 3 donne lieu à une réflexion sur la dimension politique de la théorisation du franquisme. Le rejet de l'antifascisme comme cadre d'interprétation du fascisme et du franquisme s'appuie sur volonté affirmée d'appréhender l'histoire à partir d'une posture axiologiquement neutre. Les interprétations révisionnistes et culturalistes résultent-elles d'une recherche de vérité aussi désintéressée que ce que leurs tenants prétendent? Le rejet de l'antifascisme permet-il une recherche dépolitisée sur le franquisme? Nos questionnements sur les enjeux ontologiques, méthodologiques et théoriques de la catégorisation de la dictature n'ont pas permis d'écarter aussi facilement la tradition antifasciste que les historiens culturalistes ne voudraient le faire. Nous croyons que cela est dû à l'existence d'une dimension normative inhérente à l'étude du phénomène. Nous nous penchons sur celle-ci dans le chapitre 3.

### CHAPITRE III

#### LE FRANQUISME: OBJET D'HISTOIRE ET ENJEU POLITIQUE

Dans un texte publié en 2008, l'historien Pedro Carlos González Cuevas critique l'historiographie de son pays, qui n'aurait pas « dépass[é] le schème franquisme/antifranquisme » (2008)<sup>1</sup>. Il plaide pour une révision historiographique politiquement désintéressée, inspirée des approches de Renzo de Felice, George Mosse, François Furet et Ernst Nolte. L'émergence du mouvement pour la « récupération de la mémoire » en Espagne a suscité d'autres appels à une dépolitisation de l'histoire<sup>2</sup>. Pour sa part, l'historien Santos Juliá (2010) met en garde le public face à la tentation de groupes de la société civile de réécrire l'histoire d'un point de vue normatif et peu autocritique<sup>3</sup>.

L'étude scientifique de l'histoire à l'abri des enjeux mémoriels est souvent revendiquée par les auteurs qui restreignent la portée de la notion de fascisme et en excluent le régime de Franco. Dans certains cas, l'appel à la dépolitisation s'accompagne d'une prétention néopositiviste d'appréhender les faits à partir d'une position pré-théorique (Moa 2003a). Dans tous les cas, ces historiens proposent une révision des interprétations traditionnelles qu'ils prétendent motivée par la recherche d'une objectivité et d'une neutralité qui feraient défaut aux schèmes existants (Ledeen 1976; Griffin 1998; de Felice 1999; Hermet 2006).

---

<sup>1</sup> Traduction libre.

<sup>2</sup> Sur le mouvement pour la « récupération de la mémoire », voir Yusta 2007.

<sup>3</sup> Des historiens de plusieurs pays occidentaux ont déjà exprimé une telle volonté de se libérer des impératifs mémoriels (Fest 1988; Broszat et Friedländer 1988; Hermet 2006)

L'objectif de ce chapitre est de soumettre l'historiographie culturaliste et révisionniste du franquisme à un examen critique quant à sa neutralité axiologique et à son objectivité scientifique. Nous contextualisons la controverse mémorielle espagnole sur le révisionnisme afin de questionner la dichotomie science/idéologie présentée par les révisionnistes. L'abandon du paradigme antifasciste permet-il de faire une étude du franquisme plus objective? Est-il motivé et orienté par des préoccupations relevant strictement de la vocation scientifique de recherche de la vérité? Participe-t-il d'une objectivation dépolitisée de l'histoire contemporaine?

Afin de répondre à ces questionnements, nous discutons d'abord de deux distinctions qui sont au fondement de l'historiographie culturaliste et du révisionnisme espagnol. La première est héritée d'une tradition qui remonte à Maurice Halbwachs (1968)<sup>4</sup>. Il s'agit de la distinction entre histoire et mémoire. La seconde, héritée de la tradition wébérienne, sépare les vocations scientifique et politique (Weber 1965, 2002)<sup>5</sup>. Nous soutenons qu'une compréhension plus nuancée et plus dialectique des distinctions entre science et politique d'un côté, et entre histoire et mémoire de l'autre, permet de mieux rendre compte de la controverse espagnole. Nous situons ensuite la problématique mémorielle espagnole en la comparant sporadiquement aux polémiques italienne, française et allemande des années soixante-dix et quatre-vingt. Nous nous questionnons quant au moment d'émergence de la controverse et au portrait professionnel et idéologique des révisionnistes espagnols. Nous élaborons finalement sur l'articulation des dimensions théorique, méthodologique, épistémologique et politique du révisionnisme dans une optique comparative. Cette dernière partie nous permet de mettre en lumière les stratégies argumentatives des divers courants théoriques de l'historiographie espagnole par rapport à la dimension politique de l'histoire.

---

<sup>4</sup> Sur la mémoire chez Halbwachs, voir aussi Namer 2000.

<sup>5</sup> Sur la neutralité axiologique chez Weber, voir Löwy 2012: 39-53.

Notre argument est le suivant: le révisionnisme, qu'il vienne de la presse grand public ou des institutions académiques, s'appuie sur la prétention d'être objectif, ce qui lui permettrait de réviser de façon critique les interprétations existantes dont le fondement serait idéologique. La confiance des révisionnistes d'être objectifs repose sur la conviction nationaliste que l'« intérêt national » est au-dessus des idéologies et des conflits politiques et de classes. Ces préoccupations nationalistes constituent une dimension normative qui oriente les stratégies interprétatives, ontologiques, méthodologiques et théoriques à partir desquelles les révisionnistes étudient le franquisme. La dimension politique de l'étude de l'histoire doit donc faire l'objet d'une approche réflexive permettant d'en limiter la portée, ce que la croyance en leur objectivité des révisionnistes ne leur permet pas de faire.

### 3.1 Vocation scientifique, convictions politiques et histoire

Le rejet de la tradition antifasciste s'appuie sur deux distinctions implicites. Celles-ci sont communes à l'ensemble des sciences historiques; mais les traditions révisionnistes et culturalistes semblent leur prêter une étanchéité plus marquée. D'un côté, la revendication d'une pratique historique scientifique exempte d'impératifs moraux liés aux enseignements à tirer du passé présuppose une séparation claire et étanche de l'histoire et de la mémoire. Cette dichotomie entre science du passé et mémoire cultivée par des groupes sociaux a d'abord été explicitée dans les écrits de Maurice Halbwachs (1968). Elle présuppose une certaine capacité des historiens à se distancier du monde social dont ils font partie.

En deuxième lieu, la scientificité de l'histoire s'appuie sur une distinction similaire entre la vocation scientifique et la vocation politique. On doit à Max Weber la définition de ces types d'action différenciés (Weber 1965, 2002). Pour Weber, le travail scientifique repose sur une subordination des valeurs à la recherche de la vérité. Au cours de sa quête, le scientifique doit faire preuve de neutralité axiologique en s'abstenant de porter des jugements de valeurs. Le rôle des valeurs dans le travail scientifique se réduit au choix de l'objet d'étude (Löwy 2012: 40). Une fois ce choix opéré, les valeurs peuvent être appréhendées en tant qu'objet de connaissance, mais elles ne devraient pas être le fondement d'un jugement sur la réalité étudiée.

Nous présenterons dans la prochaine section des alternatives à la séparation étanche de la mémoire et de l'histoire. Quant à la distinction des vocations scientifiques et politiques, nous soutenons qu'il y a confusion chez les historiens culturalistes et révisionnistes: la neutralité est une orientation et non un point d'arrivée. Le caractère scientifique de l'histoire repose sur un effort de distanciation par lequel les chercheurs tentent de rendre leurs travaux axiologiquement neutres. Nous devons exiger des historiens qu'ils s'efforcent d'écrire une histoire à laquelle on peut souscrire sans nécessairement adhérer aux mêmes valeurs qu'eux, tout en reconnaissant qu'il est peu probable que l'ensemble de leurs contributions soient politiquement neutre. À notre avis, la prétention à l'objectivité de l'historiographie culturaliste et révisionniste en étude du fascisme s'appuie sur une conception étroite de la neutralité axiologique (Hermet 2006; Griffin *et al.* 1998: 2; Kallis 2003: 17). Cette conception repose sur la confusion entre une neutralité relevant du devoir-être et la volonté de certains historiens de la traiter comme un fait accompli.

Le choix du travail académique implique une subordination claire des convictions politiques à la recherche de la vérité. Malgré cette distinction vocationnelle, nous croyons que les conceptions éthico-politiques des chercheurs exercent une influence

sur le travail de recherche. Celle-ci transparait dans le choix de l'objet étudié, mais aussi dans la dimension interprétative de la pratique scientifique. Il est important de garder en tête que la « recherche sociale avance grâce aux idées; elle n'est que disciplinée par les faits » (Mills 1959 : 71)<sup>6</sup>.

Les historiens culturalistes et révisionnistes se présentent comme neutres et objectifs en contraste avec les marxistes et antifascistes dont ils déplorent le caractère idéologiques des travaux. Il est logique que l'arme jadis brandie par Weber, entre autres contre le matérialisme historique, serve aujourd'hui à critiquer les derniers représentants de cette tradition théorique. Ce qui est plus préoccupant, c'est la faible réflexivité sur les conditions sociales de production de leur propre connaissance que montrent les détracteurs de l'antifascisme. Il est normal qu'ils soulignent les aspects de certaines recherches auxquels ils ne peuvent souscrire faute d'en partager les présupposés normatifs. Mais il est contre-productif d'accorder une confiance aveugle à sa propre capacité d'agir au-dessus de la polarisation politique des sociétés.

Tous les chercheurs ont des convictions politiques. La portée de leur influence sur leurs travaux doit faire l'objet d'un examen critique plutôt qu'une disqualification a priori. En fait, les recherches scientifiques sur le passé récent partagent toutes un présupposé normatif. Toute étude sérieuse de l'Europe moderne implique un jugement éthique marquant une rupture avec le passé antidémocratique<sup>7</sup>. La portée de cette rupture normative diffère en fonction des convictions politiques des chercheurs.

---

<sup>6</sup> Traduction libre.

<sup>7</sup> Habermas insiste sur les conséquences qu'a eues la « rupture de civilisation » survenue avec la Seconde Guerre mondiale quant à la nature des identités contemporaines et à « l'usage public de l'histoire » (Habermas 2005a: 149). Il ne s'aventure toutefois pas à une critique épistémologique de la science historique en tant qu'intervention publique sur le passé. Or, le bilan des controverses discutées dans ce chapitre montre qu'il n'y a pas toujours une démarcation claire entre des contributions adressées au grand public en tant qu'intellectuel et d'autres à des spécialistes en tant que scientifique.

Sa présence constitue tout de même un fondement normatif qui nécessite un traitement critique et réflexif.

Les historiens culturalistes du fascisme prétendent qu'une approche plus restrictive s'impose au nom de l'objectivité. Les régimes autres que l'Italie mussolinienne et l'Allemagne nazie ne devraient pas, selon eux, être considérés fascistes. Cela implique que la caractérisation du franquisme comme régime fasciste soit le fruit d'une conception idéologique de l'histoire. Nous ne croyons pas que des travaux comme ceux de Josep Fontana (*et al.* 2000), Julián Casanova (*et al.* 2004), Carme Molinero et Père Ysàs (2003, 2008), ou Javier Rodrigo (2009), soient davantage orientés normativement que ceux de leurs collègues culturalistes et révisionnistes (Payne 1987, 2004; Tusell 1988, 1994; Moa 2003a). Nous partons du constat « pessimiste » qu'une séparation complète entre faits et jugements de valeurs est illusoire; qu'une science historique absolument *wertfrei* sera sans doute éternellement un idéal à viser mais jamais atteint. En reconnaissant l'emprise des valeurs sur l'appréhension des « faits » historiques, nous pouvons mieux circonscrire l'objectivité historique en identifiant ce qui fait consensus tout en ciblant les enjeux conflictuels<sup>8</sup>.

S'il y a une dimension politique à l'étude du passé, c'est que les choix ontologiques, méthodologiques et théoriques sur lesquels s'appuient la recherche ne sont pas axiologiquement neutres. Il est possible d'aborder le franquisme à partir d'une histoire des idées (de Miguel 1975), d'une histoire politique ou d'une histoire sociale (Casanova *et al.* 2004); de choisir une approche compréhensive ou de privilégier la

---

<sup>8</sup> Michael Löwy soutient que la supériorité épistémologique potentielle du marxisme réside dans son adoption du point de vue de classe qui offre un portrait de la réalité sociale plus complet que celui de toute autre classe (Löwy 2012). Bien que cette conception de l'objectivité des sciences sociales soit séduisante, le critère délimitant un marxisme utopique, critique du pouvoir, d'un autre, idéologique et participant du pouvoir, nous apparaît trop arbitraire pour fonder un principe aussi fondamental de la scientificité de la connaissance du social. Nous lui préférons l'idée d'une réflexivité critique sur une dimension éthico-politique irréductible qu'il est de notre devoir de garder sous haute surveillance.

recherche de causes (Molinero & Ysàs 2003); de restreindre l'analyse à un cadre national (Moa) ou d'adopter une perspective comparative (Rodrigo 2009); ou de définir les individus, les classes, les groupes nationaux ou ethniques, ou les États comme unités d'analyse. Ces décisions constituent plus que des choix théoriques<sup>9</sup>. Elles s'inscrivent dans des stratégies argumentatives comportant une dimension normative.

Les préoccupations politiques orientant la pensée d'auteurs évoluant dans des contextes nationaux distincts ne sont pourtant pas identiques. Les similitudes d'approches ne sont pas nécessairement garantes d'affinité politique. Mettre en lumière la relation entre les préférences théoriques et les convictions politiques des chercheurs implique un effort important de contextualisation de leurs interventions. Les intentions des auteurs ne se reflètent pas toujours dans les conséquences de leurs thèses<sup>10</sup>.

Dans les pages qui suivent, nous faisons un survol de différentes approches utilisées pour problématiser la relation entre histoire et mémoire. Parmi ces approches, celles qui mettent l'accent sur une différence de nature entre ces deux concepts montrent des affinités avec les épistémologies objectivistes. À partir d'une conception plus

---

<sup>9</sup> Nous avons à cet effet soutenu dans le chapitre 1 que les études du fascisme d'abord en tant qu'histoire des idées tendent à tenir pour acquise la véracité des prétentions des fascistes. Seule une confrontation critique des idées et des actions des fascistes permet de distinguer les convictions de ces derniers de l'usage instrumental des idées à des fins de propagande. Or, cet examen critique des idées fascistes à la lumière des actions posées ou non en ce sens est au cœur de la tradition antifasciste que les tenants du nouveau consensus rejettent. L'approche adoptée par Robert O. Paxton est un bon exemple de ce type de confrontation critique (Paxton 2004).

<sup>10</sup> Le cas de l'historien israélien Zeev Sternhell illustre bien ce paradoxe : ce chercheur, militant de la gauche pacifiste dans son pays, a eu un rôle central dans la transformation radicale du rapport des français au régime de Vichy et au fascisme. Le regard critique qu'il pose sur la tradition française a remis en question le mythe gaulliste complaisant de l'immunité française au fascisme. Au niveau méthodologique et théorique, toutefois, son approche du fascisme dans le cadre d'une histoire des idées conventionnelle et sa caractérisation de celui-ci comme idéologie révolutionnaire participe du courant culturaliste. Ce courant, axé sur le rejet du marxisme et de l'histoire sociale, a accompagné la révolution conservatrice des années quatre-vingt et a eu des conséquences dramatiques pour la gauche (Traverso 2011: 6-8; 2013).

nuancée et dialectique des distinctions entre politique et science, et entre mémoire et histoire, nous explorons ensuite certains enjeux de la controverse mémorielle espagnole autour du révisionnisme de Pío Moa (Moa 2003a; Tusell 2004; Reig 2006, 2008; Belmonte 2008). Par des comparaisons avec les controverses italiennes sur l'*Intervista sul fascismo* de Renzo de Felice<sup>11</sup>, française sur l'ouvrage *Ni gauche, ni droite* de Zeev Sternhell<sup>12</sup> et allemande de l'*Historikerstreit*<sup>13</sup>, nous inscrivons la controverse espagnole dans le cadre européen tout en offrant des pistes d'explication de sa spécificité.

### 3.2 Questions de mémoire

L'appropriation par les historiens des violences du XXe siècle comme objet d'étude a donné lieu à d'importantes controverses. Face aux protestations soulevées par l'usage public de certaines des thèses, des chercheurs ont revendiqué l'histoire comme chasse gardée des spécialistes des sciences historiques. Ils se sont réclamés d'une liberté scientifique qu'ils prétendaient bafouée par les limites éthiques que certains auraient

---

<sup>11</sup> En 1975, une entrevue accordée par l'historien italien et biographe de Mussolini Renzo de Felice à l'historien néoconservateur américain Michael Ledeen est publiée en Italie (de Felice & Ledeen 1976). De Felice y développe sa conception du fascisme dans une optique de vulgarisation pour le grand public. Il conteste les principaux fondements des interprétations antifascistes et propose une interprétation à certains égards apologétique du fascisme italien, suscitant des répliques qui culminent sur une controverse publique sans précédent dans la république italienne. Sur la controverse italienne, voir Ledeen 1976; sur de Felice, voir Gentile 2000.

<sup>12</sup> La publication de *Ni droite, ni gauche* (Sternhell 1983) a suscité de vives réactions. La thèse de Sternhell sur les origines françaises du fascisme entrait en contradiction avec l'image que l'historiographie gaulliste projetait d'une prétendue immunité française au fascisme (Forlin 2013: 125-128).

<sup>13</sup> La « querelle des historiens » allemands a éclaté en 1986 avec la réponse de Jürgen Habermas à un texte polémique d'Ernst Nolte dans lequel l'historien faisait du stalinisme et de son système de goulags la cause originelle de l'extermination des Juifs par les nazis (Nolte 1988; Habermas 1988) Habermas inscrivait le texte de Nolte au sein de « tendances apologétiques dans l'historiographie contemporaniste allemande », aux côtés d'Andreas Hillgruber et de Michael Stürmer, ce qui lui attira les foudres de ces historiens et de plusieurs autres qui vinrent à leur défense (voir *Devant l'histoire* 1988 pour l'ensemble des contributions au débat).

tenté d'imposer au nom de la mémoire<sup>14</sup>. La conception forte de cette revendication nie carrément le bien fondé des apports de la mémoire à l'analyse historique au profit d'une histoire politique exempte d'influence de l'histoire sociale. Une version plus nuancée subordonne la mémoire à l'histoire. La première serait le récit subjectif à partir duquel l'histoire élabore ses analyses. Elle ne serait que le matériau de la science historique. L'histoire n'aurait donc pas à être interrogée par la mémoire ou à réfléchir sur les préoccupations de cette dernière. C'est essentiellement l'idée que défend l'historien espagnol Santos Juliá (2010).

À l'opposé, on trouve des chercheurs qui considèrent que l'histoire et la mémoire sont deux types de discours sur le passé relevant de logiques de légitimation distinctes. L'histoire se justifie donc en tant que pratique scientifique objective, prétention que n'a pas la mémoire. Mais l'objectivité historique est pour ce courant un leurre; elle correspond au discours historique, pas à la réalité de sa pratique. La mémoire et l'histoire sont donc qualitativement différentes sans pour autant être hiérarchisées. Les historiens se disputent avec des groupes sociaux « le droit de "conter le passé" à des citoyens qu'ils traitent comme des récepteurs passifs d'une connaissance qu'ils s'efforcent de présenter comme objective, purement factuelle et étrangère à tout préjugé en relation avec le présent » (Faber *et al.* 2011: 466). Cette

---

<sup>14</sup> Klaus Hildebrand défendait par exemple ses collègues Ernst Nolte, Michael Stürmer et Andreas Hillgruber, qu'Habermas associait aux « tendances apologétiques dans l'historiographie contemporaniste allemande », en rejetant l'éthique de la pratique scientifique et en revendiquant pour les historiens la liberté de la science d'interroger le passé comme ils l'entendent : « Attention! Une historicisation du génocide national-socialiste, dont la réalisation n'est pas encore communément admise et qui, plus encore, suppose que l'on fasse une large place à la recherche et au débat, n'aurait pas forcément les conséquences politiques entrevues par certains; de même, on ne peut, comme d'autres l'affirment, prendre appui sur le caractère singulier de ce phénomène historique pour en déduire une pratique politique. Car, en bonne logique, un constat scientifique n'induit pas de conséquences politiques. Mais, étant donné qu'en recherche il n'y a pas de confusions "libérales" ou réactionnaires, on ne comprend pas pourquoi nous n'arrivons pas à nous dégager d'une certaine conception de l'histoire, pourquoi, en ne posant pas certaines questions, nous pratiquons une autocensure : c'est nous interdire de comparer la capacité d'extermination du communisme et du national-socialisme, ou de rechercher dans l'histoire les traces de modèles du "génocide juif" (Hildebrand 1988: 71). »

conception postmoderne est adoptée notamment par le néerlandais Sebastiaan Faber<sup>15</sup>.

Certains choisissent plutôt de faire de la mémoire un objet d'étude historique. L'hypothèse implicite d'un tel programme de recherche consiste en l'existence de conséquences pour le développement historique de la conception du passé qu'ont les acteurs sociaux. En France, Pierre Nora (1997) est la figure centrale de ce courant se penchant en particulier sur les lieux de mémoire. En Espagne, la pionnière de cette tendance a été Paloma Aguilar (2002) avec son étude sur la mémoire de la Guerre Civile durant la transition démocratique.

Finalement, certains chercheurs refusent de faire de l'histoire et de la mémoire des catégories fermées entre lesquelles la relation serait unidirectionnelle. Ils proposent une conception plus dialectique dans laquelle la mémoire n'est pas qu'un matériau à partir duquel les historiens construisent leurs analyses. Elle est une des conditions sociales qui oriente le travail des chercheurs. La mémoire et l'histoire ne sont pas des catégories incompatibles. Elles sont certes différentes, mais « Leur interaction crée [...] un champ de tensions à l'intérieur duquel s'écrit l'histoire » (Traverso 2005: 32). L'impact de la mémoire sur l'histoire ne se limite pas à l'appropriation critique, par les historiens, des récits subjectifs des acteurs historiques. La mémoire des groupes sociaux définit les préoccupations qui précèdent et accompagnent la recherche jusqu'à son terme. Défendue par Enzo Traverso (2005: 18-41), cette posture est celle que nous privilégions<sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> Faber et ses collègues analysent l'intervention d'historiens, notamment Santos Juliá, dans le débat public sur la « mémoire historique » en Espagne. Ils prétendent que le discours historique est une forme de traitement du passé comme la « mémoire », mais se dotant d'une légitimité institutionnelle qui en fait un discours de pouvoir (Faber *et al.* 2011).

<sup>16</sup> La contribution de Paul Ricoeur s'inscrit dans cette catégorie (Ricoeur 2000). Il est toutefois impossible de rendre justice à l'œuvre monumentale de Ricoeur dans une classification aussi sommaire de la littérature. Une telle œuvre mériterait un mémoire en soi.

Pour Traverso, l'historien

ne vit pas [...] dans une chambre réfrigérée, à l'abri des passions du monde. Il subit les conditionnements d'un contexte social, culturel et national. Il n'échappe pas aux influences de ses souvenirs personnels ni à celles d'un savoir hérité, dont il peut essayer de s'affranchir non pas en les niant, mais par un effort de distanciation critique. Dans cette perspective, sa tâche ne consiste pas à tenter d'évacuer la mémoire – personnelle, individuelle et collective –, mais à la mettre à distance et à l'inscrire dans un ensemble historique plus vaste (Traverso 2005: 32).

Rendre compte de la dimension politique de l'écriture de l'histoire implique une évaluation réflexive et critique de la relation dialectique entre histoire et mémoire dans un contexte particulier. Cette réflexivité critique a été problématisée davantage par des sociologues que par des historiens<sup>17</sup>. Dans la prochaine section, nous soumettons les controverses mémorielles espagnoles à un examen critique en contextualisant la relation entre histoire et mémoire.

### 3.3 Les polémiques espagnoles sur la mémoire : contexte et perspective comparée

Les controverses mémorielles espagnoles ont fait couler beaucoup d'encre ces dernières années (Aguilar 2002; Juliá 2006; Cuesta 2007; Yusta 2003, 2007). À certains égards, les polémiques sur le franquisme, le révisionnisme et la mémoire des vaincus rappellent certaines controverses publiques qui ont éclaté dans les pays voisins au cours des dernières décennies<sup>18</sup>. Nous dressons dans cette section un portrait des débats espagnols sur la réévaluation éthico-politique du franquisme, de la

---

<sup>17</sup> Les efforts de Pierre Bourdieu en vue d'une auto-socioanalyse s'inscrivent dans cette réflexivité critique que les historiens ont trop souvent négligée (Bourdieu 2004).

<sup>18</sup> Sur le révisionnisme, voir Tusell 2004; Reig 2006, 2008; Sevillano 2007; González Cuevas 2008; sur la mémoire des vaincus, voir Ortiz 2006.

Seconde République et de la transition démocratique<sup>19</sup>. Notre compte-rendu de ces débats s'organise autour de l'émergence du révisionnisme représenté par l'historien amateur Pío Moa. Nous abordons les controverses mémorielles espagnoles dans un esprit comparatif en situant certains de leurs aspects par rapport aux polémiques italiennes, françaises et allemandes sur leurs propres dictatures passées<sup>20</sup>. Nous abordons d'abord la question chronologique du moment où surviennent les controverses. Nous nous penchons ensuite sur le profil professionnel et idéologique, et l'origine nationale des révisionnistes. Finalement, nous explorons la nature du projet révisionniste espagnol. Quels sont les postures méthodologiques et théoriques centrales au révisionnisme? En quoi ces préceptes comportent une dimension politique?

### 3.3.1 De l'espoir en l'avenir à l'obsession pour le passé

La première interrogation que soulève la comparaison de la problématique mémorielle espagnole à celles des pays voisins concerne le moment de l'avènement des controverses. Pourquoi l'Espagne n'a-t-elle pas été confrontée aux controverses mémorielles plus tôt? En quelques années, du milieu des années soixante-dix au milieu des années quatre-vingt, l'Italie, la France et l'Allemagne ont connu un certain renouveau historiographique et des controverses publiques sur le passé relativement récent. À la même époque, des débats académiques sur le franquisme avaient cours en

---

<sup>19</sup> Bien que cette délimitation de l'objet puisse sembler large, il faut prendre en compte que les grands courants historiographiques de l'Espagne contemporaine procèdent à une organisation causale des relations entre les deux périodes démocratiques de l'histoire du pays et la longue dictature qui les sépare. Les polémiques opposent donc essentiellement deux blocs interprétatifs distincts qui ont chacun une conception de l'origine de la Guerre Civile et donc de la dictature, puis de la démocratie post-franquiste.

<sup>20</sup> Sur la controverse allemande, voir les contributions à la « querelle des historiens » réunies dans *Devant l'histoire* (1988); pour une mise en contexte des enjeux de ce débat, voir Kershaw 1992: 309-347; Dufour 2001: 38-58; sur la controverse française, voir Forlin 2013: 297-320; sur la controverse italienne sur le fascisme, voir Ledeen 1976.

Espagne, mais la réflexion politique dans l'espace public ne faisait généralement pas appel au passé<sup>21</sup>. Cette divergence mérite d'être expliquée. Le contexte spécifique de la transition et de la consolidation démocratique post-franquiste est éclairant à cet égard.

Au moment de l'*Intervista sul fascismo* (de Felice & Ledeen 1976) de Renzo de Felice, point de départ d'une controverse enflammée en Italie, l'Espagne vivait son plus grand moment d'incertitude depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Durant les derniers mois de la vie de Franco, le doute planait quant à l'avenir du pays, à la direction que voudraient lui donner les différentes tendances politiques du franquisme. Surtout, l'attente du positionnement du successeur de Franco, le prince Juan Carlos, laissait ouvertes les différentes possibilités pour l'avenir du pays. Les franquistes du bunker pouvaient encore espérer que le nouveau roi choisisse la continuité la plus fidèle à son prédécesseur; l'opposition démocratique tenait compte de cette éventualité, à laquelle elle opposerait la nécessité d'une rupture avec la légalité franquiste en vue de l'institution d'un régime démocratique. La suite s'est avérée plus conforme aux attentes des factions réformatrices du régime. Celles-ci privilégiaient la réforme des institutions franquistes dans le sens d'une démocratisation, au sein du processus politique du régime. La nomination d'Adolfo Suárez à la tête du gouvernement par le nouveau roi est rapidement apparue comme un pas vers la démocratie, alors qu'une assemblée constituante fut élue dès 1977 et la constitution fut adoptée avant la fin de l'année suivante. Les préoccupations du public concernaient à l'époque davantage le processus de démocratisation en cours et sa consolidation que la place à accorder au passé récent (Juliá 2002)<sup>22</sup>.

---

<sup>21</sup> Pour un portrait des débats académiques sur le franquisme à l'époque de la transition démocratique, voir Chapitre 2.

<sup>22</sup> Sur la transition démocratique espagnole, voir Preston 2005; Casanova 1994; Payne 2006c; Tusell 1994.

De même, au moment de la controverse française autour des écrits de Zeev Sternhell, en 1983-84, les Espagnols avaient encore fraîchement en mémoire le coup d'État manqué d'Antonio Tejero du 23 février 1981<sup>23</sup>. La question territoriale avait connu un règlement historique avec les premiers pactes d'autonomie de 1981. La querelle des historiens allemands éclate quant à elle en 1986 alors que l'Espagne commémore discrètement le cinquantenaire du début de la guerre civile. Près de quinze ans se sont écoulés avant que le passé franquiste ne devienne objet de controverses dans l'espace public.

Pourquoi le traitement du passé fut-il l'objet de polémiques publiques en Italie, en France et en Allemagne à cette époque, et non en Espagne? Certains ont invoqué une sorte de « pacte de l'oubli » qu'auraient adopté les forces politiques participant au processus de démocratisation<sup>24</sup>. Cette explication a le défaut de n'expliquer que la divergence espagnole, traitant les controverses allemande, française et italienne comme le cours normal des choses. Une explication alternative ne devrait pas prendre pour acquis que de telles controverses devaient survenir dans les sociétés contemporaines, pour ensuite se pencher sur ce qui en empêcha le développement en Espagne pendant deux décennies. En nous appuyant sur les travaux de Paloma Aguilar et de Santos Juliá, nous proposons ici une explication alternative, basée sur la relation entre la droite de chacun des pays dont il est question et la démocratie (Aguilar 2002; Juliá 2010). En Italie, en France et en Allemagne, les principales organisations de droite ne proposent pas de sortir du cadre démocratique, bien qu'elles en soient critiques. Jusqu'à la réorganisation de la droite espagnole au sein

---

<sup>23</sup> Le 23 février 1981, le lieutenant-colonel Antonio Tejero de la Guardia Civil espagnole est entré aux Cortes de Madrid avec les troupes à ses commandes pour mettre fin au régime démocratique. Malgré des appuis à travers l'Espagne, le coup d'État a échoué puisqu'il n'a pas été supporté par certaines figures clés de la tradition franquiste. Notamment le roi Juan Carlos, après de longues heures d'attentes, s'est décidé à réitérer publiquement son appui à la démocratie. Ce désaveu du monarque est généralement considéré comme le point tournant de la résolution de la crise aujourd'hui connue sous l'appellation 23-F. Voir Pinilla 2007.

<sup>24</sup> Pour une critique de l'idée de pacte de l'oubli, voir Juliá 2002, 2006.

du Partido Popular dans les années 1990, celle-ci se divise entre des factions proposant et conspirant pour mettre fin à la démocratie par un coup d'État et une Alianza Popular incapable de rallier l'électorat nécessaire à la prise du pouvoir en raison du stigmate que constitue le rapport au franquisme de ses principales têtes dirigeantes<sup>25</sup>. Pour ses adversaires politiques, la droite espagnole constituait une menace en ce qu'elle prétendait vaincre la démocratie. En France, en Italie et en Allemagne, les adversaires de la droite faisaient face à une autre forme de menace : les conservateurs cherchaient à convaincre l'électorat des autres partis de donner leur appui aux leurs. Le défi auquel faisaient face les démocrates espagnols était donc celui de consolider les institutions du nouveau régime. Cela exigeait de faire abstraction des dissensions passées et d'arriver à des compromis dans le présent.

Paloma Aguilar s'est penchée sur le rapport complexe entre mémoire et oubli de la guerre civile espagnole durant le franquisme et durant la transition démocratique (Aguilar 2002). Elle explique que le régime de Franco avait d'abord attisé la ferveur patriotique de ses partisans en reproduisant symboliquement la division entre vainqueurs et vaincus de la Guerre Civile. À cette fin, le régime utilisait une remémoration constante des dates clés de la rébellion et de la victoire « nationale »<sup>26</sup>. Puis, à partir des années soixante, la paix remplace progressivement la guerre dans la mémoire officielle. Les vingt-cinq années de « paix » sont célébrées en grand le 1<sup>er</sup> avril 1964 (Aguilar 2002: 112-129). Le régime se félicite de la pacification des relations sociales, obtenues à l'aide d'une violente répression des vaincus et de ceux qui s'en réclament. La mémoire officielle met alors l'accent sur les troubles sociaux,

---

<sup>25</sup> Manuel Fraga Iribarne, à la tête du parti et candidat à la présidence du gouvernement de 1977 à 1986, avait notamment été ministre de l'Information et du Tourisme à partir de 1962 et avait occupé des positions importantes dans le gouvernement franquiste jusqu'après la mort du dictateur. Pour un portrait de Fraga, voir Morel 2012; sur les origines franquistes d'Alianza Popular, voir del Río 2013.

<sup>26</sup> Il s'agit du 18 juillet pour le soulèvement de 1936 et du 1<sup>er</sup> avril pour la victoire de 1939.

les violences et l'instabilité de la Seconde République afin d'associer ses opposants à la conflictualité de l'expérience démocratique<sup>27</sup>.

Refusant cette utilisation politique de l'histoire, les acteurs politiques décisifs pour le succès de la transition démocratique auraient pris du passé une leçon incitant à la prudence. La crainte que la répétition des erreurs du passé replonge le pays dans la guerre civile amène les figures modérées de gauche comme de droite à prioriser le dialogue et le compromis. La leçon négative d'un passé qu'il faut éviter de répéter a incité les divers acteurs politiques et sociaux et relégué aux oubliettes les désirs de vengeance qu'incarnait les récits tant républicains que franquistes de l'histoire espagnole. Aguilar soutient que « the existence of a traumatic memory of the Spanish Civil War played a crucial role in the institutional design of the Transition by favouring negotiation and inspiring a conciliatory and tolerant attitude on the part of the main actors » (Aguilar 2002: 25). À ce moment crucial,

every effort was made to ensure that the various political adversaries did not turn the past into a political weapon, an eventuality which, many feared, could have made peaceful dialogue impossible among the heirs of the ideological opponents in the Civil War (Aguilar 2002: 269).

Plutôt que de raviver le passé en vue d'obtenir justice, de nombreux Espagnols ont choisi après la mort de Franco de construire l'avenir.

L'historien Santos Juliá conteste à ce sujet les thèses qui prétendent attribuer les maux de la démocratie espagnole contemporaine à une sorte d'amnésie collective

---

<sup>27</sup> Le film de propagande *Franco, ese hombre*, de José Luis Sáenz de Heredia, est un bon exemple de ce type de remémoration mettant l'accent sur la « pax franquista ». Ce documentaire sur le rôle de Franco dans l'histoire espagnole a fait son apparition au grand écran en 1964 pour commémorer les 25 ans de la fin de la guerre civile. Sur le cinéma de propagande en Espagne franquiste, voir Berthier 1991.

imposée durant la transition (Juliá 2002, 2010). Selon lui, il y a bel et bien eu oubli du passé durant cette période charnière de l'histoire espagnole, mais cet oubli était conscient, circonscrit, et il était le produit d'un souvenir encore vif de l'échec républicain. Cette explication permet de rendre compte de la simultanéité d'importants débats académiques sur la nature du franquisme et de l'absence à peu près complète de référence à la guerre civile et au régime qui en a résulté au sein des débats politiques. Dans l'espace public espagnol, « après la mort de Franco s'est ouvert un temps de lutte, d'apprentissage et d'entente durant lequel les mémoires du passé étaient très présentes, avec l'objectif conscient et explicite qu'elles ne bloquent pas les voies de l'avenir » (Juliá 2010: 12)<sup>28</sup>. Cet avenir devait s'éloigner tant du modèle républicain qui avait échoué dans les années trente que du national-catholicisme de la dictature. Le souvenir du passé justifiait de refuser que son poids continue de déterminer le présent et mine les possibilités d'un avenir autre.

Au moment de la publication de la thèse de doctorat de Paloma Aguilar en 1996, le portrait de la question mémorielle en Espagne ressemblait à celui de la transition démocratique. Une donnée nouvelle allait transformer la sphère politique espagnole la même année. La victoire du Partido Popular aux élections générales du 3 mars 1996 donnait lieu au premier retour du balancier politique vers la droite depuis la mort de Franco et mettait fin à près de quatorze ans de règne socialiste<sup>29</sup>. Les souvenirs sombres qu'évoquait chez de nombreux Espagnols le retour au pouvoir d'une droite dont la filiation franquiste demeurait apparente furent exploités par les politiciens des partis de gauche comme par les nationalistes périphériques. Santos Juliá situe

l'origine des pratiques politiques et sociales actuelles en faveur de la mémoire aux dernières années du siècle passé, quand les dénonciations de la transition comme temps d'amnésie, de silence, d'oubli ou d'absence de

---

<sup>28</sup> Traduction libre.

<sup>29</sup> Pour un bilan du premier mandat du PP de José María Aznar, voir Tusell *et al.*

mémoire ont atteint un succès généralisé, en premier lieu, par l'usage du passé comme arme dans le débat partisan du moment que le Partido Popular est devenu une alternative crédible de gouvernement (Juliá 2010: 11)<sup>30</sup>.

Dès la campagne électorale de 1993,

le PSOE, sous la pression d'une hypothétique perte de suffrages qui aurait compromis le renouvellement de son mandat, a introduit dans son discours et sa propagande des éléments qui mettaient en question cet accord de non instrumentalisation. Il a rappelé aux citoyens le « péché originel » du PP, c'est-à-dire, l'appartenance de quelques-uns de ses plus importants dirigeants aux cadres politiques du franquisme (Ampudia 2010: 12)<sup>31</sup>.

Cette entrée du langage combattif antifranquiste dans le discours politique de la gauche espagnole a été accompagnée d'une série de motions parlementaires « sur des questions liées à la guerre civile et à la répression d'après-guerre » (Juliá 2010: 11). Ces luttes politiques sur le passé ont été renforcées par la présence d'un

ample mouvement social mis en marche depuis le début du siècle actuel par la génération des petits-enfants de la guerre, pour l'exhumation et l'enterrement digne des cadavres des personnes assassinées depuis les premières heures de la rébellion militaire de juillet 1936 qui gisent toujours dans l'anonymat des fosses communes (Juliá 2010: 11)<sup>32</sup>.

Les *populares* brandirent une conception nationaliste de l'histoire qui n'était pas sans rappeler l'évocation de la gloire de l'Espagne médiévale et du *siglo de oro* par la dictature (Ruiz 2002: 107-113). En marge de la scène politique, des idéologues proches du PP réaffirmèrent les thèses traditionnelles de l'historiographie franquiste,

---

<sup>30</sup> Traduction libre.

<sup>31</sup> Traduction libre.

<sup>32</sup> Traduction libre.

cherchant à rétablir l'équilibre de culpabilité collective autrefois assumée par l'ensemble des forces politiques (Moa 1999, 2003a; Vidal & Jiménez 2010, 2012). Paloma Aguilar résume ainsi la conception d'une culpabilité partagée:

During the Transition it was concluded that the two sides who had fought against each other in the war had been equally to blame for the barbaric events that ensued. No side was any guiltier than the other, given that unjustifiable atrocities had been committed in both occupation zones. (Aguilar 2002: 268)

L'émergence du mouvement pour la récupération de la mémoire historique et l'évocation de l'histoire pour contester la légitimité démocratique de la droite par les forces de gauche auraient rompu cet équilibre. Le courant révisionniste dont la figure la plus connue est Pío Moa s'est affairé à renverser la tendance (Moa 1999, 2001a et 2003a).

Ce survol de l'évolution de la mémoire publique du passé en Espagne nous permet d'expliquer la divergence par rapport aux pays voisins en ce qui a trait à la chronologie des controverses mémorielles. Tant que la droite demeurait plus menaçante hors des règles démocratiques qu'en leur sein, les préoccupations de la gauche par rapport au passé concernaient la réconciliation. À partir du moment où la droite peut de façon réaliste aspirer au pouvoir par les urnes, le rapport au passé redevient une histoire de règlements de comptes.

Ces controverses sont survenues après qu'une part importante de la droite politique se soit résignée à défendre ses positions sur le terrain du discours plutôt qu'avec un rapport de force ancré dans la violence militaire ou paramilitaire. Elles ont eu pour objet l'histoire parce que la gauche et la droite cultivaient des conceptions divergentes et à certains égards antagonistes du passé. La gauche a hérité de

l'antifascisme du camp républicain. Une part de la droite démocratique s'est aussi inscrite dans cette tradition pendant un certain temps. Elle comprend les républicains de droite et des monarchistes partisans de Don Juan, le père de celui qui serait pendant près de quarante ans le roi Juan Carlos. L'essentiel des bases organisationnelles de cette alliance antifasciste étaient en exil pendant la dictature. En Espagne même, les partisans les plus en vue d'une constitutionnalisation et d'une démocratisation du régime tendaient à dissocier celui-ci du fascisme. Après la démocratisation, la réconciliation des monarchistes partisans de Don Juan et de ceux acceptant la légalité de la succession du dictateur par Juan Carlos réduit l'unité antifasciste à la gauche et aux nationalismes basque et catalan. La droite espagnole cultive de son côté deux conceptions de l'histoire : l'une, héritée du franquisme, dépeint la Seconde République comme une période de conflits, et le franquisme comme une ère de paix; l'autre, développée durant la transition démocratique, basée sur la culpabilité collective.

En Italie, les conditions d'une controverse mémorielle ont été réunies bien avant. Après la défaite de l'Axe en 1945, le recours à la force est écarté par la droite italienne. L'antifascisme est érigé en véritable idéologie officielle de la nouvelle République (Galli della Loggia 2008). D'un côté, le rejet du fascisme revient à une valorisation des valeurs démocratiques qui converge avec l'idée habermassienne de patriotisme constitutionnel<sup>33</sup>. De l'autre, l'absence d'une dissociation entre la communauté historique et la communauté politique contemporaine limite la portée critique de l'antifascisme italien. L'antifascisme de l'après-guerre devient une sorte d'alibi face aux suspicions d'adhésion aux idées du régime avant sa chute. Un mythe antifasciste se forme faisant du régime mussolinien un État tyrannique ne bénéficiant d'aucune légitimité auprès de la population. La guerre civile de 1943-45 entre la *Resistenza* et la République de Salò occupe une place centrale dans ce récit. Le

---

<sup>33</sup> Sur la notion de patriotisme constitutionnel chez Habermas, voir Dufour 2001.

régime soutenu par l'Allemagne y est dépeint comme un État fantoche luttant contre la véritable patrie italienne, qui se bat au sein d'une alliance nationale antifasciste. C'est la remise en question de cette conception mythifiée de l'histoire italienne par Renzo de Felice qui est à l'origine de la controverse (de Felice 1999).

En France aussi, 1945 a sonné le glas de l'usage des armes comme moyen d'accéder au pouvoir politique. Un mythe antifasciste s'est érigé autour de la France libre du général de Gaulle et du maquis. Dans l'historiographie, des notions comme celle de Libération évoquent l'idée de l'occupation et minimisent la participation française dans la mise en place de l'ordre international de l'Axe parrainé par l'Allemagne. Pour Robert O. Paxton, « la présence de l'occupant allemand a servi d'alibi, permettant la création d'une fiction consensuelle où tout est la faute des Allemands » (Paxton 1988 : 113). Le « refoulement » du passé inconfortable de Vichy consacré dans l'historiographie par les écrits de Robert Aron (1966) et de René Rémond (1982) n'a été dépassé qu'avec l'intervention d'historiens étrangers comme Robert O. Paxton (1972) et Zeev Sternhell (Sternhell 1983, 1997)<sup>34</sup>.

### 3.3.2 Le révisionnisme et les historiens : modes de légitimation

Les controverses mémorielles qui ont éclaté en Italie dans les années soixante-dix, en France et en Allemagne dans les années quatre-vingt, et en Espagne à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle ont eu pour élément déclencheur la diffusion publique de conceptions historiques en rupture avec les versions dominantes jugées acceptables d'un point de vue éthique. Ces révisions ont été proposées par des auteurs ayant des profils professionnels, théoriques, idéologiques, ainsi que des origines nationales variés. En fonction de ces profils et du type de publication qu'ils produisent, il est possible

---

<sup>34</sup> Sur le refoulement de la mémoire de Vichy, voir Rousso 1990.

d'identifier deux types de légitimation du discours historique. L'une s'appuie sur l'opinion publique, l'autre sur le processus institutionnel de révision par les pairs.

En Espagne, le révisionnisme gagne en popularité en réaction à l'émergence du mouvement pour la « récupération de la mémoire historique ». Pío Moa, la figure emblématique du révisionnisme espagnol, écrit dans les journaux grand public de droite, intervient dans les médias conservateurs et publie ses livres sans avoir à rendre compte de sa méthode ou être confronté aux thèses concurrentes (Belmonte 2008: 99; Moa 2001b; Altozano 2012). Il évolue à l'extérieur des universités et conteste le monopole des historiens académiques sur l'étude du passé. Il revendique l'objectivité de ses écrits et accuse les scientifiques d'utiliser le pouvoir que leur confère leur poste au profit de la gauche politique. En Allemagne, en Italie et en France, les auteurs à l'origine des controverses des années soixante-dix et quatre-vingt revendiquent la liberté scientifique d'écrire l'histoire à l'abri des préoccupations politiques de la sphère publique. Ils pratiquent leur profession au sein d'institutions universitaires et publient leurs écrits dans des revues scientifiques procédant à l'évaluation par les pairs. Les positions académiques et la légitimité scientifique leur confère un capital symbolique que certains utilisent en vue d'interventions publiques à caractère politique. Les interventions d'Ernst Nolte (1988) et de Michael Stürmer (1988) sur le rapport des Allemands à leur histoire constituent des contributions d'intellectuels publics puisant leur légitimité à même leur activité professionnelle. Les essais de vulgarisation de l'histoire italienne de Renzo de Felice sont aussi des interventions adressées à un public large sur la base de compétences développées au sein des publications spécialisées (de Felice & Ledeen 1976; de Felice 1999). Zeev Sternhell, dont les thèses sur les origines françaises du fascisme ont soulevé les passions dans l'Hexagone, n'a pour sa part jamais été particulièrement actif comme intellectuel public en France. Ses interventions dans le monde francophones se sont

limitées aux revues spécialisées et à ses ouvrages<sup>35</sup>. C'est la couverture médiatique dont ont fait l'objet ces derniers qui a été à l'origine de la polémique française.

Les révisionnistes viennent aussi d'horizons idéologiques différents. Pío Moa était proche du Partido Popular de José María Aznar et en particulier de certains de ses éléments les plus nostalgiques du franquisme (Yeste 2011: 174)<sup>36</sup>. Du point de vue politique, il met l'accent sur un nationalisme centralisateur farouchement opposé aux manifestations d'autonomie de la part des Basques et des Catalans (Altozano 2012; Moa 2001b). Ce nationalisme décomplexé caractérise aussi les révisionnistes allemands et italiens.

Une caractéristique de la révision historiographique française la distingue des phénomènes analogues dans les pays frontaliers. Les révisionnistes espagnols, allemands et italiens partagent des préoccupations nationalistes pour leur pays respectifs, alors qu'en France, Sternhell et Paxton donnent une image beaucoup moins positive de la droite française que ne le faisait l'historiographie gaulliste (Rémond 1982; Sternhell 1983; Paxton 1972). Ce n'est pas un hasard que ces historiens soient israélien et américain respectivement, alors que les révisionnistes allemands, italiens et espagnols sont des nationaux préoccupés par la fierté nationale de leur pays.

---

<sup>35</sup> Sternhell est intervenu quelque fois dans la presse française à l'été 2014, mais c'était sous la forme d'entrevues sollicitées par des journalistes dans le cadre de la publication d'un nouvel ouvrage (Sternhell & Weill 2014) et pour commenter la reprise des violences dans la bande de Gaza avec l'opération Bordure Protectrice de l'armée israélienne (Haski 2014; Sallon 2014).

<sup>36</sup> Il critique farouchement le PP de Rajoy quant à sa politique envers les nationalismes basque et catalan, qu'il juge trop conciliante, mais il ne propose pas pour l'instant d'alternative à ce parti (Moa 2010b).

### 3.3.3 Les stratégies théoriques et méthodologiques des révisionnistes

Le nationalisme qui anime les révisionnistes oriente leurs stratégies argumentatives dans le sens d'une préoccupation pour la fierté nationale. Cette préoccupation s'illustre par la prétention de réinsérer les périodes dictatoriales dans la trame historique nationale.

Inscrire la dictature franquiste dans une continuité nationale digne de fierté est la stratégie poursuivie par Pío Moa. Celui-ci affirme que « notre démocratie procède de la légitimité franquiste par le biais d'une réforme au sein de sa loi » (Moa 2011b)<sup>37</sup>. Laissons de côté la confusion entre les notions de légitimité et de légalité. L'idée que la démocratie espagnole est née au moins en partie de la dictature n'est pas exclusive à Moa. Elle est notamment invoquée pour critiquer un déficit démocratique hérité de la dictature. La particularité de Moa consiste à « démocratiser » la dictature en s'appuyant sur cette continuité. Le régime de Franco aurait fait face à l'impossibilité de se démocratiser en l'absence d'une opposition démocratique (Moa 2011a)<sup>38</sup>. Il en résulte que « si la société espagnole était préparée pour la démocratie à la fin du régime, ce fut justement en raison de l'œuvre de la dictature autoritaire, d'aucune façon en raison d'une quelconque opposition » (Moa 2011b)<sup>39</sup>.

La réinscription de la dictature franquiste dans la continuité nationale et sa réhabilitation en tant qu'objet de fierté nationale a un coût que Pío Moa est disposé à assumer : la Seconde République. Celle-ci ne peut faire l'objet du même traitement

<sup>37</sup> Traduction libre.

<sup>38</sup> Pour Moa, « Le franquisme n'a jamais eu d'opposition démocratique viable. C'est une fausseté brutale que l'assimilation de l'antifranquisme et de la démocratie, soutenue depuis la transition, qui a permis à une gauche jamais démocratique de distribuer les titres de démocrate. Dans les prisons franquistes – avec six fois moins de prisonniers qu'aujourd'hui – il n'y avait pas de démocrates : les quelques prisonniers politiques étaient des totalitaires divers et des terroristes » (Moa 2011a; traduction libre).

<sup>39</sup> Traduction libre.

que le franquisme, puisque le coup d'État du 18 juillet 1936 visait à mettre fin à l'expérience républicaine. Légitimer le franquisme implique une dévalorisation de la Seconde République. Moa diabolise donc la République en deux temps. D'un côté, il la caractérise comme une époque de conflits sociaux, qu'il contraste avec la « pacification » opérée par le franquisme. Puis, il attribue la conflictualité de la période républicaine à la gauche, dont les ambitions maximalistes témoigneraient du caractère fondamentalement totalitaire de leur idéologie (Belmonte 2008: 99; Moa 2011c; Yeste 2011: 175).

En Allemagne aussi, l'inscription de la période nazie dans la continuité nationale était au centre des préoccupations des révisionnistes. Après la Seconde Guerre mondiale, certains historiens de la tradition historiciste allemande avaient tenté d'expliquer la « catastrophe allemande » en mettant en évidence la rupture entre la période nazie et le reste de l'histoire allemande. Cette stratégie interprétative visait à rescaper une tradition allemande face aux intellectuels étrangers qui considéraient que les causes du nazisme résidaient dans la voie singulière allemande (*Sonderweg*)<sup>40</sup>.

Dans les années soixante, un ouvrage de Fritz Fischer sur les origines de la Première Guerre mondiale força un changement de stratégie de la part des historiens nationalistes allemand en

démontra[nt] le caractère agressif et expansionniste des objectifs poursuivis par les élites allemandes durant la Première Guerre mondiale, réduisant ainsi à néant l'argument selon lequel le développement fondamentalement sain de l'Allemagne aurait en quelque sorte « déraillé » après la guerre de 14-18 (Kershaw 1992: 38)<sup>41</sup>.

---

<sup>40</sup> Sur l'historiographie allemande de l'après-guerre, voir Solchany 1992.

<sup>41</sup> Sur la controverse Fischer, voir Pogge von Strandmann 2013.

Le changement de cap imposé par Fischer devient apparent lors de la querelle des historiens. Celle-ci survient dans la presse allemande en 1986. Elle a notamment pour objet la relation entre l'histoire allemande d'avant 1945 et celle de la République Fédérale. Ce thème constitue l'arrière-plan d'un débat centré sur la question de l'unicité de la Shoah. Les positions se polarisent à partir d'un texte de Jürgen Habermas où il associe l'historien Ernst Nolte à une tendance néoconservatrice et apologétique de l'histoire allemande (Habermas 1988; Nolte 1988). Habermas rassemble trois types de positions dans cette tendance. D'un point de vue normatif, il s'en prend aux plaidoyers comme celui de Michael Stürmer sur la nécessité d'une conscience historique nationale et nationaliste qui permette de transcender les divisions sociales et d'assurer la légitimité de l'État fédéral (Stürmer 1988: 27; Habermas 1988: 47). Sur le plan théorique, il souligne l'angle mort de la stratégie comparative de Nolte quant aux implications de la définition biologique d'une catégorie de population à exterminer (Habermas 1988: 52-54). Nolte soutient que « L'«assassinat pour raisons de classe» perpétré par les bolcheviques [est] le précédent logique et factuel de l'«assassinat pour raison de race» perpétré par les nazis » (Nolte 1988: 34). Il affirme que l'originalité de la Shoah se réduit à la technique des chambres à gaz.

Du point de vue méthodologique, Habermas critique l'empathie pour les soldats de la Wehrmacht défendue par Andreas Hillgruber. Celui-ci invite ses lecteurs à adopter le point de vue des soldats de la Wehrmacht qui défendaient le Reich contre l'avance soviétique. Cette empathie pour les militaires défendant la « patrie » contre l'envahisseur serait la seule défendable. Au contraire, adopter le point de vue des Allemands ayant perpétré le génocide et celui des Russes ayant provoqué la « destruction du Reich allemand » et le déplacement des populations allemandes d'Europe orientale serait, pour Habermas, immoral (Habermas 1988: 48).

Les positions critiquées par Habermas s'articulent dans une stratégie argumentative commune. Elles s'inscrivent dans la tradition intentionnaliste attribuant le génocide à des visées conscientes des dirigeants nazis<sup>42</sup>. Ce faisant, elles dissocient la tradition nationale allemande des crimes commis en son nom. Cela permet l'élaboration d'un récit historique national incluant la période nazie tout en condamnant le génocide. Puisque la Shoah ne prend pas racine dans la culture politique allemande, celle-ci peut donc servir de base à une fierté nationale « saine ».

En plus de la préoccupation nationaliste qui les amène à rétablir une certaine continuité historique nationale, les révisionnistes partagent un rejet des interprétations sociales de l'histoire. Ils opposent aux explications ancrées dans les classes sociales une histoire biographique des dirigeants politiques et une histoire culturelle de la nation. Les écrits de Pío Moa procèdent d'une lecture politique axés sur une causalité événementielle, comme en atteste son penchant pour l'histoire biographique (Moa 2003a, 2004). En Italie, Renzo de Felice a dédié son œuvre la plus imposante à la vie de Mussolini. Puis, dans *Les rouges et les noirs*, il propose une lecture culturelle de la guerre civile italienne. Plus qu'un conflit entre partisans et fascistes, celle-ci opposerait les deux camps à une majorité d'Italiens blasés de la guerre (de Felice 1999).

En Allemagne, les explications intentionnalistes du génocide procède d'une histoire politique dans laquelle la responsabilité des crimes nazis appartient uniquement aux dirigeants du régime. L'histoire culturelle est quant à elle au fondement de la thèse d'Andreas Hillgruber sur la défense du front de l'Est contre les forces soviétiques. Ici, c'est le peuple allemand qui doit être protégé contre les avancées russes qui sèmeraient la destruction et la mort sur leur passage. Hillgruber ne semble pas prendre en compte, en raison de son empathie pour les soldats de la Wehrmacht, le

---

<sup>42</sup> Sur les enjeux du débat entre intentionnalisme et fonctionnalisme, voir Kershaw 1992: 128-163.

fait que la défense du front de l'Est était une condition nécessaire à la survie du régime nazi et à la poursuite de l'extermination dans les camps (Habermas 1988: 48-52).

Le penchant pour l'histoire politique des révisionnistes s'accompagne d'une approche compréhensive basée sur une lecture empathique des actions des acteurs politiques. Cette approche compréhensive vise à saisir le sens attribué par ces gens à leurs actions. Moa démontre une telle empathie envers Franco et les militaires insurgés du 18 juillet 1936, dont le combat aurait eu pour cible une révolution et non la démocratie; on ne peut toutefois pas dire qu'il réserve le même traitement à la gauche socialiste, dont les excès sont attribués au caractère totalitaire de leur idéologie (Moa 2011a, 2011c). En Allemagne, l'approche compréhensive de Nolte vise à mettre en lumière les prétendues craintes d'Hitler ayant motivé le génocide (Nolte 1988: 33-34).

La relation des révisionnistes à l'histoire comparée est plus complexe. Elle s'inscrit dans les stratégies interprétatives propres à chaque contexte national. Pío Moa ignore la comparaison entre le franquisme et les régimes étrangers. Il procède à des comparaisons par divergence entre la Seconde République et le régime de Franco afin de souligner le caractère paisible de la vie sous le franquisme (Moa 2011a, 2011b). Il ne démontre aucun intérêt pour la notion comparative de fascisme et son application à l'Espagne franquiste. De Felice se montre aussi sceptique quant à l'heuristique de la notion comparative de fascisme. Ses principaux travaux sont exempts d'approche comparative (de Felice 1999, 2002; Ledeen & de Felice 1976). Nolte est pour sa part un défenseur de l'histoire comparée. Dans les années soixante, il utilise la notion de fascisme pour comparer l'Action française, le fascisme italien et le national-socialisme (Nolte 1966). Plus récemment, il s'est tourné vers une stratégie comparative héritée des théories du totalitarisme en comparant le nazisme au

stalinisme, les camps allemands aux goulags et le génocide juif aux massacres soviétiques (Nolte 1988, 2000). La divergence entre les révisionnistes allemands d'un côté, espagnols et italiens de l'autre, s'explique dans le cadre des stratégies interprétatives propres à chaque contexte national. L'inscription du franquisme dans la continuité nationale espagnole et du fascisme dans celle de l'Italie dépend d'une réhabilitation dont la dissociation des crimes du nazisme est la condition. Dans ce contexte, attribuer l'alliance des forces de l'Axe à la contingence plutôt qu'à une essence fasciste commune sert la cause des nationalistes espagnols et italiens. Les nationalistes allemands n'ont pas cette opportunité, ce qui explique leur inclination à la comparaison entre le national-socialisme et le stalinisme : celle-ci leur permet de relativiser les crimes nazis.

### 3.4 Scientificité, politique et révisionnisme

La prétention à l'objectivité, à la neutralité et à la liberté scientifique sont au cœur des thèses révisionnistes. En Espagne, Moa en appelle aux « faits » prétendument « indiscutables » pour valider ses thèses. La connotation axiologique de ces « faits » est souvent évidente, comme en témoigne le passage suivant :

Et voici d'autres faits : les antifranquistes, qui invoquent tant la République sans prendre en compte ses effets historiques, continuent de miner la coexistence démocratique: terrorisme ou collaboration, séparatismes, attaques à Montesquieu, niveau de corruption de loin supérieurs à celui du franquisme, érosion de la souveraineté et de l'unité nationale...(Moa 2011b)

Certains historiens espagnols de droite ont saisi le caractère problématique des thèses de Moa (Tusell 2004; González Cuevas 2008). Pedro Carlos González Cuevas en conclut qu'un révisionnisme digne de ce nom, à l'image de celui de Renzo de Felice,

George Mosse, François Furet et Ernst Nolte, doit voir le jour en Espagne afin de renouveler une historiographie prise dans un carcan idéologique. Dans ce portrait, les travaux de Moa seraient une mauvaise solution à un véritable problème, soit la subordination de l'historiographie espagnole aux préoccupations politiques de la gauche. Les conclusions de González assument deux prémisses qu'il importe de questionner. D'abord, l'historiographie espagnole est-elle dominée par la gauche? La réponse à cette question est moins claire que ne le laisse croire ce dernier. Il y a évidemment des chercheurs qui montrent une sensibilité de gauche évidente, comme Julián Casanova, Carme Molinero ou Paul Preston. Mais l'inverse est vrai aussi : la droite a aussi ses représentants dans les institutions universitaires espagnoles. Javier en a été un exemple important<sup>43</sup>. Et l'historien conservateur américain Stanley Payne occupe une place importante dans l'historiographie espagnole.

La seconde prémisse sur laquelle s'appuie González Cuevas concerne l'historiographie révisionniste européenne. L'historien espagnol croit que la solution à la prétendue mainmise de la gauche sur l'historiographie réside dans l'apparition en Espagne d'un révisionnisme à l'européenne. Il y a lieu de se demander : des auteurs comme de Felice, Furet ou Nolte, auxquels réfère González sont-ils les défenseurs de la neutralité, de l'objectivité et de la liberté scientifique faisant face à des historiographies traditionnellement dominées par la gauche? Contrairement à ce qu'affirme l'historien de l'UNED, ces intellectuels ne représentent pas un courant de désidéologisation des sciences historiques. Ils s'inscrivent dans un mouvement de retour du balancier politique vers la droite au sein de l'historiographie.

En Allemagne, les détracteurs d'Habermas ont fait valoir l'importance de l'existence d'une liberté intellectuelle et académique selon laquelle aucune question ne serait interdite (Hildebrand 1988: 71). Ils lui ont attribué la volonté de contrôler, selon des

---

<sup>43</sup> Sur Tusell, voir de Riquer 2005.

critères moraux et politiques, ce qui peut se dire sur le nazisme et la Shoah. Ces accusations ne résistent pas à un examen critique. Ce n'est qu'avec la diffusion des thèses révisionnistes dans les journaux et les collections grand public qu'Habermas a considéré bon de lui opposer une réplique. L'agenda politique d'historiens comme Nolte et Stürmer est par ailleurs partie intégrante de leurs thèses révisionnistes. S'il y a bien une volonté chez Habermas de participer à la définition de ce qui constitue un usage public éthiquement responsable de l'histoire, ce n'est pas l'histoire objective et idéologiquement neutre qui lui est opposée, mais bien une vision concurrente fondée sur des objectifs politiques. Ces objectifs politiques correspondent à des préoccupations nationalistes et néoconservatrices.

Bien qu'il invoque une objectivité qui ferait défaut aux défenseurs de la « vulgate antifasciste », de Felice n'est pas plus neutre dans le contexte italien (Kallis 2003: 17; Traverso 2011: 123-124). Ses travaux marqués par ses préoccupations nationalistes ont été mobilisés dans le cadre des campagnes politiques partisans de Berlusconi et ont mené à une véritable réhabilitation du passé fasciste au sein du nationalisme italien.

Le contexte français diffère à cet égard. Le fait que la révision historiographique dont a été l'objet l'historiographie gaulliste soit venue de l'extérieur, Paxton et Sternhell, est significatif. Ces auteurs n'ont pas de projet nationaliste à défendre dans le contexte de l'Hexagone. La prétention à l'objectivité de Paxton est beaucoup plus nuancée que celle des révisionnistes allemands, italiens et espagnols. Ironiquement, l'exemple français d'un révisionnisme neutre de González Cuevas est François Furet. Cette figure marquante de l'historiographie de la Révolution Française a pourtant fait de l'anticommunisme son ultime combat intellectuel (Furet 1995)<sup>44</sup>.

---

<sup>44</sup> Sur Furet, voir Traverso 2011 : 61-71.

Les études anglo-américaines du fascisme sont-elles plus neutres que celles des historiens du XXe siècle espagnols, italiens ou allemands? Si ce n'était pas le cas, l'argument de González Cuevas en faveur d'un révisionnisme espagnol scientifique s'effondrerait. Le soutien de Stanley Payne à la figure emblématique du révisionnisme espagnol, Pío Moa, et à l'ancien dirigeant de la droite conservatrice, José María Aznar, n'est pas nécessairement incompatible avec la neutralité axiologique. Mais le caractère polémique de certaines thèses de Payne, insistant autant sur la culpabilité de la gauche espagnole quant à l'échec républicain que sur l'explication des conflits, témoigne d'une dimension politique de ses écrits (Payne 2004, 2006a). George Mosse et Roger Griffin ne semblent pas animés par le même esprit de croisade anti-marxiste que Payne, Nolte ou Moa. La plus grande distanciation de certains chercheurs anglo-saxons par rapport au fascisme résulte de ce que, contrairement aux Allemands, aux Italiens et aux Espagnols, cet objet d'étude ne comporte pas une dimension politique liée à leur identité nationale. Il ne faudrait pourtant pas négliger le rôle de ces historiens dans la légitimation des révisionnistes européens. En s'appuyant sur des auteurs comme Nolte, de Felice ou Moa, et en les considérant comme des interlocuteurs valides et objectifs, les auteurs anglo-saxons participent d'une dépolitisation de leurs préceptes qui profite aux courants politiques que ces auteurs représentent.

Il y a donc lieu de se demander : quels sont les enjeux politiques qui sous-tendent l'étude de l'histoire du franquisme? De façon générale, c'est la légitimité des différentes forces politiques qui est en jeu. Des auteurs comme Payne ou Moa critiquent le PSOE en le présentant en continuité avec son passé républicain pour en questionner le caractère démocratique. D'autres, comme Vicenç Navarro, rappellent la généalogie franquiste du PP pour remettre en cause l'authenticité de la démocratisation de la droite (Navarro 2010). Ces aspects normatifs sont liés aux stratégies interprétatives des historiens. Expliquer la transition par des conditions

mises en place par le régime franquiste (Moa) ou par des forces sociales engendrées par ses politiques (Tusell 1994) ouvre la porte à une critique du caractère démocratique de la tradition républicaine. Cette critique de la tradition républicaine s'appuie sur un rappel du passé révolutionnaire et nominalement opposé à la démocratie des partis de gauche (Juliá 2010: 13). Cette critique, même lorsqu'elle émane d'un historien de centre-gauche comme Santos Juliá, sert à rappeler que le virage libéral du PSOE de Felipe González et son acceptation de l'économie capitaliste sont des conditions *sine qua non* de son virage démocratique<sup>45</sup>.

Les technocrates de l'Opus Dei, le roi Juan Carlos 1<sup>er</sup>, Adolfo Suárez, et les groupes d'opposition ont tous joué un rôle dans le façonnement de l'ordre constitutionnel de 1978<sup>46</sup>. Mais déterminer lesquels de ces individus ou groupes ont joué un rôle décisif en faveur de la démocratisation relève en grande partie d'un choix politique.

Les historiens qui prétendent que le franquisme n'était pas fasciste et que des causes endogènes au régime l'auraient transformé en démocratie ne défendent pas tous la même conception politique<sup>47</sup>. Ils partagent toutefois un rejet du marxisme comme cadre théorique et comme idéologie politique. Les historiens qui classent le

---

<sup>45</sup> Sur le virage libéral du PSOE sous González, voir Mateos 2013

<sup>46</sup> Javier Tusell soutient que la transition est le mieux éclairée par une histoire politique au sein de laquelle Suárez et Juan Carlos ont les rôles principaux (Tusell 1994). Pour Paul Preston, ce sont les groupes d'opposition qui ont donné l'impulsion démocratique à la transition, alors que le roi lui a habilement donné sa direction à travers les obstacles institutionnels (Preston 2004). Santos Juliá se distingue par une approche sociologique, inspirée de Barington Moore, dans laquelle le rôle moteur revient aux « classes moyennes et ouvrière » quant à l'avènement de la démocratie, bien qu'à ces yeux le processus fut d'abord lancé par les élites du régime. Le développement économique ayant permis l'existence de classes moyennes est par ailleurs pour cet auteur une condition nécessaire au succès du projet démocratique (Juliá 1994: 172).

<sup>47</sup> Moa et Payne ont été par le passé proches du Partido Popular (Payne 2008a; Yeste 2011: 174). Javier Tusell ne cache pas pour sa part sa nostalgie d'une option politique plus centrée que ce qu'il conçoit comme le centre-droit du PP (Tusell 2000: 9-40).

franquisme parmi les fascismes sont associés de près ou de loin à la gauche. Plusieurs proviennent de la tradition marxiste et ont étudié auprès de Manuel Tuñón de Lara<sup>48</sup>.

Il n'est pas nécessaire de faire un classement exhaustif des affiliations et des sympathies politiques de chaque intellectuel impliqué dans ces débats. Il faut toutefois reconnaître que malgré la bonne volonté de nombreux historiens, l'étude du passé récent de l'Espagne comporte une dimension politique. La reconnaissance qu'une part des désaccords sur l'histoire résulte de positions normatives divergentes pourrait constituer le point de départ d'un dialogue fructueux au sein de la pluralité théorique de l'historiographie espagnole.

### 3.5 Synthèse

Nous entendons explorer dans ce chapitre la relation complexe entre l'écriture scientifique de l'histoire espagnole récente et la mémoire que conservent et attisent certains groupes sociaux. La complexité de cette relation nous semble incompatible avec une approche selon laquelle la neutralité de l'écriture de l'histoire est un fait accompli. Nous avons voulu mettre en évidence la dimension éthico-politique d'une transition historiographique longue et conflictuelle. Ce mémoire est orienté par la conviction que, malgré l'indépendance et la liberté académique théoriquement garantie dans les sociétés démocratiques, les chercheurs qui accomplissent la recherche scientifique restent des êtres sociaux. Si la vocation du savant se distingue de celle du politicien, le chercheur et le citoyen sont deux dimensions d'une seule et même personne qui ne peut abandonner ses convictions à l'entrée de l'institution universitaire. Cette indivisibilité de l'être social et du scientifique n'a nulle part

---

<sup>48</sup> C'est notamment le cas d'Alberto Reig Tapia (1999 et 2008). Sur Tuñón de Lara, voir Forcadell 2008.

d'implications plus importantes que dans les sciences humaines et sociales. Les analyses du passé et du présent de la vie collective participent de la construction d'un projet d'avenir.

Des historiens espagnols ont critiqué le révisionnisme de Pío Moa en distinguant la véritable pratique scientifique de l'opinion et des jugements de valeurs produits par ce polémiste (Tusell 2004; Reig 2006 et 2008; González Cuevas 2008). S'il est indéniable que les écrits de Moa ne passeraient pas le test de l'évaluation par les pairs des publications scientifiques, se contenter de les invalider sur la base qu'ils appartiennent à une catégorie autre que les sciences historiques nous ferait passer à côté des raisons de leurs succès. Nous ne pouvons faire un examen exhaustif de ces raisons, sans doute variées. La capacité de Moa de mettre ses thèses en relation avec des écrits scientifiques axés sur des interprétations similaires, quoique moins caricaturales, y est à notre avis pour quelque chose.

Pedro Carlos González Cuevas prétend que le succès de Moa témoigne de la nécessité de réviser l'historiographie espagnole pour la purger de ses fondements marxistes-léninistes et l'ancrer dans l'objectivité scientifique (González Cuevas 2008). L'exploration des fondements théoriques, méthodologiques et normatifs du révisionnisme de Payne, de Nolte ou de Felice nous amène à des conclusions tout autres. Ce que les thèses de Moa nous apprennent, c'est que l'interprétation de l'histoire comporte toujours une dimension politique, et ce, peut-être encore plus lorsque cette interprétation se présente comme un effort de dépolitisation. La meilleure façon d'éviter que les contributions scientifiques ne se réduisent à une lutte entre les conceptions normatives des chercheurs, c'est d'aborder cette dimension de façon critique et réflexive. Ignorer cet aspect constitue peut-être la plus grande faiblesse des courants culturaliste et révisionniste.

## CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons abordé une vaste littérature théorique et historique. Nous nous sommes penché sur une série de concepts, notamment ceux de fascisme, autoritarisme, totalitarisme; capitalisme, révolution, modernité; idéologie; mémoire, histoire, et usage public du passé. Cette liste non-exhaustive témoigne de l'étendue du champ de réflexion dans lequel nous nous sommes plongé, avec l'intention d'en éclairer une topographie très complexe. Nous nous sommes demandé à travers cette réflexion : *quels sont les enjeux ontologiques, méthodologiques, théoriques, épistémologiques et politiques qu'implique la théorisation du franquisme comme phénomène distinct du fascisme? Quelles relations existe-t-il entre ces différents enjeux, et comment peut-on démêler ce qui relève du champ académique de ce qui relève du champ politique?*

De cette interrogation principale découle une série de sous-questions. Nous les avons regroupées en trois domaines d'investigation plus spécifiques. Dans le chapitre 1 nous nous sommes interrogé sur le courant culturaliste en études comparées des fascismes. Nous avons souligné que ce sont surtout les auteurs associés à ce paradigme, dominant dans son champ, qui excluent le franquisme des régimes fascistes (Payne 1987; Griffin *et al.* 1998; Tusell 1988). En faisant en quelque sorte l'histoire conceptuelle de la notion de fascisme, nous avons mis l'accent sur les implications ontologiques, théoriques et méthodologiques des préceptes communs au « nouveau consensus » sur les interprétations culturalistes du fascisme. Nous avons soutenu que la définition ontologique du fascisme comme idéologie est imbriquée à un problème méthodologique : comment passer de l'approche compréhensive à l'explication causale? Peut-on expliquer l'histoire du fascisme à partir des idées exprimées par ses intellectuels et ses dirigeants? Comment fait-on pour distinguer les idées à caractère instrumental et celle auxquelles adhéraient réellement les fascistes?

L'approche compréhensive, qui découle de l'ontologie idéale du fascisme, entraîne également une tension théorique. À en croire les idéologues fascistes, leur projet politique serait véritablement révolutionnaire et anticapitaliste<sup>1</sup>. Les historiens culturalistes acceptent cette prétention. La dimension révolutionnaire est au cœur de leurs définitions du fascisme (Griffin *et al.* 1998: 14; Payne 1995: 14). Ces chercheurs attribuent souvent une forme d'anticapitalisme aux idées fascistes (Griffin *et al.* 1998: 8; Mosse 1998: 141; Mann 2004: 15). Ces définitions souffrent à notre avis d'une sous-problématisation et d'un déficit d'historicisation des catégories de révolution et de capitalisme. Le traitement décontextualisé de ces notions ouvre la porte à des dichotomies qui rendent difficilement compte de la complexité des phénomènes à l'œuvre : révolutionnaire/réactionnaire; capitaliste/anticapitaliste, moderne/réactionnaire. Inclure le fascisme parmi les idéologies révolutionnaires constitue un usage extensif et questionnable de la notion de révolution: le contenu commun aux conceptions révolutionnaires des fascistes, des marxistes et des autres idéologies qui s'en réclament est très limité. Pour ce qui est du capitalisme, les fascistes ne s'y sont jamais opposés si par cette notion nous entendons une relation d'exploitation d'une classe par une autre médiatisée par la contrainte du marché (Wood 2002). Ils ont certes été critiques du capital « étranger » ou « juif », de l'usure, de la finance ou du « capital » non-productif, mais ils se sont montrés beaucoup plus complaisants avec les industriels nationaux (Paxton 2004: 10-11).

Finalement, la sous-problématisation des notions de révolution et de capitalisme amène les historiens culturalistes à considérer le fascisme comme un phénomène moderne, en opposition aux mouvements réactionnaires (Griffin 2007). Nous avons soutenu que la dichotomie moderne/réactionnaire est problématique. Trop souvent, ces termes

---

<sup>1</sup> Voir Payne 1980; Mosse 1999; Saz 2004b; Griffin 2007.

obscurcissent plus qu'ils n'éclairent la réalité qu'ils prétendent dépeindre. La notion de modernité recoupe une panoplie de phénomènes, que Weber réunissait dans une matrice de rationalisation. Plusieurs recherches récentes montrent le caractère contingent, voire contradictoire de ces divers processus (Wood 1991, 2000; Teschke 2003; Dufour 2005; Lacher 2006). Le fascisme montre le caractère contradictoire de l'opposition tradition/modernité : par des moyens modernes comme la mobilisation de masse au nom du nationalisme, il prétend écraser la démocratie et l'œuvre du rationalisme et des révolutions modernes. Nous avons conclu le premier chapitre sur deux idées. En premier lieu, nous avons proposé l'abandon de la notion de modernité. Nous lui préférons la contextualisation des idées fascistes au sein des stratégies de reproduction sociale imposées par les régimes de propriété existant à chaque endroit spécifique<sup>2</sup>. Puis, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle le tournant culturaliste dans les études du fascisme est en partie l'expression d'enjeux normatifs participant d'une révolution conservatrice, et dont le congédiement du marxisme est l'expression intellectuelle. Ce virage normatif oriente les stratégies interprétatives des chercheurs. Leurs choix ontologiques, méthodologiques et théoriques constituent des matérialisations de ces stratégies reposant entre autres sur des fondements politiques.

Dans le deuxième chapitre, nous nous sommes intéressé aux principaux développements de l'historiographie du franquisme en ce qui concerne la catégorisation du régime. Notre objectif était de mettre en lumière les enjeux théoriques et méthodologiques du débat sur la nature du franquisme. Nous avons mis l'accent sur le caractère conflictuel de la réception du paradigme culturaliste dans l'historiographie espagnole. Après un bref survol de l'histoire espagnole, de la Seconde République à la consolidation de la monarchie constitutionnelle, nous avons abordé l'apport du sociologue Juan Linz à l'étude du régime de Franco (Linz 1970; 2006). Nous avons

---

<sup>2</sup> L'antisémitisme nazi a déjà fait l'objet d'une telle contextualisation (Dufour 2005 : 295-374; voir aussi Dufour 2007).

noté l'influence de son approche sur l'historiographie espagnole. Les termes du débat témoignent de cette influence : la distinction entre régimes autoritaires et régimes totalitaires constitue l'horizon au sein duquel interviennent la majeure partie des historiens espagnols lorsque vient le temps de définir le franquisme. Ceux qui considèrent qu'il s'agit d'une forme de fascisme tentent de montrer qu'il correspond aux critères des régimes totalitaires de Linz; qu'il possède des attributs idéologiques modernes. Ceux qui estiment au contraire que le régime n'était pas fasciste mettent en évidence son caractère traditionnel, catholique et sa tolérance envers certaines organisations plus ou moins autonomes (ce que Linz appelle le « pluralisme limité »).

Nous dirigeons ensuite notre attention vers un autre spécialiste de l'Espagne évoluant dans une institution américaine : l'historien Stanley Payne (1961, 1980, 1987, 2004, 2006a). L'influence de Payne sur l'historiographie espagnole est aussi très importante. Son héritage théorique consiste à avoir défini l'essence du fascisme comme idéologie : ce sont les principes définis par les idéologues, et non les actions des dirigeants, qui doivent faire l'objet d'étude s'il est question de trouver la nature du fascisme. Il en découle une hiérarchie de l'authenticité fasciste : les idées fascistes sont la manifestation véritable du phénomène, les mouvements en sont une incarnation plus imparfaite et les régimes sont le résultat de compromis; ils sont donc moins fascistes.

Nous avons par la suite survolé le débat sur la nature du franquisme qui a accompagné la transition démocratique (de Miguel 1975, 1977; Sotelo 1977; Sevilla-Gúzman *et al.* 1978; Oltra & de Miguel 1978)<sup>3</sup>. Nous avons montré comment Linz a contribué à définir les termes de ce débat. Les tentatives de démontrer le caractère moderne et révolutionnaire du régime franquiste en en théorisant l'idéologie ont éclipsé la nécessité de questionner le contenu de la notion de modernité. La rareté des recherches empiriques a grandement limité les possibilités de tester les théories proposées. Ces

---

<sup>3</sup> Voir Tusell 1988: 86-106; Molinero & Ysàs 2003: 37-43.

théories s'appuyaient dans une large mesure sur l'expérience personnelle des chercheurs, qui avaient eux-mêmes vécu en Espagne franquiste.

Nous avons par la suite esquissé les grandes lignes du débat contemporain sur la nature du franquisme dans l'historiographie espagnole. Nous avons classé les positions en trois catégories : 1-les chercheurs qui définissent le franquisme comme une forme de fascisme; ceux-ci se basent essentiellement sur la violence de la répression, le stigmate attribué aux républicains et renforcé par une politique de division entre vainqueur et vaincus, ainsi que sur le rôle du contexte international dans la transformation de l'image du régime après la Seconde Guerre mondiale; 2-les chercheurs qui refusent l'appellation fasciste pour le régime, tout en procédant à des comparaisons entre celui-ci et les dictatures allemande et italienne afin d'en définir la nature exacte; 3-les auteurs révisionnistes qui omettent toute comparaison synchronique et qui réhabilitent moralement le franquisme en le contrastant avec la conflictualité de la Seconde République. Nous avons approfondi l'approche d'Ismael Saz, axée sur le concept de fascisation, qui offre des nuances des deux premières catégories (Saz 2004b). Nous avons soutenu que cette approche, bien qu'elle éclaire des aspects qui échappent aux approches culturalistes conventionnelles, s'appuie sur une conception similaire de la nature ontologique du fascisme : il s'agit d'une idéologie révolutionnaire, incarnée plus authentiquement par les mouvements sectaires que par les régimes.

Le portrait que nous avons dressé de l'historiographie du franquisme nous amène à une conclusion sur la nature conflictuelle de la définition du régime : l'objet de cette conflictualité dépasse les enjeux ontologiques, théoriques et méthodologiques que nous avons présentés dans le chapitre 2. Il était donc nécessaire de passer au volet normatif qui sous-tend l'ensemble de la démarche analytique sur le sujet : les valeurs comme point d'entrée de la réflexion sur la nature du franquisme.

Nous avons abordé l'aspect normatif du débat sur la nature du franquisme dans le chapitre 3. Notre objectif était de questionner la prétention de certains historiens de la tradition culturaliste et révisionniste d'aborder le sujet à partir d'une position axiologiquement neutre. Nous avons soutenu que cette prétention à l'objectivité s'appuie sur une conception rigide de deux distinctions: une entre l'histoire et la mémoire, l'autre entre la vocation scientifique et la vocation politique. Nous avons proposé de voir ces distinctions comme des orientations plutôt que comme des catégories étanches; d'en faire des objectifs plutôt que des faits accomplis. Nous avons argué, en nous appuyant sur une conception plus souple et réflexive de ses distinctions, que le débat sur la nature du franquisme comporte une dimension politique inhérente. Celle-ci se matérialise dans une série de choix ontologiques, méthodologiques et théoriques, orientés par des stratégies argumentatives qui sont en partie le produit de choix normatifs.

Afin d'explicitier le rôle des enjeux normatifs qui structurent ce débat, nous avons exploré la controverse sur le révisionnisme survenue dans les années 2000 en Espagne. Nous avons d'abord comparé le moment d'émergence de cette controverse à des cas similaires en Italie, en France et en Allemagne. Nous avons expliqué la divergence espagnole par le contexte particulier de la transition démocratique et par le long processus d'adaptation de la droite conservatrice espagnole au contexte de la démocratie libérale. Nous avons ensuite comparé le profil des instigateurs des controverses européennes à celui du polémiste espagnol Pío Moa (2003a, 2004). La position particulière de Moa par rapport aux historiens fait en sorte que ses interlocuteurs et lui ne parlent pas le même langage : sa légitimité pour participer au débat public vient du fait qu'il publie des livres sur l'histoire, et que ceux-ci se vendent plus que la plupart des publications scientifiques (Yeste 2011: 174); ses détracteurs s'appuient sur la légitimité des institutions de la science historique : revues avec révision par les pairs, postes dans les universités, etc.

Nous explorons ensuite les stratégies interprétatives des révisionnistes. En comparant celles de Moa à celles des révisionnistes européens nous en explicitons les grandes lignes. Moa adopte des positions normatives fortement teintées d'un nationalisme centralisateur et conservateur, tout en prétendant s'appuyer strictement sur des faits (Moa 2010b, 2011c). Son argumentaire consiste à faire porter la responsabilité de la Guerre Civile et de la dictature à la gauche (Moa 2004). Il attribue la démocratie à des conditions mises en place par le franquisme (Moa 2011a). Son approche procède d'une méthode *ad hoc* qui se rapproche à plusieurs égards de celle des révisionnistes italiens et allemands. Il procède à une histoire étroitement politique, axée sur une causalité événementielle; il ignore la notion comparative de fascisme, et définit ses axes de comparaison dans le plus pur nationalisme méthodologique.

Certains historiens ont tenté de réfuter le révisionnisme de Moa et de ses collègues César Vidal et Federico Jiménez Losantos en démontrant le caractère étranger à la science de leurs travaux (Tusell 2004; Moradiellos 2007; Sevillano 2007; Reig 2006 et 2008; González Cuevas 2008; Yeste 2011: 173-182). Pedro Carlos González Cuevas a profité de l'occasion pour en appeler à la formation d'un révisionnisme authentiquement scientifique en Espagne. Celui-ci devrait à ses yeux prendre le relais d'une historiographie marxiste-léniniste désuète. Nous nous sommes donc penché sur les liens entre les stratégies interprétatives et les positions normatives des historiens révisionnistes et culturalistes. Loin de corroborer la vision de González Cuevas, notre survol nous amène à voir chez plusieurs d'entre eux des préoccupations politiques au centre de leur réflexion sur l'histoire. La disqualification du marxisme comme utopie et comme cadre d'analyse est le plus petit dénominateur commun entre des auteurs comme François Furet, Stanley Payne, Renzo de Felice et Ernst Nolte (Furet 1995; Payne 2004; de Felice 1999; Nolte 1988). Chez Stanley Payne, cet antimarxisme s'illustre par un penchant pour des jugements normatifs et historiques qui s'apparentent

à certains égards à ceux de Moa, notamment la culpabilité de la gauche quant au déclenchement de la Guerre Civile, par exemple (Payne 2006a).

Nous concluons le chapitre 3 par le constat qu'une dimension politique accompagne toujours l'écriture de l'histoire. Cet aspect normatif oblige les chercheurs à un effort de réflexivité sur le rôle de leurs propres convictions dans l'élaboration d'explications historiques. Il rappelle aussi la nécessité pour les scientifiques de faire preuve d'une « éthique de la responsabilité », pour emprunter l'expression de Weber (2002: 206). Les conséquences des thèses historiques ne sont pas les mêmes dans des contextes nationaux distincts. Il est prudent de se pencher sur ces conséquences lorsque vient le temps de déterminer l'étendue de la validité d'un modèle théorique. Dans une optique similaire, il est important de rappeler la nécessité de contextualiser les auteurs sur lesquels nous appuyons notre réflexion. Utiliser les outils théoriques d'un auteur en faisant abstraction de sa dimension politique ou de son rôle d'« entrepreneur identitaire » peut avoir des conséquences importantes sur les résultats de nos recherches. En sciences sociales, les outils théoriques ne sont pas toujours que les instruments conceptuels d'une recherche objective; ils sont parfois aussi les armes de combats politiques.

Notre intention consistait à mettre en lumière le rapport à l'histoire en Espagne dans le contexte actuel. Cette contextualisation est importante lorsqu'il est question de se pencher sur le développement limité de l'extrême-droite populiste contemporaine dans ce pays. Le rôle des idéologues et intellectuels proches du Partido Popular dans l'élaboration de lectures apologétique du franquisme ne devrait pas être sous-estimé. Josep Ramoneda affirme que l'extrême-droite espagnole se trouve au sein du Partido Popular. Sur un ton moins polémique, nous devons tout de même lui accorder qu'une étude de l'extrême-droite au sud des Pyrénées ne peut se passer d'un examen du rôle du parti conservateur et des idéologues et intellectuels qui servent sa cause. Puis, d'un

point de vue épistémologique, l'exploration des controverses mémorielles et historiographiques sur la nature du franquisme nous rappelle l'importance de faire preuve de réflexivité quant aux choix normatifs qui peuvent orienter nos réflexions théoriques et historiques.

La recherche sur le franquisme prend depuis les années quatre-vingt-dix de nombreuses directions. Ce mémoire offre une modeste contribution à une dimension de l'interprétation de la dictature jusqu'ici peu explorée. Il ouvre la porte à au moins deux avenues de recherche future. En premier lieu, il serait intéressant d'approfondir la dimension politique de l'interprétation du franquisme dans les travaux d'auteurs que nous avons peu explorés: ceux ayant participé au débat sur la nature du franquisme à l'époque de la transition démocratique; d'autres qui se sont penchés sur cette question depuis, comme Santos Juliá (1999), Julián Casanova ou Javier Rodrigo. Puis, il y aurait lieu de se pencher sur les causes socio-historiques du nationalisme espagnol dont la dictature a été l'expression la plus marquante. Quels types de relations de classes ont fait en sorte qu'un nationalisme conservateur et centralisateur a été une réponse rationnelle aux problèmes vécus par certains groupes sociaux dans les années trente et les décennies subséquentes? Ces questionnements sont d'une grande pertinence alors que l'Espagne est le théâtre d'une lutte politique entre des nationalismes concurrents dans laquelle le poids de l'histoire joue pour beaucoup.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abad de Santillán, D. (1975). *Por Qué Perdimos la Guerra: Una Contribución a la Historia de la Tragedia Española*. Madrid: G. del Toro.
- Abellán, J. L. (2011). *Ensayo sobre las Dos Españas: Una Voz de Esperanza*. Barcelona: Península.
- ACN Press. (2013, 2 juillet). El PP de Altafulla equipara a la Asamblea Nacional Catalana con el nazismo. *El Periodico*. Récupéré de <http://www.elperiodico.com/es/noticias/politica/altafulla-equipara-asamblea-nacional-catalana-nazismo-2454054>
- Aguilar Fernández, P. (1996a). *Memoria y Olvido de la Guerra Civil española*. Madrid: Alianza.
- Aguilar Fernández, P. (1996b). Collective Memory of the Spanish Civil War : the Case of the Political Amnesty in the Spanish Transition to Democracy, *Working Papers CEACS*, 85, Madrid, Instituto Juan March. Récupéré de [http://www.march.es/ceacs/publicaciones/working/archivos/1996\\_85.pdf](http://www.march.es/ceacs/publicaciones/working/archivos/1996_85.pdf).
- Aguilar Fernández, P. (2002). *Memory and Amnesia: The Role of the Spanish Civil War in the Transition to Democracy*. New York et Oxford: Berghahn Books.
- Allardyce, G. (1979). What Fascism Is Not : Thoughts on the Deflation of a Concept. *American Historical Review*, 84, 367-388.
- Altozano, G. (2012, 23 décembre). Pío Moa: « El Nacionalismo se Remedía, en Último Extremo, con la Guardia Civil ». *Periodista Digital*. Récupéré de <http://www.periodistadigital.com/ocio-y-cultura/libros/2012/12/23/pio-moa-espana-contra-espana.shtml>
- Álvarez Cobelas, J. (2004). *Envenenados de Cuerpo y Alma: la Oposición Universitaria al Franquismo en Madrid 1939-1970*. Madrid: Siglo XXI de España.

- Ampudia de Haro, F. (2010, juillet). Historiografía, Cultura Política y Legitimación Político-Partidista en España. *X Congreso Español de Sociología*. Actes du colloque organisé par la Federación Española de Sociología, la Asociación Navarra de Sociología et l'Universidad Pública de Navarra, Pamplona. Récupéré de <http://www.fes-web.org/uploads/files/modules/congress/10/grupos-trabajo/ponencias/651.pdf>
- Angenot, M. (2011). L'Immunité de la France envers le Fascisme : un Demi-Siècle de Polémiques Historiennes. *Études Françaises*, 47(1), 15-42.
- Arendt, H. (1973). *The Origins of Totalitarianism*. San Diego: Harcourt Brace Jovanovich.
- Aron, R. (1966). *Histoire de Vichy 1940-1944*. Paris: Fayard.
- Aróstegui, J. (1992). La Historiografía sobre la España de Franco. Promesas y Debilidades. *Historia Contemporánea*, 7, 77-100.
- Aróstegui, J. (2002). La Mémoire de la Guerre Civile et du Franquisme dans l'Espagne Démocratique. *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, 2(74), 31-42.
- Aróstegui, J. et Marco, J. (dir.) (2008). *El Último Frente: la Resistencia Armada Antifranquista en España 1939-1952*. Madrid: Catarata.
- Bale, J. M. (2002). 'National Revolutionary' Groupuscules and the Resurgence of 'Left-Wing' Fascism: the Case of France's Nouvelle Résistance. *Patterns of Prejudice*, 36(3), 24-49.
- Balfour, S. (2008). La Dictadura Franquista y los Modelos Totalitarios y Autoritarios en Europa. Dans Carlos Navajas Zubeldía et Diego Iturriaga Barco, *Crisis, Dictaduras, Democracia: I Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo* (p. 39-43). Logroño: Universidad de la Rioja.
- Beetham, D. (1983). *Marxists in the Face of Fascism*. Manchester: Manchester University Press.
- Belmonte, F. (2008). Mémoire, Histoire et Propagande. Retours sur la Guerre Civile. *Atala*, 11, 89-106.
- Bendix, R. (1978). *Kings or People: Power and the Mandate to Rule*. Berkeley, Los Angeles, Londres: University of California Press.

- Benjamin, W. (1991). Sur le Concept d'Histoire. Dans *Écrits Français* (p. 432-443). Paris : Gallimard.
- Berthier, N. (1991). Franco, Ese Hombre : un Siècle d'Espagne. *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 27(3), 193-207.
- Besançon, A. (1986). *Présent Soviétique et Passé Russe*. Paris : Hachette.
- Betz, H. G. (1994). *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*. New York: St. Martin's Press.
- Botti, A. (1992). *Cielo y dinero. El Nacionalcatolicismo en España (1881-1975)*. Madrid: Alianza Editorial.
- Bourdieu, P. (2004). *Esquisse pour une Auto-Analyse*. Paris: Raisons d'Agir.
- Brenan, G. (1976). *The Spanish Labyrinth: An Account of the Social and Political Background of the Spanish Civil War*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Brenner, R. (1995). Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe. Dans T.S. Aston et C.H.E. Philpin (dir.), *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Broszat, M. et Friedländer, S. (1988). A Controversy about the Historicization of National Socialism. *New German Critique*, 44, 85-126.
- Brubaker, R. (1992). *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge: Harvard University Press.
- Brubaker, R. (2004). *Ethnicity without Groups*. Cambridge: Harvard University Press.
- Callinicos, A. (1989). Bourgeois Revolutions and Historical Materialism. *International Socialism* 2(43), 113-171, récupéré de <http://www.marxists.org/history/etol/writers/callinicos/1989/xx/bourrev.html>
- Campuzano, F. (1997). *L'Élite Franquiste et la Sortie de la Dictature*. Paris: L'Harmattan.
- Camus, J.-Y. (1998). *Le Front National*. Toulouse: Éditions Milan.

- Cardona, G. (1988). El Poder Militar en la II República y la Conspiración de 1936. *Gerónimo de Uztáriz*, 2, 88-94.
- Carr, R. (1971) *The Republic and the Civil War in Spain*. Londres et New York: Macmillan et St. Martin's Press.
- Casals, X. (2011). La Nova Ultradreta Populista i l'“Enigma” Espanyol. *L'Espill*, 38, 82-91.
- Casanova, I. (2007). *ETA 1958-2008 : Medio Siglo de Historia*. Tafalla: Txalaparta.
- Casanova, J. (1992). *El Pasado Oculto: Fascismo y Violencia en Aragón (1936-1939)*. Madrid: Siglo Veintiuno Editores.
- Casanova, J. (1994). Las Enseñanzas de la Transición Democrática en España. *Ayer*, 15, 15-54.
- Casanova, J. (dir.) (2004). *Morir, Matar, Sobrevivir: la Violencia en la Dictadura de Franco*, Barcelone, Crítica.
- Casanova, J. (2005). Terror and Violence : the Dark Side of Spanish Anarchism. *International Labor and Working-Class History*, 67, 79-99.
- Casanova, J. (2008). La Historia Social de los Vencidos. *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 30, 155-163.
- Chueca Rodríguez, R. L., Montero Gibert, J. R. (1992). El Fascismo en España: Elementos para una Interpretación, *Historia Contemporánea*, 8, 215-248.
- Cobban, A. (1965). *The Social Interpretation of the French Revolution*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Cobo Romero, F. (2013). La Cuestión Agraria y las Luchas Campesinas en la II República, 1931-1936. *Hispania Nova*, 11. Récupéré de <http://hispanianova.rediris.es/11/dossier/11d002.pdf>
- Comintern (1998). The Terrorist Dictatorship of Finance Capital. Dans R. Griffin, *International Fascism: Theories, Causes and the New Consensus* (p. 59-66). Londres: Oxford University Press.
- Comninel, G. (1990). *Rethinking the French Revolution. Marxism and the Revisionist Challenge*. Londres: Verso.

- Conan, É. et Rouso, H. (1996). *Vichy: un Passé qui ne Passe Pas*. Paris : Gallimard.
- Costa Pinto, A. (dir.) (2011) *Rethinking the Nature of Fascism: Comparative Perspectives*. Londres: Palgrave MacMillan.
- Courtois, S. (dir.) (1997). *Le Livre Noir du Communisme : Crimes, Terreur et Répression*. Paris : Robert Laffont.
- Coverdale, J. F. (1975). *Italian Intervention in the Spanish Civil War*. Princeton: Princeton University Press.
- Cuesta Bustillo, J. (2007). Recuerdo, Silencio y Amnistía en la Transición y Democracia Española (1975-2006), *Studia Historica. Historia Contemporánea*, 25, 125-165.
- De Felice, R. et Ledeen, M. A. (1976). *Fascism. An informal Introduction to Its Theory and Practice*. New Brunswick, New Jersey: Transaction Books.
- De Felice, R. (1999). *Les Rouges et les Noirs : Mussolini, la République de Salò et la Résistance*. Genève : Georg.
- De Felice, R. (2000). *Les Interprétations du Fascisme*. Paris : Éditions des Syrtes.
- De Felice, R. (2002). *Brève Histoire du Fascisme*. Paris: Louis Audibert.
- De la Cierva, R. (1969). *Historia de la Guerra Civil española*. Madrid: Librería Editorial San Martin.
- De Miguel, A. (1975). *Sociología del Franquismo: Análisis Ideológico de los Ministros del Régimen*. Barcelona: Editorial Euros.
- De Miguel, A. (1977). La « Sociología del Franquismo » Revisitada. *Papers. Revista de Sociologia*, 6, 174-180.
- De Riquer, B. (2005). Javier Tusell en la Historiografía Española. *Ayer*, 57, 9-15.
- De Riquer, B. (2010). *La Dictadura de Franco*. Barcelone: Crítica.
- De Riquer, B. (2012, 26 mai). La Larga Sombra del Franquismo Historiográfico. *El País*. Récupéré de [http://elpais.com/elpais/2012/05/11/opinion/1336763053\\_612230.html](http://elpais.com/elpais/2012/05/11/opinion/1336763053_612230.html)

- Del Río Morillas, M. A. (2013). *De la Extrema Derecha Neofranquista a la Derecha Conservadora: los Orígenes de Alianza Popular (1973-1979)*. (Thèse de doctorat). Universitat Autònoma de Barcelona. Récupéré de *Tesis Doctorals en Xarxa* <http://hdl.handle.net/10803/120547>
- Dufour, F. G. (2001). *Patriotisme Constitutionnel et Nationalisme : Sur Jürgen Habermas*. Montréal : Liber.
- Dufour, F. G. (2005). *The Modern Era and the Transformation of Anti-Judaism*. (Thèse de doctorat non publiée). York University.
- Dufour, F. G. (2007). Social-Property Regimes and the Uneven and Combined Development of Nationalist Practices. *European Journal of International Relations*, 13(4), 583-604.
- Dufour, F.-G. et Lapointe, T. (2010). La Sociologie Historique Néowébérienne. Dans A. Macleod, E. Dufault et F.-G. Dufour (dir.), *Théories des Relations Internationales. 2<sup>e</sup> Édition* (p. 379-401). Montréal, Athéna.
- Dupuis-Déri, F. (2013). *Démocratie : Histoire Politique d'un Mot aux États-Unis et en France*. Montréal : Lux Éditeur.
- Eatwell, R. (1996). *Fascism : A History*. New York: Allen Lane.
- Ellwood, S. M. (1987). *Spanish Fascism in the Franco Era: Falange Española de las JONS: 1936-1976*. New York: St. Martin's Press.
- Elorza, A. (dir.) (2000). *La historia de ETA*. Madrid: Temas de Hoy.
- Europa Press. (2013, 3 août). El PP Defiende al Cargo que Posó con una Bandera Nazi: 'Es el Error de una Persona Joven'. *El Mundo*. Récupéré de <http://www.elmundo.es/elmundo/2013/08/03/valencia/1375526729.html>
- Faber, S. (2007). The Debate about Spain's Past and the Crisis of Academic Legitimacy: the Case of Santos Juliá. *The Colorado Review of Hispanic Studies*, 5, 165-190.
- Faber, S., Sánchez León, P. et Izquierdo Martín, J. (2011). El Poder de Contar y el Paraíso Perdido. Polémicas Públicas y Construcción Colectiva de la Memoria en España. *Política y Sociedad*, 48(3), 463-480.

- Fabre Fornaguera, J. (2002). *La Contrarevolució de 1939 a Barcelona. Els que es Van Quedar.* (Thèse de doctorat). Universitat Autònoma de Barcelona. Récupéré de *Tesis Doctoral en Xarxa* <http://hdl.handle.net/10803/4787>
- Feldman, M. (dir.) (2008). *A Fascist Century : Essays by Roger Griffin.* Houndmills: Palgrave Macmillan.
- Fernández-Miranda Lozana, P. (2002). *La Reforma Política (Contribución a la Historia de la Transición).* (Thèse de doctorat). Universidad Complutense de Madrid. Récupéré de <http://eprints.ucm.es/2178/>
- Ferrándiz Martín, F. (2007). Exhumaciones y Políticas de la Memoria en la España Contemporánea. *Hispania Nova*, 7. Récupéré de <http://hispanianova.rediris.es/7/dossier/07d003.pdf>
- Fest, J. (1988). Postface (21 avril 1987). Dans *Devant l'histoire. Les Documents de la Controverse sur la Singularité de l'Extermination des Juifs par le Régime Nazi* (p. 333-335). Paris : Éditions du Cerf.
- Fontana, J. (dir.) (2000). *España Bajo el Franquismo.* Barcelone: Crítica.
- Forcadell, C. (2008). Tuñón de Lara, los Historiadores Contemporáneos y la Transición Democrática. *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 30, 185-198.
- Forlin, O. (2013). *Le Fascisme. Historiographie et Enjeux Mémoires.* Paris : La Découverte.
- Friedrich, C. J. et Brzezinski, Z. (1965). *Totalitarian Dictatorship and Autocracy.* Cambridge: Harvard University Press.
- Furet, F. (1978). *Penser la Révolution Française.* Paris : Gallimard.
- Furet, F. (1995). *Le passé d'une Illusion : Essai sur l'Idée Communiste au XXe siècle.* Paris : Laffont/Calmann-Lévy.
- Galli della Loggia, E. (2008). Formes et Fonctions de l'Antifascisme dans la Vie Politique Italienne. Légitimité ou Légitimation? *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 100, 69-78.
- Gentile, E. (1990). Fascism as Political Religion. *Journal of Contemporary History*, 25(2/3), 229-251.

- Gentile, E. (2000). Introduction. Dans Renzo De Felice, *Les Interprétations du Fascisme* (p. 7-26). Paris : Éditions des Syrtes.
- Georgel, J. (1999). *Les Eurodictatures : Fascisme, 1922-1945, Salazarisme, 1926-1968, Nazisme, 1933-1945, Franquisme, 1936-1975 : Étude Comparative*. Rennes: Apogée.
- Gil Pecharromán, J. (2002). *Historia de la Segunda República Española*. Madrid: Biblioteca Nueva.
- Giner, S. (1977). Algunas Acotaciones al Análisis del Franquismo según Amando de Miguel. *Papers. Revista de Sociologia*, 6, 149-156.
- Ginés Sánchez, A. (2008). *La Instauració del Franquisme al País Valencià: Castelló de la Plana i València*. (Thèse de doctorat). Universitat Pompeu Fabra. Récupéré de *Tesis Doctorals en Xarxa*. <http://hdl.handle.net/10803/7470>
- Goldstone, J. A. (2001). Toward a Fourth Generation of Revolutionary Theory. *Annual Review of Political Science*, 4, 139-187.
- Gómez Rosa, F. (2008). *La Unión Militar Democrática en la Transición Política*. (Thèse de doctorat). Universidad Complutense de Madrid. Récupéré de <http://eprints.ucm.es/7700/>
- González Calleja, E. (2001). Los Apoyos Sociales de los Movimientos y Regímenes Fascistas en la Europa de Entreguerras: 75 años de Debate Científico. *Hispania*, LXI/1(207), 17-68.
- González Calleja, E. (2008). La Violencia y sus Discursos: los Límites de la "Fascistización" de la Derecha Española durante el Régimen de la II República. *Ayer*, 71, 85-116.
- González Cuevas, P. C. (2008). ¿Revisionismo Histórico en España? *El Catoblepas*, 82. Récupéré de <http://nodulo.org/ec/2008/n082p14.htm>
- Gregor, A. J. (1974). *Interpretations of Fascism*. Morristown, N.J.: General Learning Press.
- Gregor, A. J. (2000). *The Faces of Janus: Marxism and Fascism in the Twentieth Century*. New Haven: Yale University Press.
- Griffin, R. (1993). *The Nature of Fascism*. Londres et New York: Routledge.

- Griffin, R. (1995). *Fascism*. Oxford et New York: Oxford University Press.
- Griffin, R. (dir.) (1998). *International Fascism : Theories, Causes and the New Consensus*. Londres : Oxford University Press.
- Griffin, R. (2000). Interregnum or Endgame? The Radical Right in the 'Post-Fascist' Era. *Journal of Political Ideologies*, 5(2), 163-178.
- Griffin, R. (2003). From Slime Mould to Rhizome: an Introduction to the Groupuscular Right. *Patterns of Prejudice*, 37(1), 27-50.
- Griffin, R. (2007). *Modernism and Fascism : the Sense of a New Beginning under Mussolini and Hitler*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Habermas, J. (1988). Une Manière de Liquider les Dommages. Les Tendances Apologétiques dans l'Historiographie Contemporaniste Allemande. Dans *Devant l'Histoire. Les Documents de la Controverse sur la Singularité de l'Extermination des Juifs par le Régime Nazi (47-59)*. Paris : Les Éditions du Cerf.
- Habermas J. (1999a). Chapitre XI. De l'Usage Public de l'Histoire. La Vision Officielle que la République fédérale a d'Elle-Même Est en Train d'Éclater. *Écrits Politiques. Culture, Histoire, Droit (p. 247-260)*. Paris : Flammarion.
- Habermas, J. (1999b). Chapitre XV. Conscience Historique et Identité Post-traditionnelle. L'Orientation à l'Ouest de la RFA. Dans *Écrits Politiques. Culture, Histoire, Droit (p. 293-317)*. Paris : Flammarion.
- Habermas, J. (2000). Tirer la Leçon des Catastrophes? Rétrospective et Diagnostic d'un Siècle Écourté. Dans *Après l'État-Nation. Une Nouvelle Constellation Politique (p. 11-39)*. Paris : Fayard.
- Habermas, J. (2005a). 1989 dans l'Ombre de 1945. Sur la Normalité de la Future République de Berlin. Dans *De l'Usage Public des Idées (p.145-170)*. Paris : Fayard.
- Habermas J. (2005b). Sur l'Usage Public de l'Histoire. Dans *De l'Usage Public des Idées (p.173-191)*. Paris : Fayard.
- Halbwachs, M. (1968). *La Mémoire Collective. 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée*. Paris : Presses Universitaires de France.

- Haski, P. (2014, 24 mai). L'Historien Israélien Zeev Sternhell: « La Démocratie Est Vulnérable Partout ». *Rue 89*. Récupéré de <http://rue89.nouvelobs.com/2014/05/24/lhistorien-israelien-zeev-sternhell-democratie-est-vulnerable-partout-252418>
- Herf, J. (1984). *Reactionary Modernism : Technology, Culture and Politics in Weimar and the Third Reich*. Cambridge et New York: Cambridge University Press.
- Hermet, G. (2006). Autoritarisme, Démocratie et Neutralité Axiologique chez Juan Linz. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 13(1), 83-94.
- Hernández, F. (1977). La Sociología del Franquismo. *Papers. Revista de Sociologia*, 6, 157-160.
- Heywood, P. (2002) *Marxism and the Failure of Organised Socialism in Spain, 1879-1936*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hobson, J. M. (1998). Debate: The 'Second Wave' of Weberian Historical Sociology – The Historical Sociology of the State and the state of Historical Sociology in International Relations. *Review of International Political Economy*, 5(2), 284-320.
- Hobson, J. M. (2002). What's at Stake in 'Bringing Historical Sociology Back into International Relations?' Transcending 'Chronofetishism' and 'Tempocentrism' in International Relations. Dans S. Hobden et J. M. Hobson (dir.), *Historical Sociology of International Relations* (p. 3-41). Cambridge: Cambridge University Press.
- Horkheimer, M. et Adorno, T.W. (1972). *Dialectic of Enlightenment*. New York: Continuum.
- Ibárruri, D. (1966) *They Shall Not Pass : the Autobiography of La Pasionaria*. New York: International Publishers.
- Jackson, G. (1965). *The Spanish Republic and Civil War 1931-1939*. Princeton: Princeton University Press.
- Jarque Iñiguez, A. (1992). España, Estados Unidos, Guerra Fría y Bases. *Revista Española de Estudios Norteamericanos*, 5, 92-103.
- Jarque Iñiguez, A. (1994). Estados Unidos ante el Caso Español en la ONU 1945-1950. *Revista Española de Estudios Norteamericanos*, 7, 157-174.

- Jiménez Cortacans, A. (2013). *El Fracàs d'una Utopia. Comunicació Política dels Feixismes a Espanya durant la Segona República (1931-1936)*. (Thèse de doctorat). Universitat de Girona. Récupéré de *Tesis Doctorals en Xarxa* <http://hdl.handle.net/10803/124700>
- Juliá, S. (1990). *Manuel Azaña: una Biografía Política: del Ateneo al Palacio Nacional*. Madrid: Alianza Editorial.
- Juliá, S. (1994). Orígenes Sociales de la Democracia en España. *Ayer*, 15, 165-188.
- Juliá, S. (1999). *Un Siglo de España. Política y Sociedad*. Madrid: Marcial Pons.
- Juliá, S. (2002, 15 juin). Echar al Olvido. *El País*. Récupéré de [http://elpais.com/diario/2002/06/15/espana/1024092029\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2002/06/15/espana/1024092029_850215.html)
- Juliá, S. (2004). *Historia de las Dos Españas*. Madrid: Taurus.
- Juliá, S. (2005, 12 novembre). Entre Tirano y Padre de la Patria. *El País*. Récupéré de [http://elpais.com/diario/2005/11/12/babelia/1131755953\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2005/11/12/babelia/1131755953_850215.html)
- Juliá, S. (2006). Bajo el Imperio de la Memoria. *Revista de Occidente*, 302-303, 7-20.
- Juliá, S. (2010). Por la Autonomía de la Historia. *Claves de Razón Práctica*, 207, 8-19.
- Kallis, A. A. (2003). Introduction : Fascism in Historiography. Dans A. A. Kallis, *The Fascism Reader* (p. 1-41). Londres et New York: Routledge.
- Kershaw, I. (1992). *Qu'est-ce que le Nazisme? Problèmes et Perspectives d'Interprétation*. Paris : Gallimard.
- Kitchen, M. (1973). August Thalheimer's Theory of Fascism. *Journal of the History of Ideas*, 34(1), 67-78.
- Kitchen, M. (1976). *Fascism*. Londres: Macmillan.
- Knox, M. (1995). The Fascist Regime, Its Foreign Policy and Its Wars: An 'Anti-Anti-Fascist' Orthodoxy? *Contemporary European History*, 4(3), 347-365.
- Lacher, H., (2006). *Beyond Globalization : Capitalism, Territoriality and the International Relations of Modernity*. Londres et New York: Routledge.

- Lafuente, I. (2002). *Esclavos por la Patria: la Explotación de los Presos bajo el Franquismo*. Madrid: Temas de Hoy.
- Laqueur, W. (dir.) (1976). *Fascism : a Reader's Guide. Analyses, Interpretations, Bibliography*. Berkeley : University of California Press.
- Ledeen, M. A. (1976). Renzo de Felice and the Controversy over Italian Fascism. *Journal of Contemporary History*, 11(4), 269-283.
- Lefebvre, G. (1963) *La Révolution Française*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Lemonde.fr, et Agence France Presse. (2014, 25 mai). Élections Européennes : les Résultats dans Chaque Pays. *Le Monde*. Récupéré de [http://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/25/les-premier-projections-pays-par-pays\\_4425475\\_4350146.html](http://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/25/les-premier-projections-pays-par-pays_4425475_4350146.html)
- Lénine, V. (1979). *L'Impérialisme, Stade Suprême du Capitalisme*. Paris : Éditions Sociales.
- Lewis, P. H. (2002). *Latin Fascist Elites: the Mussolini, Franco, and Salazar Regimes*. Westport: Praeger.
- Linz, J. J. (1970), « An Authoritarian Regime : the Case of Spain », Erik Allardt (dir), *Mass Politics Studies in Political Sociology*, New York, Free Press.
- Linz, J. J. (1998). The Crisis of Democracy after the First World War. Dans Roger Griffin, *International Fascism : Theories, Causes and the New Consensus* (p. 175-188). Londres: Oxford University Press.
- Linz, J. J. (2002). Fascism, Breakdown of Democracy, Authoritarian and Totalitarian Regimes : Coincidences and Distinctions. *Estudio/Working Paper 2002/179*, Centro de Estudios Avanzados en Ciencias Sociales, Instituto Juan March de Estudios e Investigaciones.
- Linz, J. J. (2006). *Régimes Totalitaires et Autoritaires*. Paris: Armand Colin.
- Lipset, S. M. (1960). Fascism : Left, Right and Center. Dans S. M. Lipset, *Political Man : the Social Bases of Politics* (p. 131-178), Garden City, NY: Doubleday.
- López Aguilar, J. F. (1989). El Tema de la Oposición en la Crisis y Caída del Autocratismo Franquista. *Revista de Estudios Políticos*, 63, 133-187.

- López Esteve, M. (2012). *Els Fets d'Octubre de 1934 a Catalunya: Més Enllà de l'Acció Governamental*. (Thèse de doctorat). Universitat Pompeu Fabra. Récupéré de *Tesis Doctorals en Xarxa* <http://hdl.handle.net/10803/83653>
- Losurdo, D. (2004). Toward a Critique of the Category of Totalitarianism. *Historical Materialism*, 12(2), 25-55.
- Löwy, M. (2001). *Walter Benjamin : Avertissement d'Incendie. Une Lecture des Thèses « Sur le Concept d'Histoire »*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Löwy, M. (2012). *Les Aventures de Karl Marx contre le Baron de Münchhausen. Introduction à une Sociologie Critique de la Connaissance*. Paris : Syllepse.
- Mann, M. (1986). *The Sources of Social Power: Volume 1, A History of Power from the Beginning to AD 1760*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mann, M. (1993). *The Sources of Social Power: Volume 2, The Rise of Classes and Nation States 1760-1914*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mann, M. (2004). *Fascists*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mann, M. (2012). *The Sources of Social Power: Volume 3, Global Empires and Revolution 1890-1945*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Martínez Alier, J. (1978). Notas sobre el Franquismo. *Papers. Revista de Sociologia*, 8, 27-51.
- Marx, K. (1963). *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris : Éditions Sociales.
- Marx, K. (1993). La Prétendue « Accumulation Initiale ». Dans K. Marx, *Le Capital* (p. 803-857). Paris : Presses Universitaires de France.
- Mason, T. (1991). Whatever Happened to Fascism? *Radical History Review*, 49, 89-98.
- Mateos, A. (2003). La Interpretación del Franquismo: de los Orígenes de la Guerra Civil a la Larga Duración de la Dictadura. *Studia Historica. Historia Contemporánea*, 21, 199-212.
- Mateos, A. (2013). El PSOE de Felipe González. La Transformación del Partido. Dans A. Soto et A. Mateos (dir.), *Historia de la Época Socialista: España (1982-1996)* (p. 367-388). Madrid: Sílex.

- Miley, T. J. (2011). Franquism as Authoritarianism : Juan Linz and his Critics. *Politics, Religion & Ideology*, 12(1), 27-50.
- Moa, P. (1999). *Los Orígenes de la Guerra Civil Española*. Madrid: Encuentro.
- Moa, P. (2001a). *El Derrumbe de la Segunda República y la Guerra Civil*. Madrid: Encuentro.
- Moa, P. (2001b). Los Nacionalismos Vascos y Catalán en la Historia de España. *La Ilustración Liberal*, 10, récupéré de <http://www.ilustracionliberal.com/10/los-nacionalismos-vasco-y-catalan-en-la-historia-de-espana-pio-moa.html>
- Moa, P. (2003a). *Los Mitos de la Guerra Civil*. Madrid: La Esfera de los Libros.
- Moa, P. (2003b). *Contra la Mentira*. Madrid: Libros Libres.
- Moa, P. (2004). *1934: Comienza la Guerra Civil: el PSOE y la Esquerra Emprenden la Contienda*. Barcelone: Áltera.
- Moa, P. (2010a). *La Transición de Cristal: Franquismo y Democracia*. Madrid: Libros Libres.
- Moa, P. (2010b, 10 janvier). El PP, un Partido Antiespañol. *Libertad Digital*. Récupéré de <http://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/el-pp-un-partido-antiespanol-52690/>
- Moa, P. (2011a, 9 juin). Defender el Franquismo. *Libertad Digital*. Récupéré de <http://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/defender-el-franquismo-60023/>
- Moa, P. (2011b, 13 juin). Franco, desde el Liberalismo. *Libertad Digital*. Récupéré de <http://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/franco-desde-el-liberalismo-60056/>
- Moa, P. (2011c, 6 décembre). El Más Nefasto de la Historia de España. *Libertad Digital*. Récupéré de <http://www.libertaddigital.com/opinion/pio-moa/el-mas-nefasto-de-la-historia-de-espana-62289/>
- Molinero, C. (2005). El Fantasma de la Lluita de Classes en l'Imaginari Franquista. *Recerques*, 50, 35-56.
- Molinero, C. et Ysàs, P. (2003). *El Règim Franquista. Feixisme, Modernització i Consens*. Vic: Eumo Editorial.

- Molinero, C. et Ysàs P. (2008). *La Anatomía del Franquismo. De la Supervivencia a la Agonía, 1945-1977*. Barcelone: Crítica.
- Montero Gibert, J. R. (1977). *La CEDA: el Catolicismo Social y Político en la II República*. Madrid: Ediciones de la Revista de Trabajo.
- Moore, B. Jr. (1966). *The Social Origins of Dictatorship and Democracy, Lord and Peasant in the Making of the Modern World*. Boston: Beacon Press.
- Moradiellos, E. (2001). The Potsdam Conference and the Spanish Problem. *Contemporary European History*, 10(1), 73-90.
- Moradiellos, E. (2005). *Franco frente a Churchill: España y Gran Bretaña en la Segunda Guerra mundial 1939-1945*. Barcelone: Península.
- Moradiellos, E. (2007). Revisión Histórica Crítica y Revisionismo Político Presentista: el Caso Español. *Temas para el debate*, 147, 23-28.
- Moradiellos, E. (2009). Franco y el Fascismo. *Temas para el debate*, 172, 38-41.
- Morel, S. (2012, 17 janvier). Manuel Fraga Iribarne, Leader Historique de la Droite Espagnole. *Le Monde*. Récupéré de [http://www.lemonde.fr/disparitions/article/2012/01/17/manuel-fraga-iribarne-leader-historique-de-la-droite-espagnole\\_1630785\\_3382.html](http://www.lemonde.fr/disparitions/article/2012/01/17/manuel-fraga-iribarne-leader-historique-de-la-droite-espagnole_1630785_3382.html)
- Mosse, G. L. (1964). *The Crisis of German Ideology : Intellectual Origins of the Third Reich*. New York: Grosset & Dunlap.
- Mosse, G. L. (1998). A Politico-Cultural Revolution. Dans Roger Griffin, *International Fascism : Theories, Causes and the New Consensus* (p. 137-147). Londres: Oxford University Press.
- Mosse, G. L. (1999). *The Fascist Revolution. Toward a General Theory of Fascism*. New York: Howard Fertig.
- Mosse, G. et Laqueur W. (1966). *International Fascism : 1920-1945*. New York: Harper & Row.
- Mudde, C. (2000). *The Ideology of the Extreme-Right*. Manchester: Manchester University Press.
- Namer, G. (2000). *Halbwachs et la Mémoire Sociale*. Paris: L'Harmattan.

- Navarro, V. (2001). ¿Franquismo o Fascismo? *Claves de Razón Práctica*, 115, 70-77.
- Navarro, V. (2009). Las Derechas Españolas y el Fascismo. *Le Monde Diplomatique* édition espagnole, 165. Récupéré de <http://www.vnavarro.org/?p=3164>
- Navarro, V. (2010, 24 mai). ¿Es el PP Franquista? *El Plural*. Récupéré de <http://www.vnavarro.org/?p=4306>
- Neocleus, M. (1997). *Fascism*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Nolte, E. (1966). *Three Faces of Fascism : Action Française, Italian Fascism, National Socialism*. New York : Holt, Rinehart and Winston.
- Nolte, E. (1988). Un Passé qui ne Veut Pas Passer. Conférence qui, une Foix Écrite, Ne Put Pas Être Prononcée. Dans *Devant l'Histoire. Les Documents de la Controverse sur la Singularité de l'Extermination des Juifs par le Régime Nazi* (p. 29-35). Paris : Les Éditions du Cerf.
- Nolte, E. (2000). *La Guerre Civile Européenne 1917-1945 : National-Socialisme et Bolchevisme*. Paris : Éditions des Syrtes.
- Nora, P. (1997) *Les Lieux de Mémoire*. Paris : Éditions Gallimard. 3 volumes.
- Oltra, B. (1978). Presentación. *Papers. Revista de Sociologia*, 8, 7-10.
- Oltra, B. et de Miguel, A. (1978). Bonapartismo y Catolicismo: una Hipótesis sobre los Orígenes Ideológicos del Franquismo. *Papers. Revista de Sociologia*, 8, 53-102.
- Ortiz Heras, M. (2006). Memoria Social de la Guerra Civil: la Memoria de los Vencidos, la Memoria de la Frustración. *Historia Actual Online*, 10, 179-198.
- Parsons, T. (1964). Some Sociological Aspects of the Fascist Movements (1942). Dans T. Parsons, *Essays in Sociological Theory* (p. 124-141). New York: The Free Press.
- Passmore, K. (2002). *Fascism. A Very Short Introduction*. Oxford et New York : Oxford University Press.
- Paxton, R. O. (1972). *Vichy France : Old Guard and New Order, 1940-1944*. New York: Knopf.

- Paxton, R. O. (1988). Syndromes Comparés. *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 19, 111-114.
- Paxton, R. O. (1995). Les Fascismes : Essai d'Histoire Comparée. *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 45, 3-13.
- Paxton, R. O. (1996). *Le Temps des Chemises Vertes: Révoltes Paysannes et Fascisme Rural: 1929-1939*. Paris: Éditions du Seuil.
- Paxton, R. O. (1998). The Five Stages of Fascism. *The Journal of Modern History*, 70(1), 1-23.
- Paxton, R. O. (2004). *The Anatomy of Fascism*. New York: Knopf.
- Paxton, R. O. (2013). Franco's Spain in Comparative Perspective. Dans M. Á. de Ruiz Carnicer (dir.), *Falange. Las Culturas Políticas del Fascismo en la España de Franco (1936-1975)*, *Actas del Congreso Celebrado en Zaragoza del 22 al 24 de Noviembre de 2011* (p. 13-23), Zaragoza, Institución Fernando el Católico.
- Payne, S. (1961) *Falange : a History of Spanish Fascism*. Stanford: Stanford University Press.
- Payne, S. (1964). Spanish Nationalism in the Twentieth Century. *The Review of Politics*, 26(3), 403-422.
- Payne, S. (1967). *Franco's Spain*. New York: Cromwell.
- Payne, S. (1973). *A history of Spain and Portugal*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Payne, S. (1977). Comentarios a la Sociología del Franquismo. *Papers. Revista de Sociologia*, 6, 161-164.
- Payne, S. (1978). Spanish Conservatism 1834-1923. *Journal of Contemporary History*, 13(4), 765-789.
- Payne, S. (1980). *Fascism : Comparison and Definition*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Payne, S. (1986). Fascism and Right Authoritarianism in the Iberian World - The Last Twenty Years. *Journal of Contemporary History*, 21(2), 163-177.

- Payne, S. (1987) *The Franco Regime 1936-1975*. Madison: The University of Wisconsin Press.
- Payne, S. (1990). Political Violence during the Spanish Second Republic. *Journal of Contemporary History*, 25(2/3), 269-288.
- Payne, S. (1995). *A History of Fascism 1914-1945*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Payne, S. (1999). Fascist Italy and Spain 1922-45. Dans Raanan Rein (dir.), *Spain and the Mediterranean since 1898* (p. 99-115). Londres: Frank Cass.
- Payne, S. (2000). Fascism and Communism. *Totalitarian Movements and Political Religion*, 1(3), 1-15.
- Payne, S. (2004). *The Spanish Civil War, the Soviet Union and Communism*. Londres: Yale University Press.
- Payne, S. (2005a). On the Heuristic Value of the Concept of Political Religion and its Application. *Totalitarian Movements and Political Religions*, 6(2), 163-174.
- Payne, S. (2005b). 1934 : Comienza la Guerra Civil. En Torno al Libro de Pío Moa. *Cuadernos de Pensamiento Político*, 5, 187-192.
- Payne, S. (2006a). *The Collapse of the Spanish Republic, 1933-1936*. Londres: Yale University Press.
- Payne, S. (2006b). Franco, the Spanish Falange and the Institutionalisation of the Mission. *Totalitarian Movements and Political Religions*, 7(2), 191-201.
- Payne, S. (2006c). Historia y Transición Democrática. *Cuadernos de Pensamiento Político*, 9, 9-17.
- Payne, S. (2008a). Explicar la Política. *Cuadernos de Pensamiento Político*, 17, 249-255.
- Payne, S. (2008b). *Franco y Hitler : España, Alemania, la Segunda Guerra Mundial, y el Holocausto*. Madrid: La Esfera de los Libros.
- Payne, S. (2010). *La Guerre d'Espagne. L'Histoire Face à la Confusion Mémoirelle*. Paris: Éditions du Cerf.

- Péan, P. (1994). *Une Jeunesse Française. François Mitterrand : 1934-1947*. Paris : Fayard.
- Peirats Valls, J. (2006). *Los Anarquistas en la Crisis Política Española (1869-1939)*. Buenos Aires : Libros de Anarres.
- Pinilla García, A. (2007). Las Muchas Caras del 23-F. Probabilidad, Imprevisión y Necesidad en la Solución de una Crisis. *Historia Actual Online*, 14, 147-164.
- Piñol, À. et Carranco, R. (2013, 16 mai). La Delegada del Gobierno a Cataluña Entrega un Diploma a la División Azul. *El País*. Récupéré de [http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/05/16/catalunya/1368708685\\_692728.html](http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/05/16/catalunya/1368708685_692728.html)
- Pocock, J.G.A. (1985). *Virtue, Commerce, and History*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Pogge von Strandmann, H. (2013). The Political and Historical Significance of the Fischer Controversy. *Journal of Contemporary History*, 48(2), 251-270.
- Poulantzas, N. (1974). *Fascisme et Dictature*. Paris : Éditions du Seuil et F. Maspero.
- Preston, P. (1983). *The Coming of the Spanish Civil War: Reform, Reaction and Revolution in the Second Republic*. Londres: Methuen.
- Preston, P. (1990). *The Politics of Revenge: Fascism and the Military in Twentieth-Century Spain*. Londres: Unwin Hyman.
- Preston, P. (1994). *Franco: a Biography*. New York: Basic Books.
- Preston, P. (2003, 24 juin). Encuentro Digital. *El mundo*. Récupéré de <http://www.elmundo.es/encuentros/invitados/2003/06/774/>
- Preston, P. (2004). *Juan Carlos : Steering Spain from Dictatorship to Democracy*. New York: W. W. Norton.
- Preston, P. (2005). *The Triumph of Democracy in Spain*. Londres et New York: Routledge.
- Preston, P. W. (2012). *Rethinking Development: Essays on Development and Southeast Asia*. Londres et New York: Routledge.
- Preston, P. et Mackenzie, A. L. (1996). *The Republic Besieged : Civil War in Spain 1936-1939*. Edinburgh: Edinburgh University Press.

- Prévost, J.-G. (2004). *L'Extrême-Droite en Europe: France, Autriche, Italie*. Saint-Laurent: Éditions Fides.
- Purcet Gregori, A. (2010). *La Reacció dels Estudiants. Feixisme, Joves i Món Universitari durant la Segona República Espanyola (1931-1936)*. (Thèse de doctorat). Universitat Autònoma de Barcelona. Récupéré de *Tesis Doctorals en Xarxa* <http://hdl.handle.net/10803/4823>
- Quirosa-Cheyrouze y Muñoz, R. (2002). El Final de la Transición y un Momento Ilusionante. *El Socialista*, 647, Récupéré de <http://www.historiadeltiempopresente.com/Revistas/Textos/RT15.pdf>
- Racine, N. (1992). Une Cause. L'Antifascisme des Intellectuels dans les Années Trente. *Politix*, 17, 79-85.
- Ramonedá, J. (2011, 1er mai). ¿Dónde Está la Extrema Derecha? *El País*. Récupéré de [http://elpais.com/diario/2011/05/01/domingo/1304220633\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2011/05/01/domingo/1304220633_850215.html)
- Reig Tapia, A. (1999). *Memoria de la Guerra Civil. Los Mitos de la Tribu*. Madrid: Alianza Editorial.
- Reig Tapia, A. (2006). *Anti-Moa : La Subversión Neofranquista de la Historia de España*. Barcelone: Éditions B.
- Reig Tapia, A. (2008). *Revisionismo y Política. Pío Moa Revisitado*. Madrid: Éditions Foca.
- Rémond, R. (1982). *Les Droites en France*. Paris: Aubier-Montaigne.
- Revenga Sánchez, M. (1989). El Problema de la Formación del Gobierno en la Segunda República. *Revista de Estudios Políticos*, 65, 197-228.
- Richards, M. (1998). *A Time of Silence. Civil War and the Culture of Repression in Franco's Spain, 1936-1945*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Ricoeur, P. (2000). *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*. Paris : Éditions du Seuil.
- Riley, D. J. (2004). *Enigmas of Fascism*. Compte-rendu des livres de M. Mann, *Fascists*, Cambridge University Press, 2004, et R. O. Paxton, *The Anatomy of Fascism*, Albert Knopf, 2004. *New Left Review* 30.

- Riley, D. J. (2010). *The Civic Foundations of Fascism in Europe : Italy, Spain and Romania, 1870-1945*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Rioux, S. et Dufour, F. G. (2008). La Sociologie Historique de la Théorie des Relations Sociales de Propriété. *Actuel Marx*, 43(1), 126-139.
- Rodrigo, J. (2009). La Natureza del Franquismo : un Acercamiento desde la Perspectiva Comparada de los Fascismos Europeos. Dans Carmelo Romero et Alberto Sabio (dir.), *Universo de Micromundos. VI Congreso de la Historia Local de Aragón* (p. 47-62). Zaragoza: Institución Fernando el Católico.
- Rodrigo, J. (2011). Violencia y Fascistización en la España Sublevada. Dans Morente Valero, F. (dir.) *España en la Crisis Europea de Entreguerras*. Madrid: Los Libros de la Catarata.
- Rodrigo, J. (2012). Exploitation, Fascist Violence and Social Cleansing : a Study of Franco's Concentration Camps from a Comparative Perspective. *European Review of History-Revue Européenne d'Histoire*, 19(4), 553-573.
- Rodriguez, M.-C. (2009). Le Devoir de Mémoire en Espagne 1977-2009 : Les Enjeux de la Judiciarisation de la Mémoire. Centre Alberto Benveniste / EPHE-Sorbonne.
- Rostow, W. W. (1971). *The Stages of Economic Growth: a Non-Communist Manifesto*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rousso, H. (1990). *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos Jours, (2<sup>e</sup> édition)*. Paris : Éditions du Seuil.
- Rovan, Joseph (introduction) et al., 1988, *Devant l'Histoire. Les Documents de la Controverse sur la Singularité de l'Extermination des Juifs par le Régime Nazi*, Paris, Les Éditions du Cerf.
- Ruiz Torres, P. (2002). Political Uses of History in Spain. Dans J. Revel et G. Levi (dir.), *Political Uses of the Past. The Recent Mediterranean Experience* (p. 95-116). Londres et Portland: Frank Cass.
- Sallon, H. (2014, 8 août). L'Historien Israélien Zeev Sternhell « Ne Voit Pas la Fin » de la Guerre à Gaza. *Le Monde*. Récupéré de [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/08/08/1-historien-israelien-zeev-sternhell-ne-voit-pas-la-fin-de-la-guerre-a-gaza\\_4469397\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/08/08/1-historien-israelien-zeev-sternhell-ne-voit-pas-la-fin-de-la-guerre-a-gaza_4469397_3218.html)

- Sánchez Recio, G. (2005). Historiografía Española sobre el Siglo XX en la Última Década. *Vasconia. Cuadernos de Historia-Geografía*, 34, 23-45.
- Saz, I. (2001). Paradojas de la Historia, Paradojas de la Historiografía. Las Peripecias del Fascismo Español. *Hispania*, LXI/1(207), 143-175.
- Saz, I. (2004a). La Dictadura de Franco como Historia del Tiempo Presente. Dans Carlos Navajas Zubeldia (dir), *Actos de IV Simposio de Historia Actual, Logroño, 17-19 de octubre de 2002 (p. 77-91)*. Logroño, Gobierno de La Rioja: Instituto de Estudios Riojanos.
- Saz, I. (2004b). *Fascismo y Franquismo*. Valence: PUV Universitat de València.
- Sellés i Vidal, E. (2005). *Moviment Obrer, Canvi Politic, Social i Cultural. Comissions Obreres a Catalunya (1964-1978)*. (Thèse de doctorat). Universitat de Barcelona. Récupéré de *Tesis Doctorals en Xarxa* <http://hdl.handle.net/10803/1985>
- Serrano, S. (2002). *Maquis: Historia de la Guerrilla Antifranquista*. Madrid: Temas de Hoy.
- Sevilla-Guzmán, E., Pérez Yruela, M. et Giner, S. (1978). Despotismo Moderno y Dominación de Clase. Para una Sociología del Régimen Franquista. *Papers. Revista de Sociologia*, 8, 103-141.
- Sevillano Calero, F. (2003). La Construcción de la Memoria y el Olvido en la España Democrática. *Ayer*, 52, 297-319.
- Sevillano Calero, F. (2007). El Revisionismo Historiográfico, sobre el Pasado Reciente en España. *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*, 6, 183-190.
- Skinner, Q. (1969). Meaning and Understanding in the History of Ideas. *History and Theory*, 8(1), 3-53.
- Skinner, Q. (1978). *The Foundations of Modern Political Thought, Volume I: The Renaissance*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Solchany, J. (1992). Le Nazisme: Déviance Allemande ou Mal de la Modernité? La Réflexion des Historiens dans l'Allemagne des Années Zéro (1945-1949). *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 34, 145-156.

- Solé i Sabaté, J. M. et Dueñas i Iturbe O. (2013). *El Franquisme contra Esquerra. Els Alcades i Diputats Afusellats d'Esquerra Republicana de Catalunya*. Barcelone: Fundació Josep Irla.
- Sotelo, I. (1977). Sociología del Franquismo o el Franquismo en la Sociología. *Papers. Revista de Sociologia*, 6, 165-173.
- Stepan, A., Miley, T. J., Montero, J. R., et Coller, X. (2014). Juan J. Linz (1926-2013). *Journal of Democracy*, 25(1), 187-190.
- Sternhell, Z. (1983). *Ni Droite ni Gauche : l'Idéologie Fasciste en France*. Paris : Éditions du Seuil.
- Sternhell, Z. (1997). *La Droite Révolutionnaire, 1885-1914*. Paris : Gallimard.
- Sternhell, Z. (1998). « The Crisis of *Fin-de-Siècle* Thought », dans Roger Griffin, *International Fascism : Theories, Causes and the New Consensus*, Londres, Oxford University Press, p. 169-174.
- Sternhell, Z. (2006). *Les Anti-Lumières : du XVIIIe Siècle à la Guerre Froide*. Paris : Fayard.
- Sternhell, Z. et Sznajder, M. (1989). *Naissance de l'Idéologie Fasciste*. Paris : Fayard.
- Sternhell, Z. et Weill, (2014). *Histoire et Lumières : Changer le Monde par la Raison*. Paris : Albin Michel.
- Stürmer, M. (1988). L'histoire dans un Pays Privé de son Histoire. Dans *Devant l'Histoire. Les Documents de la Controverse sur la Singularité de l'Extermination des Juifs par le Régime Nazi* (p. 25-27). Paris : Les Éditions du Cerf.
- Talmon, J. L. (1960). *The Origins of Totalitarian Democracy*. New York: Praeger.
- Teschke, B. (2003). *The Myth of 1648*. Londres: Verso.
- Thomas, H. (1977). *The Spanish Civil War*. New York: Harper & Row.
- Tilly, C. (2007). *Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Traverso, E. (1992). *Les Juifs et l'Allemagne, de la « Symbiose Judéo-Allemande » à la Mémoire d'Auschwitz*. Paris : La Découverte.

- Traverso, E. (dir.) (2001). *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> Siècle en Débat*. Paris : Éditions du Seuil.
- Traverso, E. (2005). *Le Passé, Modes d'Emploi : Histoire, Mémoire, Politique*. Paris : La Fabrique Éditions.
- Traverso, E. (2007). *À Feu et à Sang : De la Guerre Civile Européenne 1914-1945*. Paris : Éditions Stock.
- Traverso, E. (2008, 21 décembre). Piedad para los Muertos y la Historia. *El País*. Récupéré de [http://elpais.com/diario/2008/12/21/opinion/1229814011\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2008/12/21/opinion/1229814011_850215.html)
- Traverso, E. (2011). *L'Histoire comme Champ de Bataille : Interpréter les Violences du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : La Découverte.
- Traverso, E. (2013). Lumières et Anti-Lumières. Sur l'Histoire des Idées de Zeev Sternhell. *La revue des Livres*, 9, 19-27.
- Trouvé, M. (2010/11). Un Voisinage Complexe : l'Espagne et l'Europe, de la Guerre Froide à la Mort de Franco. *Matériaux pour l'Histoire de Notre temps*, 97-98, 17-23.
- Tusell, Javier, et Queipo de Llano, G. (1985). *Franco y Mussolini: la Política Española durante la Segunda Guerra mundial*. Barcelone: Planeta.
- Tusell, J. (1988). *La Dictadura de Franco*. Madrid: Alianza Editorial.
- Tusell, J. (1994). La Transición a la Democracia en España como Fenómeno de Historia Política. *Ayer*, 15, 55-76.
- Tusell, J. (2004, 8 juillet). El Revisionismo Histórico Español. *El País*. Récupéré de [http://elpais.com/diario/2004/07/08/opinion/1089237607\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2004/07/08/opinion/1089237607_850215.html)
- Tusell, J. (2000). *El Gobierno de Aznar. Balance de una Gestión, 1996-2000*. Barcelone: Crítica.
- Valdevira González, G. (2006). *La Oposición Estudiantil al Franquismo*. Madrid: Síntesis.
- Vidal, C. (2010). *Mitos y Falacias de la Historia de España*. Barcelona: Ediciones B.

- Vidal, C. et Jiménez Losantos, F. (2010). *Historia de España III. De la Restauración a la Guerra Civil*. Barcelone: Planeta.
- Vidal, C. et Jiménez Losantos, F. (2012). *Historia de España IV. Historia del Franquismo*. Barcelone: Planeta.
- Vidal-Naquet, P. (1995). *Les Assassins de la Mémoire : « Un Eichmann de Papier » et Autres Essais sur le Révisionnisme*. Paris : Éditions du Seuil.
- Vilanova, F. (2005). Beligerantes Morales : la Barcelona Franquista i la Guerra contra els Bolxevics l'Estiu de 1941. *Recerques*, 50, 79-104.
- Viñas, Á. (2012). The Endurance of Francoist Myths in Democratic Spain. *International Journal of Iberian Studies*, 25(3), 201-214.
- Weber, E. (1964). *Varieties of Fascism : Doctrines of Revolution in the Twentieth Century*. Princeton: Van Nostrand.
- Weber, M. (1965). *Essais sur la Théorie de la Science*. Paris : Librairie Plon.
- Weber, M. (2002). *Le Savant et le Politique* (103<sup>e</sup> édition). Paris : Éditions 10/18.
- Whealey, R. H. (1989). *Hitler and Spain : the Nazi Role in the Spanish Civil War, 1936-1939*. Lexington: University Press of Kentucky.
- Wood, E. M. (1991). *The Pristine Culture of Capitalism: a Historical Essay on Old Regimes and Modern States*. Londres : Verso.
- Wood, E. M. (1995). *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Wood, E. M. (1998). The Communist Manifesto after 150 years. *Monthly Review*, 50(1), 14-35.
- Wood, E. M. (2000). Capitalism or Enlightenment? *History of Political Thought*, 21(3), 405-426.
- Wood, E. M. (2002). *The Origin of Capitalism. A Longer View*. Londres et New York: Verso.
- Wood, E. M. (2005). *Empire of Capital*. Londres et New York: Verso.

- Wood, E. M. (2008). *Citizens to Lords : a Social History of Political Thought from Antiquity to the Middle Ages*. Londres et New York: Verso.
- Wood, E. M. (2012). *Liberty and Property : a Social History of Western political Thought from Renaissance to Enlightenment*. Londres et New York: Verso.
- Wood, N. (1978). The Social History of Political Theory. *Political Theory*, 6(3), 345-367.
- Yeste Piquer, E. (2011). *Revisionisme Històric i Negacionisme. La Persecució Política de la Llengua Catalana (1874-2011)*. (Thèse de doctorat). Universitat Ramon Llull. Récupéré de *Tesis Doctorals en Xarxa* <http://tdx.cat/handle/10803/32014>
- Ysàs, P. (2005). Entre l'Alarma i el Desconcert. Els Franquistes i la "Crisi de Desembre" de 1970. *Recerques*, 50, 127-150.
- Ysàs, P. (2012). Defenderemos Nuestra Victoria con Uñas y Dientes. El Tardofranquismo. Dans Viñas (dir.), Á. *En el Combate por la Historia. La República, la Guerra Civil, el Franquismo* (p. 705-722). Barcelone: Pasado y Presente.
- Yusta Rodrigo, M. (2003). Histoire et Mémoire de la Guerre civile dans l'Historiographie Espagnole Contemporaine. *Matériaux pour l'Histoire de Notre Temps*, 70, 51-58.
- Yusta Rodrigo, M. (2007). El Movimiento "por la Recuperación de la Memoria Histórica": una Reescritura del Pasado Reciente de la Sociedad Civil. Dans Rújula López, P. V. et Peiró Martín, I. *La Historia en el Presente: V Congreso de Historia Local de Aragón* (p. 81-102). Teruel: Instituto de Estudios Turolenses.